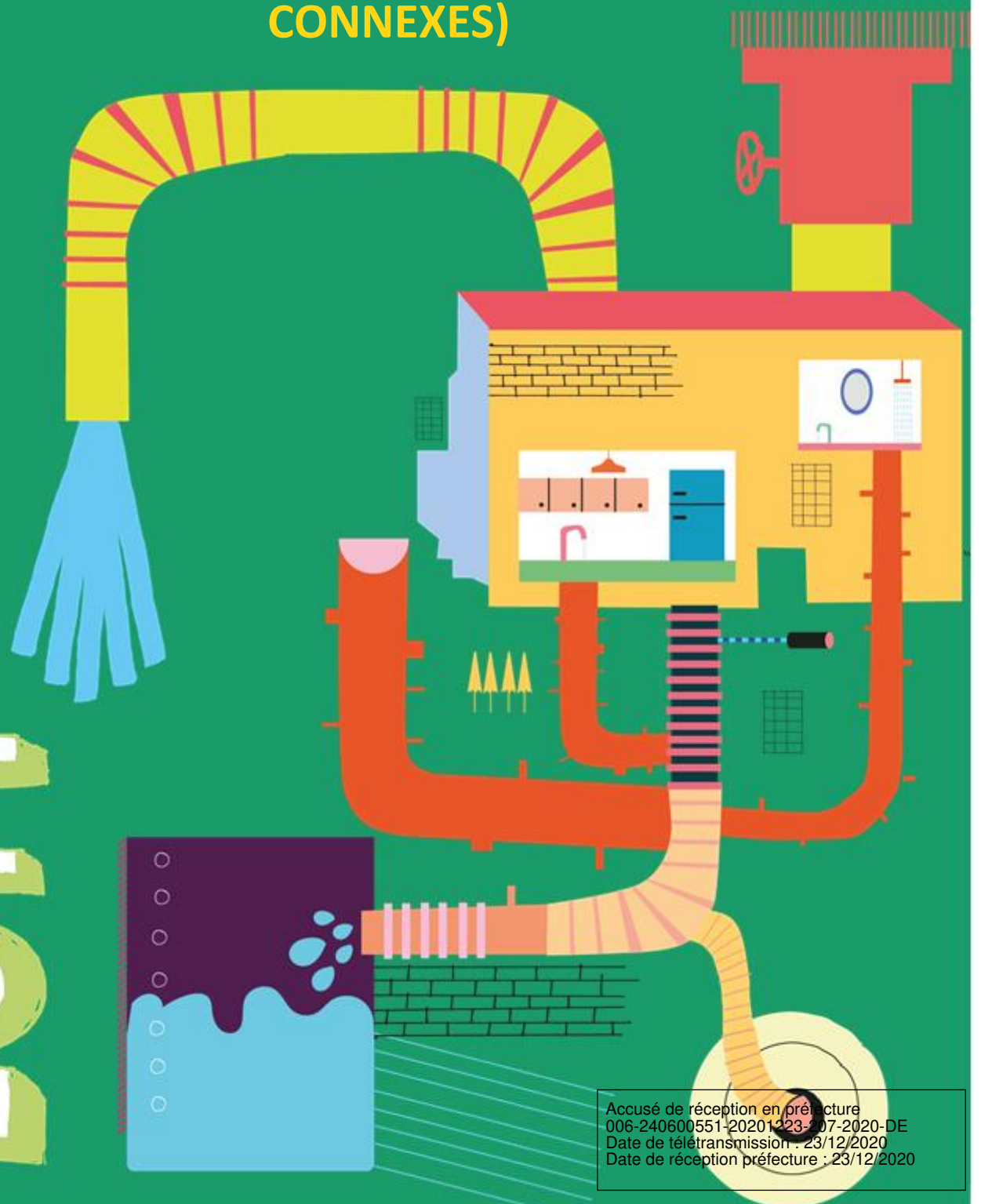


RAPPORT ANNUEL DU DELEGATAIRE

CA RIVIERA FRANCAISE - ROQUEBRUNE
CAP MARTIN (STEP ET OUVRAGES
CONNEXES)

2019



Accusé de réception en préfecture
006-240600551-20201223-207-2020-DE
Date de télétransmission : 23/12/2020
Date de réception préfecture : 23/12/2020




Accusé de réception en préfecture
006-240600551-20201223-207-2020-DE
Date de télétransmission : 23/12/2020
Date de réception préfecture : 23/12/2020

REGLEMENT GENERAL SUR LA PROTECTION DES DONNEES

Le Règlement Général pour la Protection des Données, entré en vigueur le 25/05/2018, a renforcé les droits et libertés des personnes physiques sur leurs données à caractère personnel. Afin de s'y conformer, les Responsables de traitement doivent adapter les mesures de protection les concernant. En conséquence, Veolia Eau France communique à travers le rapport annuel uniquement des données anonymisées ou agrégées.

REPERES DE LECTURE

Le document intègre différents pictogrammes qui vous sont présentés ci-dessous.

Repère visuel	Objectif
	Identifier rapidement nos engagements clés
	Mettre en évidence certaines de nos innovations et nos points différenciants
	Identifier nos démarches en termes de responsabilité environnementale, sociale, et sociétale

Accusé de réception en préfecture
006-240600551-20201223-207-2020-DE
Date de télétransmission : 23/12/2020
Date de réception préfecture : 23/12/2020

Accusé de réception en préfecture
006-240600551-20201223-207-2020-DE
Date de télétransmission : 23/12/2020
Date de réception préfecture : 23/12/2020

L'édito



Veolia – Rapport annuel du délégué 2019

Monsieur le Président,

Je suis heureux de vous adresser le Rapport Annuel du Délégué qui vous permet d'accéder aux informations relatives à la gestion de votre service de l'eau ou de l'assainissement de l'année 2019.

J'ai pleinement conscience que, dans ce contexte d'épidémie de Covid-19, la dynamique dans laquelle nous étions il y a encore quelques mois peut paraître lointaine. Cependant les défis que nous avons relevés ensemble, ceux auxquels nous faisons face aujourd'hui sont riches d'enseignements. La résilience fait partie de nos métiers, et c'est ensemble que nous trouverons les solutions pour répondre aux défis à venir, à commencer par la nécessaire relance économique, qui devrait être une occasion d'accélérer la transformation écologique et sanitaire, plus que jamais vitale.

A travers les différentes composantes, techniques, économiques et environnementales, présentes dans ce Rapport, vous pourrez ainsi analyser la performance de votre service, pour lequel nos équipes se mobilisent 24h/24 auprès de vous.

A l'heure du combat contre l'épidémie de Covid-19, l'eau est une ressource plus précieuse que jamais. Dans cette période inédite, l'accès à l'eau est indispensable pour faire barrière au virus, et les Français ont plus que jamais conscience de l'importance de la préserver.

L'Eau est le « marqueur du changement climatique ». La sécheresse de l'été 2019 et les inondations de l'automne l'ont confirmé. Aux inquiétudes mesurables des concitoyens liées à ce changement climatique s'ajoutent celles portant sur la qualité de l'eau distribuée et la présence des nouveaux polluants dans les milieux aquatiques.

Pour répondre à ces enjeux, Veolia s'est engagé avec volontarisme pour relever les défis patrimoniaux, technologiques et sociaux des services d'eau et d'assainissement, au coeur des Assises de l'Eau. Avec l'ensemble de la profession, au sein de la FP2E, nous avons défini les actions clés sur lesquelles nous nous proposons d'avancer pour améliorer toujours davantage le service apporté aux consommateurs.

Plus particulièrement, Veolia a rassemblé cette année dans un Livre Blanc des initiatives innovantes susceptibles de vous inspirer pour positionner vos territoires à la pointe de la transformation écologique.

Accusé de réception en préfecture
006-240600551-20201223-207-2020-DE
Date de télétransmission : 23/12/2020
Date de réception préfecture : 23/12/2020

Les femmes et les hommes de Veolia Eau France, représentés par notre Directeur de Territoire sont à vos côtés pour vous permettre de répondre aux défis d'aujourd'hui et d'anticiper ceux, nombreux, à venir.

Soyez certain de leur engagement pour co-construire avec vous les solutions les plus adaptées à votre service d'eau ou d'assainissement.

Je vous remercie de la confiance que vous accordez à nos équipes et vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes salutations les plus respectueuses.

Frédéric Van Heems
Directeur Général Veolia Eau France

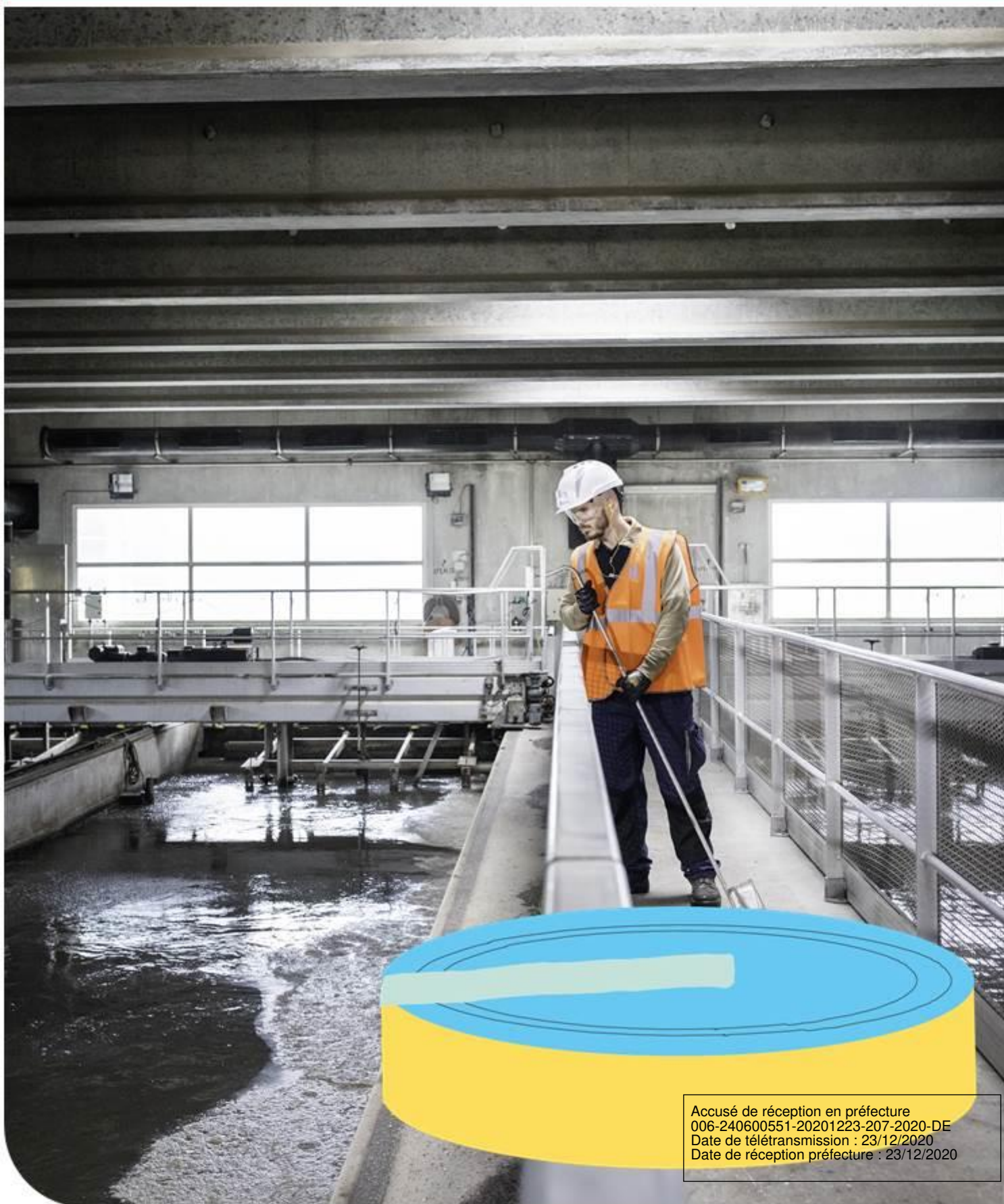
Accusé de réception en préfecture
006-240600551-20201223-207-2020-DE
Date de télétransmission : 23/12/2020
Date de réception préfecture : 23/12/2020

Sommaire

1. L'ESSENTIEL DE L'ANNEE	9
1.1. Un dispositif à votre service.....	10
1.2. Présentation du Contrat.....	22
1.3. Les chiffres clés	23
1.4. Les indicateurs réglementaires 2019	25
1.5. Autres chiffres clés de l'année 2019	26
1.6. Le prix du service public de l'assainissement.....	28
2. LES CONSOMMATEURS ET LEUR CONSOMMATION	29
2.1. Les consommateurs et l'assiette de la redevance.....	30
2.2. La satisfaction des consommateurs	31
2.3. Données économiques.....	32
3. LE PATRIMOINE DE VOTRE SERVICE	35
3.1. L'inventaire des installations.....	36
3.2. L'inventaire des réseaux	37
3.3. Les indicateurs de suivi du patrimoine	38
3.4. Gestion du patrimoine	40
4. LA PERFORMANCE ET L'EFFICACITE OPERATIONNELLE POUR VOTRE SERVICE	41
4.1. La maintenance du patrimoine	42
4.2. L'efficacité de la collecte	43
4.3. L'efficacité du traitement.....	46
4.4. L'efficacité environnementale	55
5. LE RAPPORT FINANCIER DU SERVICE	57
5.1. Le Compte Annuel de Résultat de l'Exploitation de la Délégation (CARE)	58
5.2. Les investissements et le renouvellement.....	61
5.3. Les engagements à incidence financière	62
6. ANNEXES	65
6.1. Le synoptique du réseau	66
6.2. Le bilan détaillé par usine	68
6.3. Le bilan énergétique du patrimoine.....	74
6.4. Les engagements spécifiques au service.....	75
6.5. Annexes financières	84
6.6. Reconnaissance et certification de service	93
6.7. Actualité réglementaire 2019	96
6.8. Glossaire.....	100
6.9. Rapport final de campagne de recherche de micropolluants	105

Accusé de réception en préfecture
006-240600551-20201223-207-2020-DE
Date de télétransmission : 23/12/2020
Date de réception préfecture : 23/12/2020

1. L'ESSENTIEL DE L'ANNEE



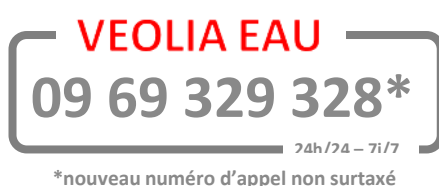
Accusé de réception en préfecture
006-240600551-20201223-207-2020-DE
Date de télétransmission : 23/12/2020
Date de réception préfecture : 23/12/2020

1.1. Un dispositif à votre service

VOTRE LIEU D'ACCUEIL

Veolia Eau
30, rue Henri Gréville
06500 Menton
Tel : 0 969 329 328
Fax : 04.92.29.69.21

TOUTES VOS DEMARCHES SANS VOUS DEPLACER



LES INTERLOCUTEURS VEOLIA A VOS COTES

Une organisation réactive

Des moyens nationaux, régionaux et locaux sont mobilisés pour vous apporter toute leur expertise et garantir une haute performance de service dans le domaine de l'assainissement.

→ *L'organisation locale : mettre nos compétences au plus près du terrain*

Veolia organise ses compétences au plus près du terrain, en créant :

- une filière dédiée à la clientèle ;
- une filière exploitation structurée autour de compétences réseaux et usines d'assainissement.



Afin de renforcer la proximité avec vos équipes, un Responsable de Contrat permet à votre Collectivité de disposer d'un interlocuteur dédié. Il répondra à toutes vos questions et est garant de la qualité de notre compte-rendu.

Accusé de réception en préfecture
006-240600551-20201223-207-2020-DE
Date de télétransmission : 23/12/2020
Date de réception préfecture : 23/12/2020

Accusé de réception en préfecture
006-240600551-20201223-207-2020-DE
Date de télétransmission : 23/12/2020
Date de réception préfecture : 23/12/2020

Accusé de réception en préfecture
006-240600551-20201223-207-2020-DE
Date de télétransmission : 23/12/2020
Date de réception préfecture : 23/12/2020



*APPEL NON SURTAXE

→ *Les fonctions support : des services experts*

Chaque Territoire de Veolia dispose de services experts dans les domaines de :

- ◆ la clientèle ;
- ◆ la maîtrise technique et l'aide à l'exploitation ;
- ◆ la qualité, la sécurité et l'environnement ;
- ◆ les ressources humaines et la formation ;
- ◆ la finance ;
- ◆ l'informatique technique et de gestion ;
- ◆ la communication ;
- ◆ la veille juridique et réglementaire.

→ *Les outils informatiques d'exploitation*

Nous utilisons des applications informatiques adaptées à nos besoins, pour l'ensemble de nos tâches d'exploitation :

- ◆ la gestion patrimoniale des usines et la maintenance des équipements électromécaniques,
- ◆ le Système d'Information Géographique pour la cartographie des réseaux,
- ◆ la télésurveillance et la télégestion des installations,
- ◆ le suivi et le contrôle de la qualité de l'eau,
- ◆ la planification et le suivi des interventions terrain,
- ◆ la gestion clientèle.

→ *Les outils de mobilité au service de l'efficacité*

Les techniciens de terrain disposent de Smartphones, tablettes et ordinateurs portables.

Sur ces outils de mobilité, ils peuvent :

- ◆ accéder à des informations techniques, à leur planning d'intervention ou encore à la procédure de maintenance d'un équipement,
- ◆ être alertés d'un dysfonctionnement, notamment par notre application de télésurveillance,
- ◆ agir à distance, par exemple, en modifiant la consigne d'un équipement télégéré (ouverture d'une vanne, régulation du débit d'une pompe...),
- ◆ alimenter à tout moment et en tout lieu nos applications informatiques. Ils saisissent directement un rapport d'intervention, signalent un dysfonctionnement non urgent nécessitant une action corrective.

Ces outils renforcent leur réactivité. Ils facilitent les opérations de maintenance et la consolidation des données d'exploitation.

Accusé de réception en préfecture
006-240600551-20201223-207-2020-DE
Date de télétransmission : 23/12/2020
Date de réception préfecture : 23/12/2020

SANTE, SECURITE ET PREVENTION AU TRAVAIL

La prévention des risques professionnels, la santé, la sécurité et la qualité de vie au travail constituent des valeurs fondamentales de VEOLIA.

Notre première richesse et, par conséquent, notre premier atout, ce sont les femmes et les hommes qui constituent notre Groupe. **Préserver de manière durable la santé et la sécurité de chacun d'eux, tout en protégeant nos clients et les communautés que nous servons, est notre priorité absolue.**

Depuis 2008, VEOLIA a adossé sa politique sur les principes directeurs du Bureau International du Travail, en signant la déclaration de Séoul sur la prévention, la sécurité et la santé au travail.

Consciente de sa responsabilité envers ses collaborateurs et ses partenaires, VEOLIA inscrit son engagement pour la santé et la sécurité dans chacune de ses actions, développant une culture de la prévention à tous les niveaux.

La démarche d'amélioration continue de la culture prévention, santé et sécurité de VEOLIA repose sur cinq piliers :

- ◆ **Impliquer l'ensemble de la ligne managériale**
- ◆ **Améliorer le management des risques santé et sécurité**
- ◆ **Améliorer la communication et le dialogue**
- ◆ **Former et impliquer tous les collaborateurs**
- ◆ **Suivre et contrôler la performance prévention, santé et sécurité**

Des objectifs

Nous avons fixé, à horizon 2020, les objectifs suivants :

- ◆ **Réduire de 20% par an le nombre d'accidents du travail avec arrêt** (Taux de Fréquence < 5 à l'échelle nationale)
- ◆ **Réduire la gravité des accidents du travail** (Taux de Gravité < 0,3 à l'échelle nationale)
- ◆ **Consolider nos dispositifs déjà éprouvés :**
 - ◆ Maintenir le « 0 accident mortel »
 - ◆ Maintenir notre niveau élevé de formation à la prévention et la sécurité
 - ◆ Renforcer nos processus d'évaluation des risques, d'analyse des accidents et des « presque accidents ».
 - ◆ Poursuivre le développement de nos outils de prévention des risques psychosociaux et d'amélioration de la qualité de vie au travail.

Un engagement

Préserver la santé et la sécurité de nos équipes est une préoccupation à la fois humaine, organisationnelle et technique.

Chacun est responsable de sa santé, de sa sécurité, tout en veillant à celle des autres. **Ce concept de Vigilance Partagée guide, au quotidien, nos actions** et s'appuie sur la mise en œuvre de moyens importants :

- ◆ **Evaluation des risques professionnels**
- ◆ **Formations, sensibilisation et implication du personnel**
- ◆ **Mise en place d'actions correctives et préventives adaptées**
- ◆ **Retour d'expérience par l'analyse des accidents et des presque-accidents**
- ◆ **Communication des résultats sécurité auprès des Instances Représentatives du Personnel**

Accusé de réception en préfecture
006-240600551-20201223-207-2020-DE
Date de télétransmission : 23/12/2020
Date de réception préfecture : 23/12/2020

Les actions 2019 du Territoire Alpes-Maritimes

En 2019, le Territoire Alpes-Maritimes a réalisé **248 Visites d'Observations Comportementales, 430 minutes sécurité, 842 tests de dépistage des addictions** et a poursuivi ses opérations de sensibilisation telles que **le 5^{ème} Printemps de la Sécurité**, la **Semaine Mondiale de la Sécurité** du Groupe VEOLIA ou encore le **flash d'informations bimestriel**.

Il est à souligner l'effort entrepris en terme de formation des agents pour leurs certifications à intervenir en espace confiné (CATEC obligatoire au 1^{er} décembre 2017), à l'intervention à proximité des réseaux (AIPR obligatoire au 1^{er} janvier 2018) ou à l'habilitation au dépotage de produits chimiques par exemples.

Le 5^{ème} printemps de la sécurité

Suite aux succès remportés par les quatre premières éditions des Printemps de la Sécurité, VEOLIA a renouvelé l'opération qui réunit, annuellement, quelques 50 managers Maralpins. C'était le 15 mai. Objectif : **échanger autour d'un thème majeur dans l'entreprise, la sécurité**. En point d'orgue cette année, **les accidents de la route et les comportements à adopter au volant**.

En 2018, en France, près de 500 personnes ont perdu la vie sur des trajets professionnels ou domicile-travail. Aussi, à l'occasion des « Journées de la sécurité routière au travail », du 13 au 17 mai 2019, les salariés des entreprises, les agents de l'État et le monde associatif étaient invités à réfléchir pour lutter contre les accidents de la route dans le cadre professionnel.

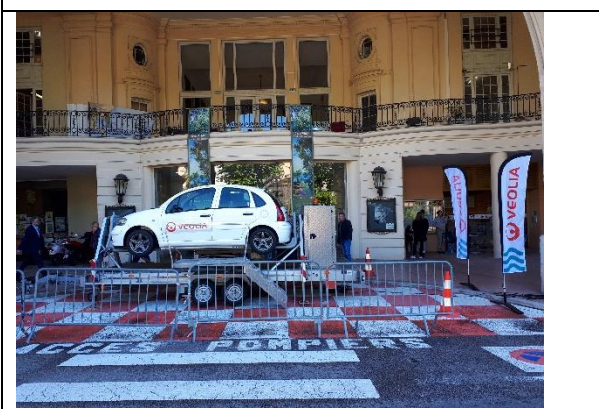
Le territoire Alpes-Maritimes de Veolia avait fait de la prévention des risques routiers, son combat pour 2019. Pourquoi ? Parce que les accidents de la route sont la première cause de mortalité dans le cadre professionnel, et de loin, avec plus de la moitié des décès au travail.

Ainsi, tout au long de l'année, à travers la mise en place d'événements ou d'animations ciblées, les collaborateurs Maralpins ont été sensibilisés aux grands enjeux de sécurité routière au travail : téléphone au volant, non-respect des limitations de vitesse, consommation de substances psychoactives (alcool et drogues),... C'est dans ce cadre que s'est inscrit le 5^{ème} Printemps de la Sécurité.

Exit les présentations powerpoint ou les discours moralisateurs pour cet événement qui s'appuie avant tout sur des ateliers ludiques. « *Il s'agit de redonner un souffle à la prévention, une impulsion encore plus forte*, explique Olivier Astolfi, le Directeur du Territoire Alpes-Maritimes de VEOLIA. **La sécurité, chez nous, c'est bien plus qu'une priorité, c'est une valeur du Groupe.** »

En partenariat avec Vigi2roues, Veolia a choisi de traiter ce thème avec des experts de la prévention routière. Ainsi, les managers de Veolia ont assisté à une conférence débat sur les risques et les dangers liés à l'usage des transports automobiles, ont été évalués sur leurs connaissances du code de la route, formés à l'éco-conduite, ont testé leurs temps de réaction au freinage et l'incontournable voiture tonneau...

Pour ne pas perdre sa vie à la gagner, Veolia a pris le fléau des accidents de la route par les cornes, en sensibilisant ses collaborateurs et en s'associant aux Journées de la sécurité routière au travail.



Accusé de réception en préfecture
006-240600551-20201223-207-2020-DE
Date de télétransmission : 23/12/2020
Date de réception préfecture : 23/12/2020

La Semaine Mondiale Santé et Sécurité de VEOLIA

Pour cette 5^{ème} édition de la Semaine Mondiale Santé Sécurité de Veolia, ce sont des ateliers et des interventions qui ont assuré l'animation. Un programme libre que le Territoire Alpes-Maritimes a orienté vers son fil rouge de l'année 2019 : la sécurité routière.

La prévention des risques professionnels, c'est l'ensemble des dispositions à mettre en œuvre pour préserver la santé et la sécurité des salariés, améliorer les conditions de travail et tendre au bien-être au travail. Il s'agit d'une obligation réglementaire qui s'impose à l'employeur et dont les principes généraux sont inscrits dans le Code du travail. **La Semaine Mondiale Santé Sécurité tient tout son rôle dans la prévention des risques professionnels.**

Ainsi, sur le Territoire Alpes-Maritimes, l'ensemble des collaborateurs a participé à des ateliers pédagogiques et ludiques autour de la sécurité routière :

- rédaction d'un constat
- initiation à l'éco-conduite
- passage du code de la route
- sensibilisation au rangement dans les véhicules au travers de la voiture tonneau
- chasse aux risques
- non, sans oublier, la réalisation de tests salivaires et d'alcoolémie dans le cadre de notre démarche « Addictions » et, bien entendu, des minutes sécurité pour vérifier la mise en œuvre effective des 10 standards « Always Safe ».



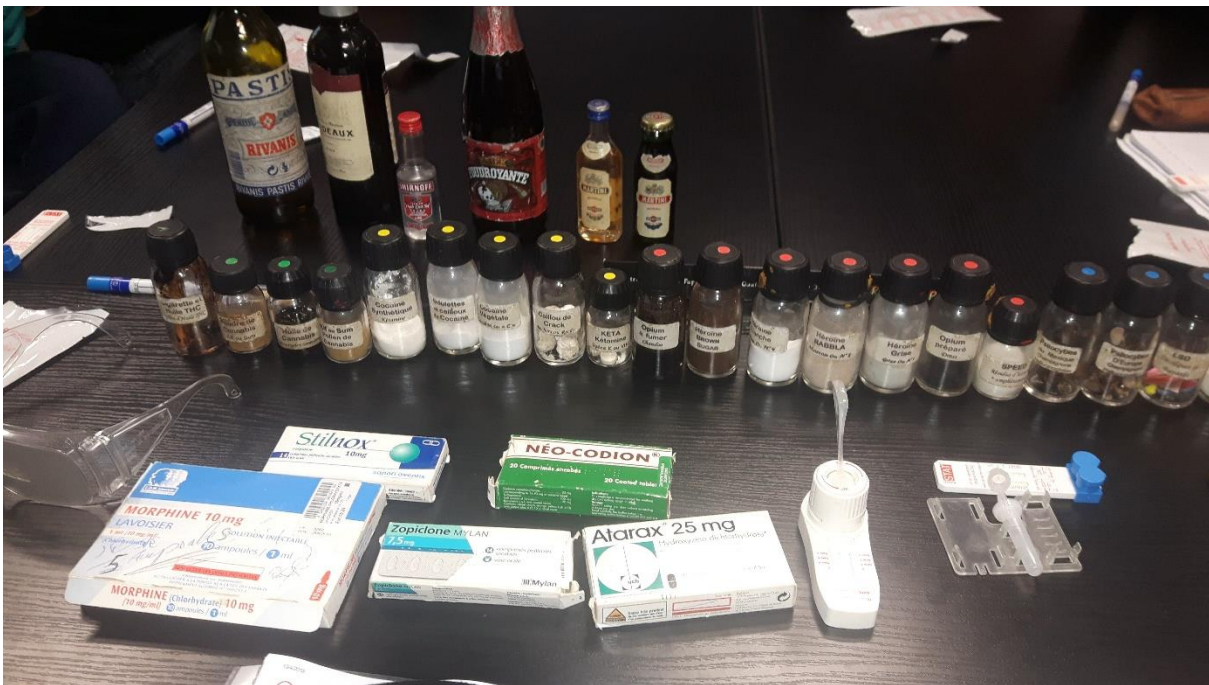
Accusé de réception en préfecture
006-240600551-20201223-207-2020-DE
Date de télétransmission : 23/12/2020
Date de réception préfecture : 23/12/2020

Une démarche de lutte contre les addictions

Depuis 2018, le nouveau combat mené par la division Eau de Veolia dans les Alpes-Maritimes concerne les addictions. Un fléau au regard des statistiques à l'échelle de la France : 30% de consommateurs réguliers de cannabis chez les jeunes adultes ; 14% de consommateurs quotidiens d'alcool ; 19% des adolescents consomment des médicaments psychotropes.

La consommation de substances psychoactives (alcool et drogues) peut mettre en danger la santé et la sécurité des salariés et être à l'origine d'accidents de travail. C'est pourquoi VEOLIA a mis en place une démarche de prévention des risques en informant, en sensibilisant, en dépistant et en accompagnant ses collaborateurs.

En 2019, l'éthylotest et les tests salivaires sont devenus une pratique courante dans l'entreprise, au même titre que les Visites d'Observations Comportementales, pour s'assurer que le travail est réalisé en toute sécurité. Pour ne pas perdre sa vie à la gagner, VEOLIA a décidé ainsi de prendre le fléau des addictions par les cornes.



Un flash d'informations bimestriel

Parce que la prévention est le meilleur allié de la sécurité et la santé au travail, l'adopter c'est adapter le travail à l'Homme et garantir ainsi la performance de l'entreprise.

Élément important de la prévention, la communication interne est, non seulement, un vecteur de cohésion au sein des équipes mais également de succès pour l'entreprise.

Bien communiquer au sein de l'entreprise, c'est améliorer l'efficacité de l'organisation en apportant une meilleure cohérence et accroître la productivité grâce à une motivation des salariés démultipliée. La communication interne sur la prévention permet ainsi à VEOLIA de former, informer, motiver, impliquer et fédérer.

La communication interne donne un sens aux actions. Des collaborateurs bien dans leurs têtes, impliqués dans la vie de l'entreprise, c'est un meilleur service offert aux clients.

Différents supports de communication sont à la disposition des collaborateurs de VEOLIA, classés en 2 grandes catégories : les supports oraux et les supports écrits.

Accusé de réception en préfecture
006-240600551-20201223-207-2020-DE
Date de télétransmission : 23/12/2020
Date de réception préfecture : 23/12/2020

Supports oraux

- **Entretiens individuels** : ils sont l'occasion d'un dialogue, un échange personnalisé avec chaque collaborateur lors duquel sont abordés divers sujets : évaluation, plan de formation, etc.
- **Réunions** (d'information, d'échanges, etc.) : ces rendez-vous permettent de faire passer diverses informations sur l'entreprise, son actualité, ses succès, ses accidents et presque accidents, etc., avec tout le personnel.

Supports écrits

- **Flash d'informations « Entre Nous » (cf exemples ci-dessous), campagne emailing (cf exemples ci-dessous), livret d'accueil sécurité, notes de service, etc.** : présenter l'entreprise, échanger sur son actualité, ses projets, ses réussites, etc.
- **Affichage** : informer sur la sécurité, le règlement d'intérieur, les événements intra entreprise, les services annexes à disposition des salariés, etc.
- **Intranet** : informer, échanger, transmettre, former, etc.
- **Événements** : Vœux internes, Printemps de la Sécurité, Semaine Mondiale de la Sécurité, etc.

Accusé de réception en préfecture
006-240600551-20201223-207-2020-DE
Date de télétransmission : 23/12/2020
Date de réception préfecture : 23/12/2020

Septembre 2019 - n°7

technique environnement qualité soutien exploitation opérations prévention

ingénierie entre nous méthodes

Au cœur

Clins d'œil

Le comportement pour la Semaine de la Sécurité

Vigilance et bienveillance sont au cœur de la Semaine internationale dédiée à la Sécurité du 20 au 26 septembre 2019. Robots et animations vous seront proposés aux Antilles à Casco, à St-Jean-de-Luz, à Mandelieu, à Fos-sur-Mer, à Martini, à Sophia Antipolis et à la STEP SMOBES. Venez nombreux pour vous rendre au cœur de la France, à la recherche de conseils, de connaissances ou à la recherche de vous.

Antibes : la STEP redimensionnée

Lancée en septembre 2019, l'extension de la station d'épuration d'Antibes a été portée sur les fonds baptismaux par Jean LEONETTI, Maire d'Antibes, le 16 septembre 2019. Les capacités d'épuration de l'usine sont adaptées à l'évolution démographique antillaise à horizon 2040.

SAM un jour SAM toujours

La Direction du Territoire Alpes-Martimes lance une nouvelle démarche de soutien et d'accompagnement pour nous et pour nos partenaires SAM. Pour nous, ce sont nos programmes SAM, SAM Vigilance, SAM et Alpes-Martimes, et SAM qui nous sont chers et nous les cultivons avec soin. Pour nos partenaires, ce sont nos programmes SAM qui nous sont chers et nous les cultivons avec soin.

Veolia, 6 ans de plus à Vence

La Municipalité de Vence a renouvelé son contrat de partenariat avec Veolia. Veolia, leader mondial de la gestion des déchets, a renouvelé son contrat de partenariat avec la Municipalité de Vence. Veolia, leader mondial de la gestion des déchets, a renouvelé son contrat de partenariat avec la Municipalité de Vence.

La météo de la sécurité

3^{ème} trimestre 2019 (en cours)

1 Accident de Travail avec arrêt

07007 : Chute de hauteur après entaillé de gros béton.

Projet du Territoire Alpes-Maritimes : agir ensemble aujourd'hui pour construire demain

07007 : Chute de hauteur après entaillé de gros béton.

Novembre 2019 - n°8

technique environnement qualité soutien exploitation opérations prévention

ingénierie entre nous méthodes

Au cœur

Clins d'œil

ZOE première !

Honneur parmi les petites voitures électriques depuis son lancement en France, la ZOE de Veolia est devenue la première voiture électrique de la flotte de la Direction du Territoire Alpes-Martimes. Elle est la première voiture électrique de la flotte de la Direction du Territoire Alpes-Martimes.

Des équipes rajouées

Il y a un an, nous avons rejoint le territoire Alpes-Martimes, après avoir passé le territoire Alpes-Martimes. Il y a un an, nous avons rejoint le territoire Alpes-Martimes, après avoir passé le territoire Alpes-Martimes.

CARF : c'est gagné !

La Direction du Territoire Alpes-Martimes a obtenu le CARF. La Direction du Territoire Alpes-Martimes a obtenu le CARF.

Obstacles supprimés, danger écarté

La Direction du Territoire Alpes-Martimes a supprimé les obstacles de la route. La Direction du Territoire Alpes-Martimes a supprimé les obstacles de la route.

Vigilance au travail comme sur la route

La Direction du Territoire Alpes-Martimes a mis en place la vigilance au travail. La Direction du Territoire Alpes-Martimes a mis en place la vigilance au travail.

La météo de la sécurité

4^{ème} trimestre 2019 (en cours)

0 Accident de Travail avec arrêt

Projet du Territoire Alpes-Maritimes : agir ensemble aujourd'hui pour construire demain

07007 : Chute de hauteur après entaillé de gros béton.

SECURITE ROUTIERE 8 01/08/2019

Rendre la route plus sûre, c'est parfois simple comme une appli !

Bonjour,

En France, les derniers chiffres sur l'utilisation du smartphone montrent l'attachement, mais aussi la dépendance à cet objet d'hyper-connectivité : chaque Français envoie en moyenne 156 SMS par semaine (contre 19 en 2009). Pour 38% des conducteurs, regarder son smartphone lorsqu'il émet un son est un réflexe. Le pourcentage s'élève à 67% pour les moins de 35 ans.

Mais le smartphone a également bouleversé les comportements sur la route et son usage au volant se banalise : aujourd'hui près de 60% des Français utilisent leur smartphone en conduisant (contre 46% en 2016). Ce chiffre est encore plus important chez les moins de 35 ans. Mais lire un message en conduisant multiplie le risque d'accident par 23 car il oblige le conducteur à détourner les yeux de la route pendant, en moyenne, 5 secondes.

Évitez d'être distrait par vos appels et SMS grâce à l'application Mode Conduite qui envoie un message à ceux qui vous contactent lorsque vous conduisez : pratique, grâce à son activation manuelle ou automatique, personnalisable par groupe de contacts, essentielle quand on sait qu'un accident sur 10 est lié à l'utilisation du téléphone au volant, elle est également gratuite !

Nous vous invitons, tous, à télécharger l'application Mode Conduite sur Play Store, Google Play... et à l'utiliser à chaque fois que vous êtes au volant ! Le 2 novembre 2019, nous reviendrons vers vous pour connaître le nombre de kilomètres que vous avez parcourus avec l'application activée. Les 3 conducteurs ayant effectué le plus de kilomètres en utilisant l'application Mode Conduite se verront remettre un prix !

VOUS DIREZ À SA FAMILLE QUE VOUS DEVEZ ABSOLUMENT LIRE CE MAIL

SUR LA ROUTE, LE TÉLÉPHONE PEUT TUER

SECURITE ROUTIERE 11 04/11/2019

Changement d'heure, baisse de la luminosité !

Bonjour,

Dans la nuit du 26 au 27 octobre, nous sommes passés à l'heure d'hiver. Moins de luminosité, plus de trafic sur la route, la nuit... la prévention doit donc être accrue pour limiter le risque d'accidents. Chaque année, cette période est en effet marquée par un pic d'accidentalité de +50% des accidents de piétons pour la seule tranche horaire 17h/19h (et +18% sur la tranche horaire 7h/9h). Aussi, voici quelques conseils de prudence lorsque vous êtes au volant :

RALENTISSEZ À L'APPROCHE D'UN PASSAGE PIÉTON

Mieux vaut être prévoyant, alors anticipez et ralentissez avant un passage pour piétons, surtout dans la pénombre. Vous devez être capable de vous arrêter avant le passage, car des piétons sont susceptibles de surgir.

RESPECTER LA PRIORITÉ AUX PIÉTONS

Lorsque vous approchez d'un passage pour piétons, cédez le passage au piéton qui traverse ou qui est sur le point de traverser. Pour mémoire, vous risquez une amende de 135 euros et la perte de 6 points sur votre permis de conduire en cas de non-respect de cette obligation.

VIGILANCE À L'APPROCHE D'UN PASSAGE PIÉTON

Le Code de la route (Article R414-5) précise qu'à l'approche des passages prévus à l'intention des piétons, les conducteurs ne doivent effectuer de dépassement qu'après s'être assurés qu'aucun piéton n'est engagé sur le passage ».

CIRCULEZ LES VITRES SÈCHES ET DÉSEMBUÉES

Les reflets masquent la présence d'un piéton.

RESTEZ DISTANT

Écartez-vous au moins un mètre des trottoirs pour la sécurité des piétons et des cyclistes.

Vision de jour, vision de nuit, en vidéo, c'est par ici :

<https://www.youtube.com/watch?v=8jrh5LlMkaction=share>

En août dernier, nous vous invitons à télécharger l'application Mode Conduite sur Play Store ou Google Play et à l'utiliser à chaque fois que vous êtes au volant. Quels ont été les 3 conducteurs ayant réalisé le plus de kilomètres et passé le plus de temps au volant avec l'application activée en 3 mois ? Merci de remplir le Google Form ci-dessous et gagner peut-être l'un des trois prix !

<https://docs.google.com/forms/d/e/1FAIpQLSeHrxzoVcMnqmsEkZ4qgn3eEnkG16JwKvfgDp1kaanr63zg/viewform?vc=0&c=0&w=1>

Accusé de réception en préfecture
006-240600551-20201223-207-2020-DE
Date de télétransmission : 23/12/2020
Date de réception préfecture : 23/12/2020

Résultats

Chez VEOLIA, des progrès considérables ont été accomplis, dans les dix dernières années, dans le domaine de la santé et de la sécurité au travail. Les accidents de travail ont majoritairement laissé la place aux accidents au travail dont la gravité est moindre. Ainsi, en 2019, si le Territoire Alpes-Maritimes a connu 1 accident de travail avec arrêt, **le nombre total d'accidents de travail est en baisse de 80% entre 2018 et 2019**. Le Taux de Fréquence -Nombre d'Accident du Travail avec Arrêt X 1.000.000 / Nombre d'heures travaillées- est passé de 14.4 à 2.63 ! Un résultat encourageant qui souligne l'efficacité de la démarche de prévention engagée par VEOLIA.

Accusé de réception en préfecture
006-240600551-20201223-207-2020-DE
Date de télétransmission : 23/12/2020
Date de réception préfecture : 23/12/2020

1.2. Présentation du Contrat

Données clés

◆ Déléataire	VEOLIA EAU - Compagnie Générale des Eaux
◆ Périmètre du service	Roquebrune-Cap-Martin
◆ Numéro du contrat	C1691
◆ Nature du contrat	Concession
◆ Date de début du contrat	01/01/2010
◆ Date de fin du contrat	31/12/2029
◆ Les engagements vis-à-vis des tiers	

En tant que déléataire du service, VEOLIA EAU - Compagnie Générale des Eaux assume des engagements d'échanges d'effluents (réception ou déversement) avec les collectivités voisines ou les tiers (voir tableau ci-dessous).

Type d'engagement	Tiers engagé	Objet
réception effluent	ROQUEBRUNE CAP MARTIN	Réception d'effluents de Roquebrune Cap Martin

◆ Liste des avenants

Avenant N°	Date d'effet	Commentaire
4	28/06/2013	-Suppression des trvx d'aménagement des abords de la station et travaux de rendu extérieur du bâtiment d'exploitation (article 26.2 du contrat) (seront assurés par la collectivité) - Nouveaux trvx confiés au déléataire : trvx relatifs à l'embellissement du mur Nord-Ouest - Modification tarifaire - Evolution rémunération de base
3	13/07/2012	Prise en charge d'une nouvelle boucle d'eaux usées traitées en sortie de la STEP en vue de la récupération et de la mise à disposition de l'énergie calorifique pour l'Eco-quartier CAP AZUR ou pour tout autre utilisateur potentiel autorisé par la collectivité.
2	19/08/2011	Participation de la collectivité aux travaux concessifs, Suppression des travaux d'interception et d'amenée des eaux pluviales du Vallon du Gorbio à la station d'épuration,
1	08/09/2010	Modification de la formule de révision suite à la suppression de l'indice ICHTT

Accusé de réception en préfecture
006-240600551-20201223-207-2020-DE
Date de télétransmission : 23/12/2020
Date de réception préfecture : 23/12/2020

1.3. Les chiffres clés

Chiffres clés



2

Postes de relèvement



3 841

Nombre d'abonnés
(clients)



1

Nombre d'installations de
dépollution



32 200

Capacité de dépollution
(EH)



6

Longueur de réseau
(km)



1 132 036

Volume traité
(m³)

EVOLUTIONS REGLEMENTAIRES

1. Afin d'assurer une bonne cohérence avec l'arrêté du 21 juillet 2015, les outils Autostep et Mesurestep mis à disposition des Services de Police de l'Eau et des Exploitants par le Ministère de la Transition Ecologique et Solidaire (<http://assainissement.developpement-durable.gouv.fr/>) et permettant de réaliser l'évaluation de conformité des systèmes d'assainissement ont évolué en 2019. De nouvelles règles sont ainsi appliquées pour évaluer la conformité en performance des stations d'épuration. Celles-ci sont explicitées dans le paragraphe « L'efficacité du traitement » de ce document.

De même, dans la continuité de la mise en œuvre des prescriptions de l'arrêté du 21 juillet 2015, les diagnostics permanents pour les agglomérations de plus de 10 000 EH sont à mettre en place à partir du 31/12/2020. Le diagnostic permanent est une démarche d'amélioration continue qui vise à éclairer la compréhension du fonctionnement global du système d'assainissement et d'aider à orienter les programmes d'investissement et d'exploitation. Les objectifs et les indicateurs associés à cette démarche sont à fixer en fonction des enjeux propres à chaque service d'assainissement.

2. Retour au sol des boues d'épuration.

Deux évolutions législatives et réglementaires majeures portant sur le retour au sol des boues d'épuration ont marqué le début de l'année 2020.

La loi du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire comporte diverses dispositions sur les boues d'épuration. En conséquence, le Gouvernement a jusqu'au 1er juillet 2021 pour revoir les référentiels réglementaires, sanitaires et environnementaux, applicables aux boues d'épuration (seules ou en mélanges, brutes ou transformées) en vue de leur retour au sol pour leur valorisation agricole. Cette disposition vise à intégrer les connaissances scientifiques les plus récentes dans ces référentiels.

Dans une instruction adressée aux Préfets en date du 2 avril 2020, le Gouvernement a suspendu l'épandage des boues produites par les stations d'épuration n'ayant pas fait l'objet d'une étape de traitement ayant garanti leur complète hygiénisation, et extraites depuis le début de l'épidémie Covid-19, dont la date est fixée département par département. Cette suspension constitue une mesure de précaution ; elle fait suite à l'avis de l'ANSES consécutif à la saisine n° 2020-SA-0043.

Accusé de réception en préfecture
006-240600551-20201223-207-2020-DE
Date de télétransmission : 23/12/2020
Date de réception préfecture : 23/12/2020

Cette instruction a eu pour effet d'interrompre la campagne d'épandage de printemps des boues non-hygiénisées alors que, sur certaines stations d'épuration, les capacités de stockage des boues étaient proches de la saturation nécessitant alors la recherche de solutions "alternatives".

Accusé de réception en préfecture
006-240600551-20201223-207-2020-DE
Date de télétransmission : 23/12/2020
Date de réception préfecture : 23/12/2020

1.4. Les indicateurs réglementaires 2019

INDICATEURS DESCRIPTIFS DES SERVICES		PRODUCTEUR	VALEUR 2019
[D201.0]	Estimation du nombre d'habitants desservis par un réseau de collecte des eaux usées, unitaire ou séparatif	Collectivité (2)	
[D202.0]	Nombre d'autorisations de déversement	Collectivité (2)	
[D203.0]	Quantité de boues issues des ouvrages d'épuration	Délégataire	395,1 t MS
[D204.0]	Prix du service de l'assainissement seul au m ³ TTC	Délégataire	€uro/m ³
INDICATEURS DE PERFORMANCE		PRODUCTEUR	VALEUR 2019
[P201.1]	Taux de desserte par des réseaux de collecte des eaux usées	Collectivité (2)	%
[P202.2]	Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux de collecte des eaux usées	Collectivité et Délégataire (2)	15
[P203.3]	Conformité de la collecte des effluents (*)	Police de l'eau	A la charge de la Police de l'eau
[P204.3]	Conformité des équipements d'épuration	Police de l'eau	A la charge de la Police de l'eau
[P205.3]	Conformité de la performance des ouvrages d'épuration	Police de l'eau (2)	A la charge de la Police de l'eau
[P206.3]	Taux de boues issues des ouvrages d'épuration évacuées selon des filières conformes	Délégataire	100 %
[P207.0]	Nombre d'abandons de créance et versements à un fonds de solidarité	Collectivité (2)	
[P207.0]	Montant d'abandons de créance et versements à un fonds de solidarité	Collectivité (2)	
[P251.1]	Taux de débordement des effluents dans les locaux des usagers	Délégataire	u/1000 habitants
[P252.2]	Nombre de points du réseau de collecte nécessitant des interventions fréquentes de curage pour 100 km de réseau	Délégataire	0,00 u/100 km
[P253.2]	Taux moyen de renouvellement des réseaux de collecte des eaux usées	Collectivité (2)	0,00%
[P254.3]	Conformité des performances des équipements d'épuration	Délégataire	100 %
[P255.3]	Indice de connaissance des rejets au milieu naturel par les réseaux de collecte des eaux usées	Collectivité (1)	
[P256.2]	Durée d'extinction de la dette de la collectivité	Collectivité	A la charge de la collectivité
[P257.0]	Taux d'impayés sur les factures d'eau de l'année précédente	Délégataire	%
[P258.1]	Taux de réclamations	Délégataire	u/1000 abonnés

(1) Le délégataire fournit dans le corps du rapport les informations en sa possession en fonction de la prise en compte dans son contrat de délégation de l'arrêté du 21 juillet 2015

(2) Les éléments de calcul connus du délégataire sont fournis dans le corps du présent rapport

(*) A ce jour, cet indicateur n'est pas défini

En rouge figurent les codes indicateurs exigibles seulement pour les rapports soumis à examen de la CCSPL

Accusé de réception en préfecture
006-240600551-20201223-207-2020-DE
Date de télétransmission : 23/12/2020
Date de réception préfecture : 23/12/2020

1.5. Autres chiffres clés de l'année 2019

LA PERFORMANCE ET L'EFFICACITE OPERATIONNELLE		PRODUCTEUR	VALEUR 2019
	Conformité réglementaire des rejets (arrêté préfectoral)*	Déléataire	100,0 %
LA GESTION DU PATRIMOINE		PRODUCTEUR	VALEUR 2019
	Nombre de branchements eaux usées et/ou unitaires	Déléataire	0
	Nombre de branchements eaux pluviales	Déléataire	0
	Nombre de branchements neufs	Déléataire	
VP.077	Linéaire du réseau de collecte	Collectivité (2)	5 445 ml
	Nombre de postes de relèvement	Déléataire	2
	Nombre d'usines de dépollution	Déléataire	1
	Capacité de dépollution en équivalent-habitants	Déléataire	32 200 EH
COLLECTE DES EAUX USEES		PRODUCTEUR	VALEUR 2019
	Nombre de désobstructions sur réseau	Déléataire	0
	Longueur de canalisation curée	Déléataire	960 ml
LA DEPOLLUTION		PRODUCTEUR	VALEUR 2019
	Volume arrivant (collecté)	Déléataire	1 169 888 m ³
VP.176	Charge moyenne annuelle entrante en DBO5	Déléataire	645 kg/j
	Charge moyenne annuelle entrante en EH	Déléataire	10 751 EH
	Volume traité	Déléataire	1 132 036 m ³
L'EVACUATION DES SOUS-PRODUITS		PRODUCTEUR	VALEUR 2019
	Masse de refus de dégrillage évacués	Déléataire	35,6 t
	Masse de sables évacués	Déléataire	16,8 t
	Volume de graisses évacuées	Déléataire	0 m ³
LES CONSOMMATEURS ET LEUR CONSOMMATION		PRODUCTEUR	VALEUR 2019
	Nombre de communes desservies	Déléataire	1
VP.056	Nombre total d'abonnés (clients)	Déléataire	3 841
	- Nombre d'abonnés du service	Déléataire	3 840
	- Nombre d'autres services (réception d'effluent)	Déléataire	1
VP.068	Assiette totale de la redevance	Déléataire	1 152 472 m ³
	- Assiette de la redevance des abonnés du service	Déléataire	1 152 472 m ³
	- Assiette de la redevance « autres services » (réception d'effluent)	Déléataire	m ³

(2) Les éléments de calcul connus du délégataire sont fournis dans le corps du présent rapport

* la conformité réglementaire des rejets (directive européenne) n'est à présent plus évaluée (voir paragraphe « L'efficacité du traitement » de ce document).

Accusé de réception en préfecture
006-240600551-20201223-207-2020-DE
Date de télétransmission : 23/12/2020
Date de réception préfecture : 23/12/2020

LA SATISFACTION DES CONSOMMATEURS ET L'ACCES A L'EAU	PRODUCTEUR	VALEUR 2019
Existence d'une mesure de satisfaction consommateurs	Délégataire	
Taux de satisfaction globale par rapport au Service	Délégataire	86 %
Existence d'une Commission consultative des Services Publics Locaux	Délégataire	
Existence d'une Commission Fonds Solidarité Logement « Eau »	Délégataire	
LES CERTIFICATS	PRODUCTEUR	VALEUR 2019
Certifications ISO 9001, 14001, 50001	Délégataire	En vigueur
Réalisation des analyses par un laboratoire accrédité	Délégataire	Oui

Accusé de réception en préfecture
006-240600551-20201223-207-2020-DE
Date de télétransmission : 23/12/2020
Date de réception préfecture : 23/12/2020

1.6. Le prix du service public de l'assainissement

LA FACTURE 120 m³

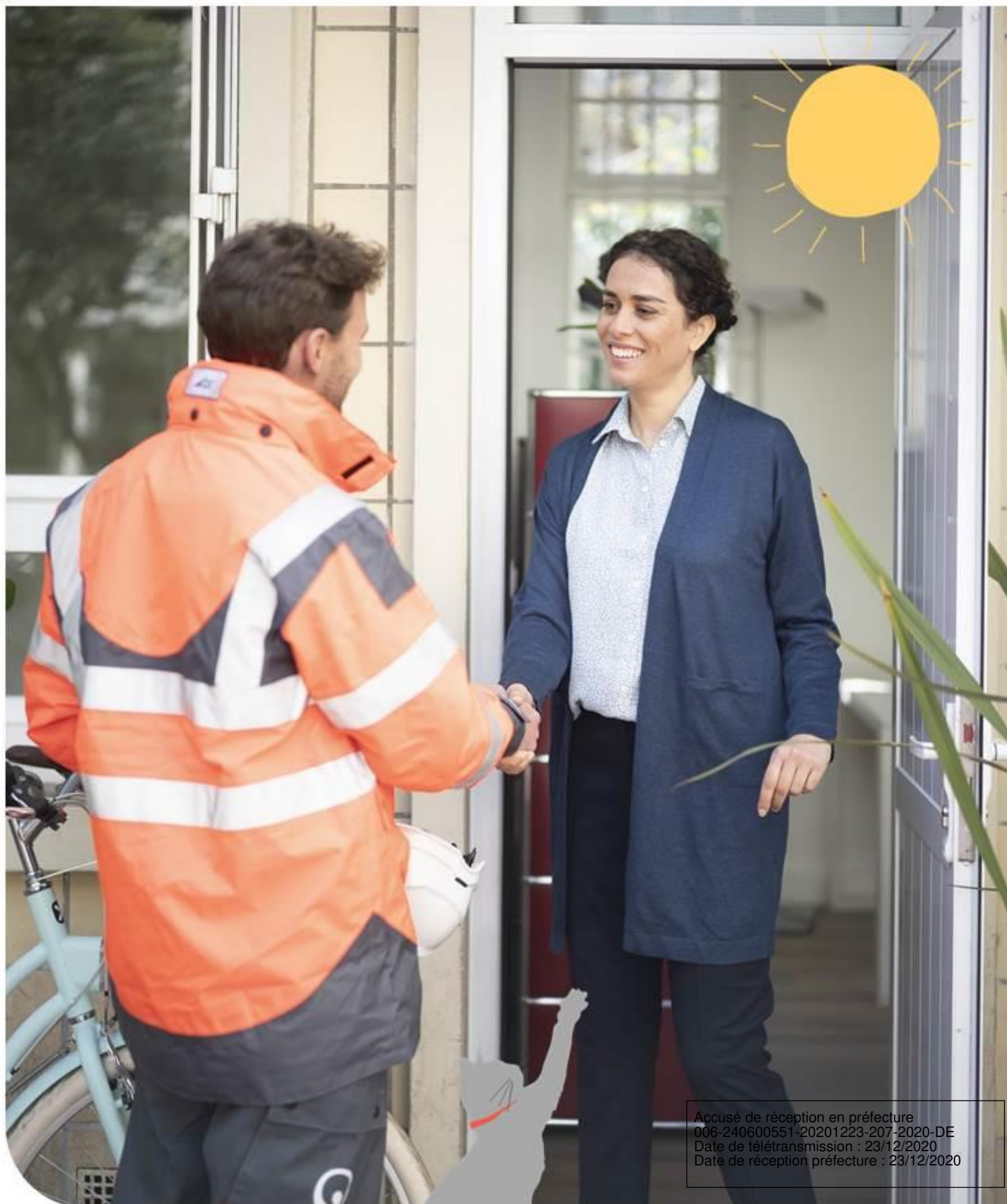
En France, l'intégralité des coûts du service public est supportée par la facture d'eau. La facture type de 120m³ représente l'équivalent de la consommation d'eau d'une année pour un ménage de 3 à 4 personnes.

A titre indicatif sur la commune de ROQUEBRUNE CAP MARTIN l'évolution du prix du service d'assainissement par m³ [D102.0] et pour 120 m³, au 1^{er} janvier est la suivante :

Prix du service de l'assainissement collectif	Montant Au 01/01/2019	Montant Au 01/01/2018	N/N-1
Prix TTC du service au m3 pour 120 m3	3,08	3,05	-0,97%

Le graphique ci-dessous présente la répartition du prix pour 120 m³ pour la commune de ROQUEBRUNE CAP MARTIN

2. LES CONSOMMATEURS ET LEUR CONSOMMATION



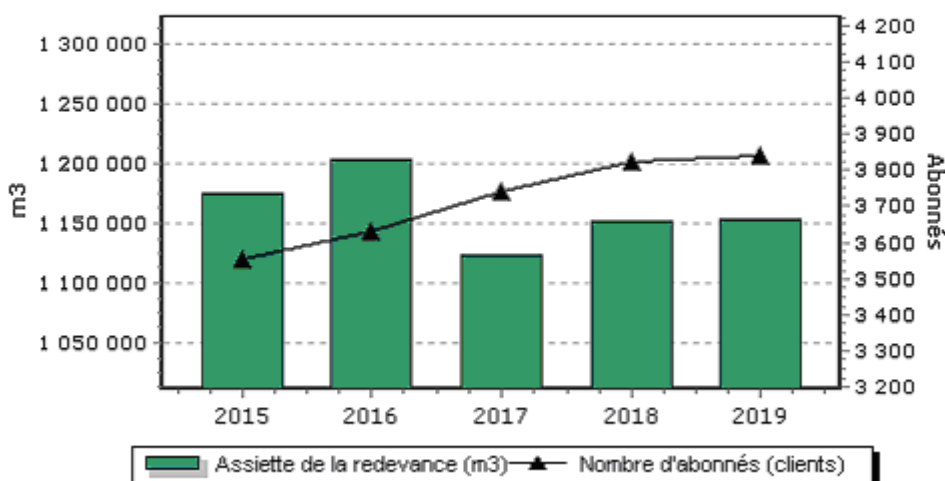
Accusé de réception en préfecture
006-240600551-20201223-207-2020-DE
Date de télétransmission : 23/12/2020
Date de réception préfecture : 23/12/2020

2.1. Les consommateurs et l'assiette de la redevance

Le nombre de consommateurs abonnés (clients) par catégorie constaté au 31 décembre, au sens du décret du 2 mai 2007, figure au tableau suivant :

	2015	2016	2017	2018	2019	N/N-1
Nombre d'abonnés (clients) desservis	3 552	3 630	3 743	3 826	3 841	0,4%
Abonnés sur le périmètre du service	3 551	3 629	3 742	3 825	3 840	0,4%
Autres services (réception d'effluent)	1	1	1	1	1	0,0%
Assiette de la redevance (m3)	1 174 625	1 203 213	1 123 753	1 151 777	1 152 472	0,1%
Effluent collecté sur le périmètre du service	1 174 625	1 203 213	1 123 753	1 151 777	1 152 472	0,1%
Autres services (réception d'effluent)	1 174 625	1 203 313	1 123 753	1 151 777	1 152 472	0,1%
Assiette de la redevance comptable (volume commercial) (m3)	1 235 669	1 412 573	982 066	1 082 010	1 170 969	8,2%

Evolution comparative du nombre d'abonnés et de l'assiette de redevance



Le volume de la redevance correspondant à la réception d'effluents en provenance d'autres services se détaille de la façon suivante :

	2015	2016	2017	2018	2019
Assiette de la redevance réception d'effluent autres services (m3)	1 174 625	1 203 313	1 123 753	1 151 777	1 152 472
Réception d'effluents de Roquebrune Cap Martin	1 174 625	1 203 313	1 123 753	1 151 777	1 152 472

Accusé de réception en préfecture
006-240600551-20201223-207-2020-DE
Date de télétransmission : 23/12/2020
Date de réception préfecture : 23/12/2020

2.2. La satisfaction des consommateurs

Veolia place les consommateurs de services d'eau et d'assainissement au cœur de son action.

Veolia s'engage à prendre autant soin d'eux que de la qualité de l'eau qu'elle leur apporte ou de leur environnement. Au quotidien, nous souhaitons ainsi que les consommateurs se sentent bienvenus et considérés lorsqu'ils interagissent avec nos équipes, grâce à des interlocuteurs qu'ils comprennent et qui les comprennent... et bien sûr grâce à des femmes et des hommes résolument engagés à leur service.

Satisfaire les consommateurs des services que nous exploitons commence par recueillir régulièrement le jugement qu'ils portent sur ces services : être attentionné, cela commence toujours par être à l'écoute de ce que l'on a à nous dire, de ce que l'on pense de nous.

Le baromètre de satisfaction réalisé par Veolia porte sur les principaux critères d'appréciation de nos prestations :

- ◆ la qualité de la relation avec le consommateur abonné : accueil par les conseillers des Centres d'appel, par ceux de l'accueil de proximité,...
- ◆ la qualité de l'information adressée aux abonnés.

Les résultats représentatifs de votre service en décembre 2019 sont :

	2015	2016	2017	2018	2019	N/N-1
Satisfaction globale	87	87	83	84	86	+2
La continuité de service	92	93	95	96	95	-1
Le niveau de prix facturé	47	54	52	57	54	-3
La qualité du service client offert aux abonnés	83	83	76	79	81	+2
Le traitement des nouveaux abonnements	87	86	88	88	92	+4
L'information délivrée aux abonnés	73	74	67	73	73	0

Des indicateurs de performance permettent aussi d'évaluer de manière objective la qualité du service rendu.

→ Les 5 promesses aux consommateurs de Veolia

Par ces 5 promesses, Veolia concrétise sa volonté de placer les consommateurs du territoire au cœur de son action. Elles témoignent de la mobilisation quotidienne des femmes et des hommes de Veolia à leur service, tout au long de leur parcours avec le service : nous leur devons chaque jour une eau potable distribuée à domicile, l'assainissement de leurs eaux usées, mais aussi un accompagnement, une réactivité et une transparence sans faille.

- #1 Qualité** : « Nous nous mobilisons à 100% pour la qualité de votre eau ».
- #2 Intervention** : « Nous réagissons et vous aidons à faire face aux incidents »
- #3 Budget** : « Nous vous accompagnons dans la gestion de votre facture d'eau »
- #4 Services** : « Nous sommes à votre écoute quand et comme vous le souhaitez »
- #5 Conseil** : « Nous vous aidons à maîtriser votre consommation »

Accusé de réception en préfecture
006-240600551-20201223-207-2020-DE
Date de télétransmission : 23/12/2020
Date de réception préfecture : 23/12/2020

2.3. Données économiques

→ Le taux d'impayés sur les factures d'eau de l'année précédente [P257.0]

Le taux d'impayés est calculé au 31/12 de l'année 2019 sur les factures émises au titre de l'année précédente. Le taux d'impayés correspond aux retards de paiement.

C'est une donnée différente de la rubrique « pertes sur créances irrécouvrables et contentieux recouvrement » figurant dans le CARE ; cette dernière reprend essentiellement les pertes définitivement comptabilisées. Celles-ci peuvent être enregistrées avec de plus grands décalages dans le temps compte tenu des délais nécessaires à leur constatation définitive.

Une détérioration du taux d'impayés témoigne d'une dégradation du recouvrement des factures d'eau. Une telle dégradation peut annoncer la progression des factures qui seront enregistrées ultérieurement en pertes sur créances irrécouvrables.

	2015	2016	2017	2018	2019
Taux d'impayés		0,16 %	0,44 %	0,62 %	-
Montant des impayés au 31/12/N en € TTC (sur factures N-1)	4 789	10 570	29 373	40 150	-
Montant facturé N - 1 en € TTC		6 558 100	6 739 548	6 510 189	-

La loi Brottes du 15 avril 2013 a modifié les modalités de recouvrement des impayés par les services d'eau dans le cas des résidences principales. Quelles que soient les circonstances, les services d'eau ont interdiction de recourir aux coupures d'eau en cas d'impayés et doivent procéder au recouvrement des factures par toutes les autres voies légales offertes par la réglementation. Elles demeurent uniquement possibles dans le cas de résidences secondaires ou de locaux à strict usage professionnel, hors habitation. Cette situation a potentiellement pour effet de renchérir les coûts de recouvrement et/ou de pénaliser les recettes de l'ensemble des acteurs (délégataires, collectivités...).

→ Le montant des abandons de créance et total des aides accordées [P207.0]

L'accompagnement en cas de difficulté à payer les factures d'eau est une priorité pour votre collectivité et pour Veolia. Les dispositifs mis en œuvre s'articulent autour de trois axes fondamentaux :

- ◆ Urgence : des facilités de paiement (échéanciers, mensualisation, mandat-compte sans frais,...) sont proposées aux abonnés rencontrant temporairement des difficultés pour régler leur facture d'eau.
- ◆ Accompagnement : en partenariat avec les services sociaux, nous nous engageons à accueillir et orienter les personnes en situation de précarité, en recherchant de façon personnalisée les solutions les plus adaptées pour faciliter l'accès à l'eau.
- ◆ Assistance : pour les foyers en grande difficulté financière, Veolia participe au dispositif Solidarité Eau intégré du Fonds de Solidarité Logement départemental.

Le nombre de demandes d'abandons de créance reçues par le délégataire et les montants accordés figurent au tableau ci-après :

	2015	2016	2017	2018	2019
Nombre de demandes d'abandon de créance à caractère social reçues par le délégataire	1	2	1	0	0
Montant des abandons de créances ou des versements à un fonds de solidarité par le délégataire (€)	34,00	76,21	23,07	0,00	0,00%
Assiette totale (m3)	1 174 625	1 203 213	1 123 753	1 151 777	1 152 472

Accusé de réception en préfecture
006-240600551-20201223-207-2020-DE
Date de télétransmission : 23/12/2020
Date de réception préfecture : 23/12/2020

Ces éléments permettent à la Collectivité de calculer l'indicateur du décret [P 207.0], en ajoutant à ce montant ses propres versements et en divisant par l'assiette de la redevance.

→ *Les échéanciers de paiement*

Le nombre d'échéanciers de paiement figure au tableau ci-après :

	2015	2016	2017	2018	2019
Nombre d'échéanciers de paiements ouverts au cours de l'année	54	74	39	39	43

Accusé de réception en préfecture
006-240600551-20201223-207-2020-DE
Date de télétransmission : 23/12/2020
Date de réception préfecture : 23/12/2020

Accusé de réception en préfecture
006-240600551-20201223-207-2020-DE
Date de télétransmission : 23/12/2020
Date de réception préfecture : 23/12/2020

3. LE PATRIMOINE DE VOTRE SERVICE



Accusé de réception en préfecture
006-240600551-20201223-207-2020-DE
Date de télétransmission : 23/12/2020
Date de réception préfecture : 23/12/2020

3.1. L'inventaire des installations

3.1.1. LES INSTALLATIONS

Cette section présente la liste des usines de dépollution et des postes de relèvement/refoulement associés au contrat.

Usines de dépollution	Capacité épuration en DBO5 (kg/j)	Capacité équivalent habitant (EH)	Capacité hydraulique (m3/j)
STEP Roquebrune Cap Martin	1 932	32 200	6 400
Capacité totale :	1 932	32 200	6 400

Capacité épuration en kg de DBO5 / j et capacité hydraulique en m3/j selon les données du constructeur, capacité en EH établie sur une base de 60 g de DBO5 par habitant et par jour.

Postes de refoulement / relèvement	Trop plein	Débit des pompes (m3/h)
PR-Pointe du cap	Non	40
PR-Pont de l'Union	Non	330

Accusé de réception en préfecture
006-240600551-20201223-207-2020-DE
Date de télétransmission : 23/12/2020
Date de réception préfecture : 23/12/2020

3.2. L'inventaire des réseaux

3.2.1. LES CANALISATIONS, BRANCHEMENTS ET EQUIPEMENTS

Cette section présente la liste :

- ◆ des réseaux de collecte,
- ◆ des équipements du réseau,
- ◆ des branchements.

Les biens désignés comme biens de retour ou biens de reprise sont ceux expressément désignés comme tels au contrat, conformément au décret 2016-86 du 1er février 2016. S'il y a lieu, l'inventaire distingue les biens propres du délégataire.

	2015	2016	2017	2018	2019	N/N-1
Canalisations						
Longueur totale du réseau (km)	5,4	5,4	5,4	5,4	5,4	0,0%
Canalisations eaux usées (ml)	5 445	5 445	5 445	5 445	5 445	0%
<i>dont gravitaires (ml)</i>	2 604	2 604	2 604	2 604	2 604	0%
<i>dont refoulement (ml)</i>	2 841	2 841	2 841	2 841	2 841	0%
Branchements						
Ouvrages annexes						
Nombre de regards	73	73	73	73	73	0%

3.3. Les indicateurs de suivi du patrimoine

Branchements, réseaux, postes de relèvement, usines de dépollution, installations de traitement des boues, bâtiments..., constituent un patrimoine physique et financier considérable pour la Collectivité.

Dans le cadre d'une responsabilité partagée – selon le cadre défini par le contrat - une démarche de gestion durable et optimisée de ce patrimoine est mise en œuvre afin de garantir le maintien en condition opérationnelle des ouvrages et le bon fonctionnement des équipements.

La mise à jour de l'intégralité des données patrimoniales du service est réalisée grâce à des outils de connaissance du patrimoine et d'un Système d'Information Géographique (SIG). L'analyse de l'ensemble des données apporte à la collectivité une connaissance détaillée de son patrimoine et de son état. Veolia est à même de procéder aux arbitrages entre réparation et renouvellement, et de proposer à la Collectivité, pour les opérations à sa charge, les éléments justifiant les priorités de renouvellement.

3.3.1. LE TAUX MOYEN DE RENOUVELLEMENT DES RESEAUX [P253.2]

Pour l'année 2019, le taux moyen de renouvellement des réseaux [P253.2] est de 0,00 %. Le tableau suivant précise les linéaires renouvelés portés à la connaissance du délégataire et permet à la collectivité de calculer le taux moyen de renouvellement des réseaux d'assainissement, en prenant le linéaire renouvelé sous sa maîtrise d'ouvrage, en moyennant sur 5 ans et en divisant par la longueur du réseau.

Canalisations	2015	2016	2017	2018	2019
Longueur du réseau de collecte des eaux usées hors branchements (ml)	5 445	5 445	5 445	5 445	5 445

3.3.2. L'INDICE DE CONNAISSANCE ET DE GESTION PATRIMONIALE DES RESEAUX [P202.2]

Dans le cadre de la mise en œuvre de la Loi Grenelle II de juillet 2010, il faut que l'Indice de Connaissance et Gestion Patrimoniale du Réseau atteigne un total de 40 points sur les 45 premiers points du barème pour que le service soit réputé disposer du descriptif détaillé.

Calculée sur un barème de 120 points (ou 110 points pour les services n'ayant pas la mission de collecte), la valeur de cet indice [P202.2] pour l'année 2019 est de :

Gestion patrimoine - Niveau de la politique patrimoniale du réseau	2015	2016	2017	2018	2019
Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux	95	95	95	90	90

Accusé de réception en préfecture
006-240600551-20201223-207-2020-DE
Date de télétransmission : 23/12/2020
Date de réception préfecture : 23/12/2020

Gestion patrimoine - Niveau de la politique patrimoniale du réseau

Barème

Valeur
ICGPR

Code VP	Partie A : Plan des réseaux (15 points)	Barème	Valeur ICGPR
VP250	Existence d'un plan des réseaux	10	10
VP251	Mise à jour annuelle du plan des réseaux	5	5
Partie B : Inventaire des réseaux (30 points qui ne sont comptabilisés que si la totalité des points a été obtenue pour la partie A)			
VP252	Existence d'un inventaire des réseaux avec mention, pour tous les tronçons représentés sur le plan du linéaire, de la catégorie de l'ouvrage et de la précision des informations cartographiques		-
VP253	Pourcentage du linéaire de réseau pour lequel l'inventaire des réseaux mentionne les matériaux et diamètres.		-
VP254	Mise à jour annuelle de l'inventaire des réseaux à partir d'une procédure formalisée pour les informations suivantes relatives aux tronçons de réseaux : linéaire, catégorie d'ouvrage, précision cartographique, matériaux et diamètres		-
Combinaison des variables VP252, VP253 et VP254	Informations structurelles complètes sur tronçon (diamètre, matériaux)	15	15
VP255	Connaissance pour chaque tronçon de l'âge des canalisations	15	15
Total Parties A et B		45	45
Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux (65 points qui ne sont comptabilisés que si 40 points au moins ont été obtenus pour la partie A et B)			
VP256	Existence information géographique précisant altimétrie canalisations	15	15
VP257	Localisation et description des ouvrages annexes et des servitudes	10	10
VP258	Inventaire pompes et équipements électromécaniques	10	10
VP260	Localisation des autres interventions	10	10
VP261	Définition mise en oeuvre plan pluriannuel enquête et auscultation réseau	10	0
VP262	Mise en oeuvre d'un plan pluriannuel de renouvellement des canalisations	10	0
Total:		110	90

Dans le cadre de sa mission, Veolia procédera régulièrement à l'actualisation des informations patrimoniales à partir des données acquises dans le cadre de ses interventions ainsi que les informations que vos services lui auront communiquées, notamment, celles relatives aux extensions de réseau.

Accusé de réception en préfecture
006-240600551-20201223-207-2020-DE
Date de télétransmission : 23/12/2020
Date de réception préfecture : 23/12/2020

3.4. Gestion du patrimoine

3.4.1. LES RENOUVELLEMENTS REALISES

Le renouvellement des installations techniques du service conditionne la performance à court et long termes du service. A court terme, les actions d'exploitation permettent de maintenir ou d'améliorer la performance technique des installations. A long terme, elles deviennent insuffisantes pour compenser leur vieillissement, et il faut alors envisager leur remplacement, en cohérence avec les niveaux de service fixés par la collectivité.

Le renouvellement peut concerner les installations (usines...) ainsi que les équipements du réseau. Il peut correspondre au remplacement à l'identique (ou à caractéristiques identiques compte tenu des évolutions technologiques) complet ou partiel d'un équipement, ou d'un certain nombre d'articles d'un lot (ex : capteurs).

Le renouvellement peut être assuré soit dans le cadre d'un Programme Contractuel, d'une Garantie de Continuité de Service ou d'un Compte de renouvellement. Le suivi des renouvellements à faire et réalisés chaque année est enregistré dans une application informatique dédiée.

→ *Les réseaux et branchements*

Le nombre total de regards / tampons exhausés en 2019 : 11 dont 6 renouvelés promenade Schuman.

4. LA PERFORMANCE ET L'EFFICACITE OPERATIONNELLE POUR VOTRE SERVICE



Accusé de réception en préfecture
006-240600551-20201223-207-2020-DE
Date de télétransmission : 23/12/2020
Date de réception préfecture : 23/12/2020

4.1. La maintenance du patrimoine



On distingue deux types d'interventions :

- ◆ Des opérations programmées d'entretien, maintenance, réparation ou renouvellement, définies grâce à des outils d'exploitation, analysant notamment les risques de défaillance,
- ◆ Des interventions non-programmées (urgences ou crises) qui nécessitent une réactivité maximale des équipes opérationnelles grâce à des procédures d'intervention parfaitement décrites et éprouvées. Les interruptions de service restent ainsi l'exception.

La réalisation de ces interventions conduit le cas échéant à faire appel à des compétences mutualisées (régionales ou nationales) et bénéficie du support d'outils informatiques de maintenance et de gestion des interventions.



La gestion centralisée des interventions

Le pilotage des interventions de nos techniciens est centralisé, qu'elles soient programmées ou imprévues, qu'il s'agisse de la maintenance d'un équipement, d'une intervention sur le branchement d'un abonné ou encore d'un prélèvement pour analyse en cas de suspicion de pollution dans le réseau.

→ *Les opérations de maintenance des installations*

→ *Le curage*

Le plan de curage préventif :

Interventions de curage préventif	2015	2016	2017	2018	2019
Nombre d'interventions sur réseau	0	0	0	0	1
sur canalisations	0	0	0	0	1
Longueur de canalisation curée (ml)	0	0	0	0	960

Les désobstructions curatives :

Interventions curatives	2015	2016	2017	2018	2019
Nombre de désobstructions sur réseau	0	0	0	2	0
sur branchements	0	0	0	0	0
sur canalisations	0	0	0	2	0
sur accessoires	0	0	0	0	0
sur bouches d'égout, grilles avaloirs	16	0	0	0	0

Accusé de réception en préfecture
006-240600551-20201223-207-2020-DE
Date de télétransmission : 23/12/2020
Date de réception préfecture : 23/12/2020

4.2. L'efficacité de la collecte

4.2.1. LA MAITRISE DES ENTRANTS

→ *Les rejets d'eaux usées d'origine non domestique*

Les effluents non domestiques peuvent présenter des caractéristiques physico-chimiques particulières ne permettant pas un traitement similaire à celui effectué dans un système d'assainissement collectif des eaux usées domestiques classiques.

L'impact de ces effluents, s'ils ne sont pas maîtrisés, peut être important sur le fonctionnement et la gestion du système d'assainissement collectif, mais aussi sur le milieu naturel.

Aussi, la maîtrise des rejets non domestiques dans les réseaux publics d'assainissement contribue à :

- ◆ améliorer le fonctionnement du système de collecte et de traitement,
- ◆ préserver les ouvrages/équipements du système d'assainissement et le patrimoine de la Collectivité,
- ◆ garantir les performances du système de traitement,
- ◆ garantir la qualité des boues, et leur innocuité,
- ◆ respecter la réglementation.

Il importe donc d'identifier les rejets non domestiques à risque, de définir les conditions de leur raccordement (arrêtés d'autorisation, conventions de déversement) et de les contrôler.

Chaque année, un plan d'action est défini afin de cibler les établissements à contrôler en priorité dans l'année :

- ◆ à partir de la demande de la Collectivité ou des industriels eux-mêmes, les services de l'Etat (DREAL, ARS...) étant souvent à l'origine de la démarche des industriels,
- ◆ après détection de substances pouvant nuire à la valorisation agricole des boues et l'identification des établissements pouvant être à l'origine de la pollution,
- ◆ après détection de substances significatives (au sens de la réglementation RSDE - note du 12 août 2016) dans les effluents de la station d'épuration pouvant conduire à des impacts sur les milieux récepteurs. En effet, la note du 12 août 2016, au-delà des campagnes régulières d'analyse des substances en entrée et en sortie de stations d'épuration supérieures à 10 000 EH impose aux Maîtres d'ouvrage du réseau de Collecte la responsabilité de réaliser un diagnostic visant à identifier les sources de substances et à proposer les actions correctives pour les réduire. Aussi, dans ce cadre, des contrôles des établissements pourront être d'intérêt.

La définition du plan d'action tient par ailleurs compte de :

- ◆ la localisation à l'échelle de la Collectivité de l'ensemble des établissements déversant dans les réseaux des eaux usées autres que domestiques,
- ◆ l'évaluation des principaux apports à partir de la synthèse des données existantes (études, autocontrôles, données Agence de l'Eau, consommations d'eau, ...),
- ◆ l'établissement de la liste des établissements à risques.

Afin de s'adapter aux constatations de terrain, le plan d'action pourra être modifié en cours d'année à la demande de la Collectivité.

4.2.2. LA MAITRISE DES DEVERSEMENTS EN MILIEU NATUREL

→ La connaissance des déversements vers le milieu naturel [P255.3]

Le tableau ci-dessous présente les points de rejets au milieu naturel identifié :

Nombre de points de rejet	2015	2016	2017	2018	2019
Nombre d'usines de dépollution	1	1	1	1	1

Les déversoirs d'orage et les « trop-pleins » des postes de relèvement ont été initialement mis en place pour permettre de déverser au milieu naturel les effluents en excès par temps de pluie.

La connaissance fine de ces points de rejet et l'évaluation de la pollution rejetée sont nécessaires pour maîtriser l'impact environnemental du réseau d'assainissement. L'indicateur « Indice de connaissance des rejets au milieu naturel par les réseaux de collecte des eaux usées » [P255.3] (voir définition dans le glossaire en annexe du présent document) permet de mesurer l'avancement de cette politique.

Indice de connaissance des rejets au milieu naturel par les réseaux de collecte	Barème	Valeur ICR
Partie A : Eléments communs à tous les types de réseaux (100 points)		
Identification des points de rejets potentiels aux milieux récepteurs	20	
Évaluation de la pollution collectée en amont de chaque point potentiel de rejet	10	
Etude terrain des points de déversements - id moment et taille du déversement	20	
Mesures débit et pollution sur les points de rejet	30	
Réalisation rapport sur la surveillance des systèmes de collecte et stations d'épuration	10	
Connaissance qualité des milieux récepteurs et évaluation impact des rejets sur le milieu récepteur	10	
Total Partie A	100	0
Partie B : Pour les secteurs équipés en réseaux séparatifs ou partiellement séparatifs (10 points qui ne sont comptabilisés que si 80 points au moins ont été obtenus en partie A)		
Évaluation de la pollution déversée par les réseaux pluviaux au milieu récepteur	10	
Partie C : Pour les secteurs équipés en réseaux séparatifs ou mixtes (10 points qui ne sont comptabilisés que si 80 points au moins ont été obtenus en partie A)		
Mise en place suivi de la pluviométrie des principaux déversoirs d'orage	10	
Total:	120	

→ La conformité de la collecte [P203.3]

Cet indicateur [P203.3] (voir définition dans le glossaire en annexe du présent document) permet d'évaluer la conformité du réseau de collecte d'un service d'assainissement au regard des dispositions réglementaires issues de la directive européenne ERU.

Le mode de calcul de cet indicateur en cours de refonte n'a pas été communiqué à la date d'établissement du présent rapport. Veolia est en attente de la publication de la fiche indicateur sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : <http://services.eaufrance.fr/>

Accusé de réception en préfecture
006-240600551-20201223-207-2020-DE
Date de télétransmission : 23/12/2020
Date de réception préfecture : 23/12/2020

L'arrêté du 21 juillet 2015, relatif aux systèmes d'assainissement collectifs et la note technique du 7 septembre 2015, relative à la mise en œuvre de certaines dispositions de l'arrêté, définissent les modalités de l'évaluation de la conformité de la collecte, par temps de pluie.

Les services de l'état devaient fixer, après avoir recueilli la proposition du maître d'ouvrage, le critère qui sera utilisé pour statuer sur la conformité du système de collecte par temps de pluie. Une fois fixé ce critère ne pourra plus être modifié.

Le choix du critère, parmi les trois proposés est très important, car il va conditionner le jugement de conformité chaque année.

Les critères sont les suivants :

- Les rejets par temps de pluie représentent moins de 5% des volumes d'eaux usées produits par l'agglomération moyenné sur les cinq dernières années.
- Les rejets par temps de pluie représentent moins de 5% des flux de pollution produits par l'agglomération durant l'année moyenné sur les cinq dernières années.
- Moins de 20 jours de déversement ont été constatés au niveau de chaque déversoir d'orages soumis à autosurveillance réglementaire moyenné sur les cinq dernières années.

Pluviométrie :

Hauteur de pluie totale (mm)

Aucune information sur ce contrat.

Bilan global des déversements :

Volumes totaux déversés (par temps sec et par temps de pluie) (en m3) :

Point de déversement

Aucune information sur ce contrat.

Charges totales déversées (par temps sec et par temps de pluie) (en kgDBO5) :

Point de déversement

Aucune information sur ce contrat.

Accusé de réception en préfecture
006-240600551-20201223-207-2020-DE
Date de télétransmission : 23/12/2020
Date de réception préfecture : 23/12/2020

4.3. L'efficacité du traitement

La conformité des systèmes de traitement aux prescriptions réglementaires concerne le niveau d'équipement des installations, ainsi que la qualité des rejets et leur impact sur le milieu naturel. Cette conformité est évaluée au travers, d'une part, des indicateurs de l'arrêté du 2 mai 2007 et, d'autre part, des critères de l'arrêté du 21 juillet 2015.

Afin d'assurer une bonne cohérence avec l'arrêté du 21 juillet 2015, les outils Autostep et Mesurestep mis à disposition des Services de Police de l'Eau et des Exploitants par le Ministère de la Transition Ecologique et Solidaire (<http://assainissement.developpement-durable.gouv.fr/>) et permettant de réaliser l'évaluation de conformité des systèmes d'assainissement ont évolué en 2019. De nouvelles règles sont ainsi appliquées pour évaluer la conformité en performance des stations d'épuration.

- les flux considérés en entrée et en sortie du système de traitement tiennent à présent compte du débit de référence ou du Percentile 95 (PC95). En pratique seuls les flux à hauteur du débit de référence sont retenus dans les calculs. Ainsi, tous les volumes déversés par le Déversoir en Tête de Station (A2) au-delà du débit de référence sont écartés et n'interviennent pas dans les calculs de conformité. Il en est de même pour le calcul de la Charge Brute de Pollution Organique, basé sur les flux en entrée en DBO5,
- un bilan d'autosurveillance est à présent considéré hors condition normale de fonctionnement (et les paramètres non-conformes sont alors écartés) lorsque le débit en entrée de station d'épuration (A3) dépasse le débit de référence PC95,
- dans le cas des stations d'épuration supérieures à 2 000 EH, le calcul de la conformité nationale sera basé uniquement sur la valeur du PC95 calculée et le calcul de la conformité locale prendra en compte la valeur maximale entre le PC95 et le débit de référence défini dans l'acte administratif. Dans le cas des stations inférieures à 2 000 EH, seul le débit de référence issu de l'acte administratif sera considéré.

Afin d'intégrer ces nouvelles règles, nous avons également fait évoluer notre outil interne OPUS pour évaluer la conformité locale le plus justement possible. Aussi, le rapport annuel fournit à présent les évaluations de conformité locale réalisées en adoptant ces nouvelles règles de calcul. A l'occasion de ce changement, nous avons également décidé de conserver uniquement nos évaluations « exploitant » de la conformité locale et de ne plus transmettre nos évaluations « exploitant » de la conformité européenne. Pour rappel, l'indicateur réglementaire P205.3 Conformité de la performance des ouvrages d'épuration est à la Charge du Service de Police de l'Eau et n'est pas dû par l'exploitant.

C'est également pourquoi, nous avons rappelé les hypothèses sur lesquelles se fondent nos évaluations de conformité.

En effet, les modalités précises d'évaluation retenues pour évaluer la conformité s'appuient en premier lieu sur les critères des services en charge de la Police de l'Eau lorsque ceux-ci ont été inscrits dans un arrêté préfectoral et/ou portés à la connaissance de Veolia. A défaut, les critères pris en compte sont ceux énoncés dans les guides généraux d'application de l'arrêté du 21 juillet 2015 élaborés par la Direction de l'Eau et la Biodiversité.

Accusé de réception en préfecture
006-240600551-20201223-207-2020-DE
Date de télétransmission : 23/12/2020
Date de réception préfecture : 23/12/2020

4.3.1. CONFORMITE GLOBALE

→ La conformité des équipements d'épuration [P204.3]

Cet indicateur [P204.3] permet d'évaluer la conformité des équipements de l'ensemble des stations d'épuration d'un service d'assainissement, au regard des dispositions réglementaires issues de la directive européenne ERU. Cet indicateur résulte des conformités de chaque station de traitement des eaux usées (STEU) du service, pondérées par la charge entrante en DBO5 (moyenne annuelle). La conformité de chacune des STEU est établie par les services de l'état et est adressée à l'exploitant en vertu de l'article 22 de l'arrêté du 21 juillet 2015. La valeur de cet indicateur n'a pas été communiquée à Veolia à la date d'établissement du présent rapport.

→ La conformité de la performance des ouvrages d'épuration aux prescriptions nationales issues de la directive ERU [P205.3]

Cet indicateur permet d'évaluer la conformité de la performance de l'ensemble des stations d'un service, au regard des dispositions réglementaires issues de la Directive européenne ERU. Il [P205.3] est à établir par la Police de l'eau, qui doit l'adresser à l'exploitant en vertu de l'article 22 de l'arrêté du 21 juillet 2015. La valeur de cet indicateur n'a pas été communiquée à Veolia à la date d'établissement du présent rapport.

En l'absence de réception à la date d'établissement du présent rapport annuel des éléments relatifs à cet indicateur, Veolia présente ci-dessous un indicateur approché, établi à partir des données issues de l'autosurveillance mise en œuvre et des valeurs caractéristiques de référence de la station (CBPO, Qref) à utiliser, établies et communiquées par le service de Police des eaux (arrêté préfectoral d'autorisation, ou à défaut manuel d'autosurveillance). Ces valeurs sont rappelées par station dans le tableau ci-dessous.

L'évaluation est réalisée en écartant les bilans non conformes correspondant à un débit arrivant en entrée de la station au-delà du débit de référence caractéristique de la station et les bilans en situations inhabituelles (opérations de maintenance programmées, circonstances exceptionnelles telles que catastrophes naturelles, inondations...). Il s'agit donc d'une évaluation de la conformité locale (et non d'une évaluation de la conformité nationale/européenne).

Les indices suivants mesurent la conformité par rapport à la réglementation (arrêté préfectoral local ou arrêté du 21 juillet 2015 à défaut). Pour rappel, la conformité à la directive européenne n'est à présent plus évaluée.

Conformité réglementaire des rejets	à l'arrêté préfectoral
	100,00
STEP Roquebrune Cap Martin	100,00

Pour établir la performance globale, dans le cas de plusieurs usines de dépollution, le taux de chaque usine est pondéré par la charge en DBO5 arrivant sur le système de traitement.

→ La conformité des performances des équipements d'épuration au regard des prescriptions de l'acte individuel [P254.3]

Cet indicateur [P254.3], qui concerne uniquement les usines d'épuration de plus de 2000 EH, correspond au nombre de bilans conformes aux objectifs de rejet spécifiés par l'arrêté préfectoral ou, par défaut, selon les règles d'évaluation de la conformité identifiées avec la Police de l'Eau, rapporté au nombre total de bilans réalisés sur 24 heures. Pour calculer cet indicateur, les bilans non conformes correspondant à un débit entrant dans la station au-delà du débit de référence caractéristique de la station et les bilans en situations inhabituelles (opérations de maintenance programmées, circonstances exceptionnelles telles que catastrophes naturelles, inondations...) sont écartés, selon la réglementation en vigueur.

Accusé de réception en préfecture
006-240600551-20201223-207-2020-DE
Date de télétransmission : 23/12/2020
Date de réception préfecture : 23/12/2020

Conformité des performances des équipements d'épuration	2015	2016	2017	2018	2019
Performance globale du service (%)	100	100	100	100	100
STEP Roquebrune Cap Martin	100	100	100	100	100

Pour établir la performance globale, dans le cas de plusieurs usines de dépollution, le taux de chaque usine est pondéré par la charge en DBO5 arrivant sur le système de traitement.

A partir de 2019, cette conformité est évaluée en retenant les nouvelles règles incluses dans les outils mis à disposition par le Ministère (prise en compte des débits à hauteur du débit de référence en entrée et sortie, prise en compte du débit entrant en station pour définir si la station est en ou hors condition normale de fonctionnement, prise en compte du débit de référence mentionné dans l'acte administratif (arrêté préfectoral local)). Cette évaluation reste fournie à titre indicatif. Seule l'évaluation transmise par le Service de Police de l'Eau en mars a une valeur officielle.

→ *Taux de boues issues des ouvrages d'épuration évacuées selon des filières conformes [P206.3]*

Cet indicateur mesure la proportion des boues évacuées par l'ensemble des stations d'épuration d'un service d'assainissement, et traitées ou valorisées conformément à la réglementation. Les filières de traitement et/ou de valorisation de ces boues peuvent être la valorisation agricole, le compostage, l'incinération, la gazéification et la décharge agréée.

	2015	2016	2017	2018	2019
Taux de boues évacuées selon une filière conforme (%)	100	100	100	100	100
STEP Roquebrune Cap Martin	100	100	100	100	100

4.3.2. BILAN D'EXPLOITATION ET CONFORMITES PAR STATION

Les données de bilan et conformité sont détaillées en annexe du présent document.

Les autres données d'auto-surveillance sont consultables sur les registres d'autosurveillance, tenus à jour conformément à l'arrêté du 21 juillet 2015.

Accusé de réception en préfecture
006-240600551-20201223-207-2020-DE
Date de télétransmission : 23/12/2020
Date de réception préfecture : 23/12/2020

STEP Roquebrune Cap Martin

Rappel des valeurs caractéristiques de la station et des performances de traitement attendues

Les valeurs caractéristiques utilisées pour l'évaluation de la conformité de la station sont présentées dans le tableau qui suit. Il s'agit des valeurs établies et communiquées par le service de Police des eaux (arrêté préfectoral d'autorisation, ou à défaut manuel d'autosurveillance) (Débit de référence) ou fournies par le constructeur (capacité nominale).

Valeurs caractéristiques utilisées pour l'évaluation de conformité

	2019
Débit de référence (m3/j)	6 750
Capacité nominale (kg/j)	1 932

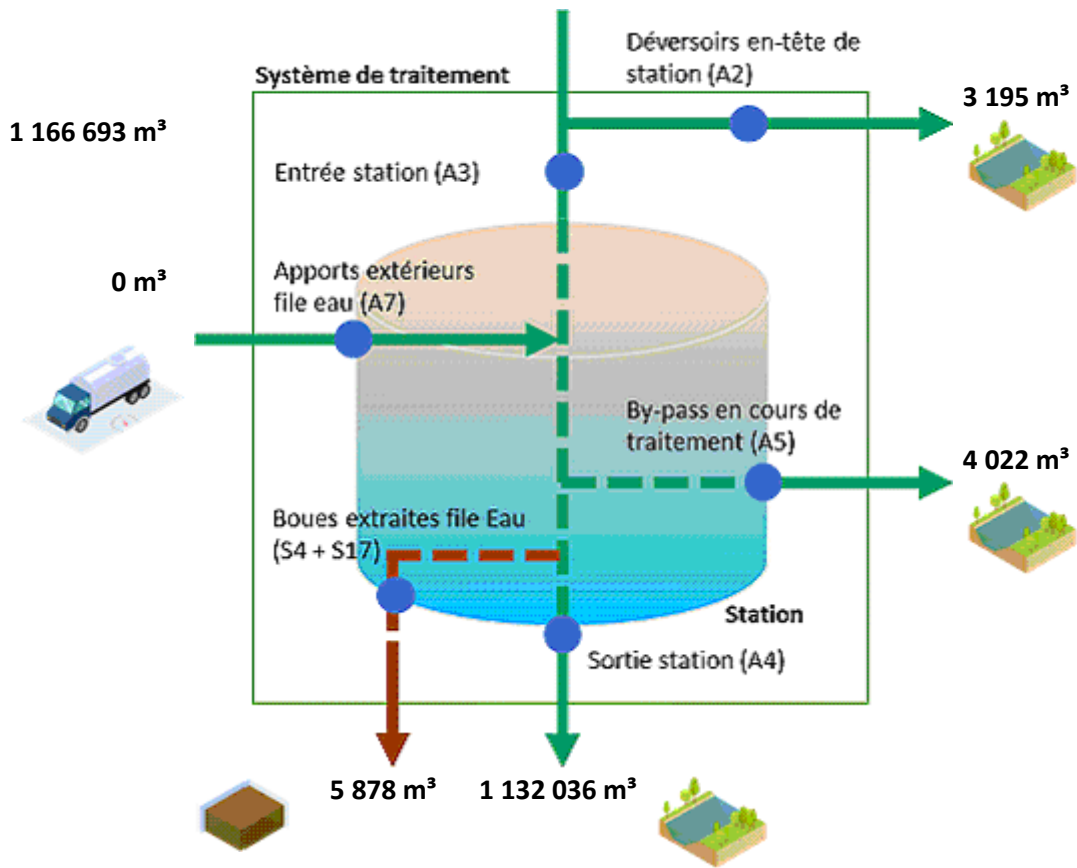
Performances attendues (selon arrêté préfectoral) (*)

	DCO	DBO5	MES	NTK	NGL	NH4	Ptot
Concentration maximale à respecter (mg/L) (*)							
moyenne journalière par bilan	125,00	25,00	35,00				
Concentration réductible en sortie (mg/L)							
moyenne journalière par bilan	250,00	50,00	85,00				
Charge maximale à respecter (kg/j)							
Rendement minimum moyen (%)							
moyen journalier par bilan	75,00	80,00	90,00				

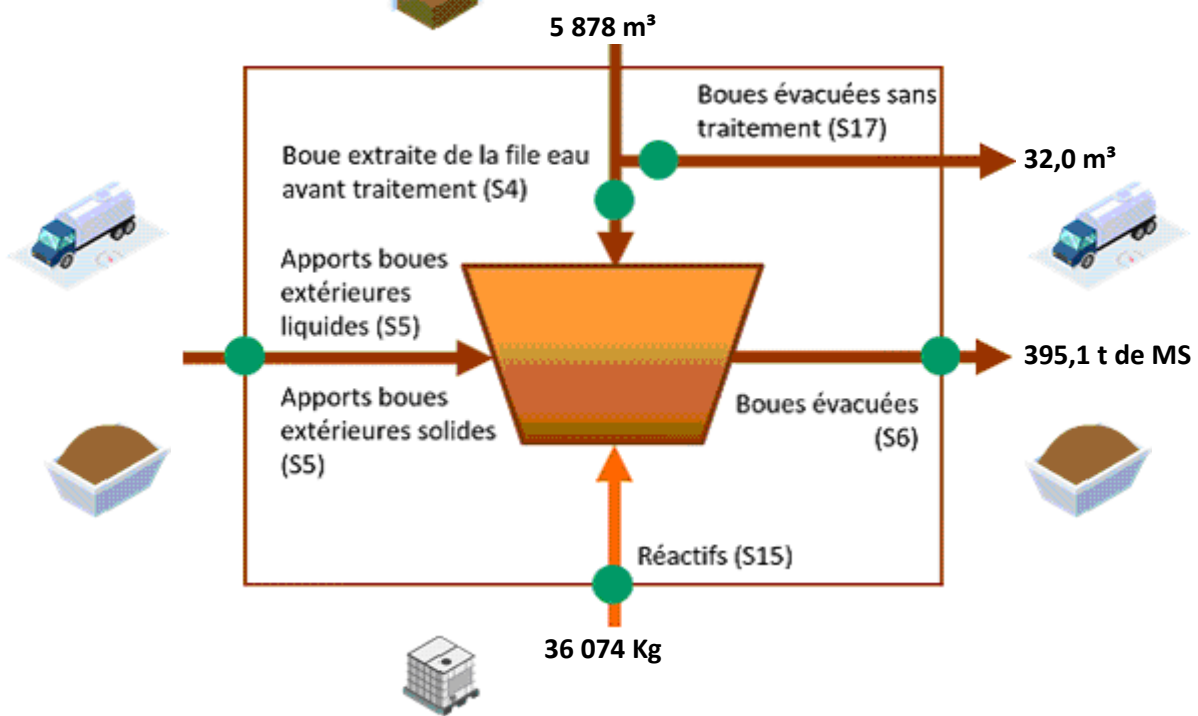
* : En général, pour les paramètres NTK, NGL et Ptot, les conformités se jugent en moyennes annuelles, et pour les autres paramètres en moyennes journalières par bilan, cela sous réserve d'absence d'indications complémentaires d'arrêtés préfectoraux locaux.

Accusé de réception en préfecture
006-240600551-20201223-207-2020-DE
Date de télétransmission : 23/12/2020
Date de réception préfecture : 23/12/2020

File Eau



File Boue



Accusé de réception en préfecture
 006-240600551-20201223-207-2020-DE
 Date de télétransmission : 23/12/2020
 Date de réception préfecture : 23/12/2020

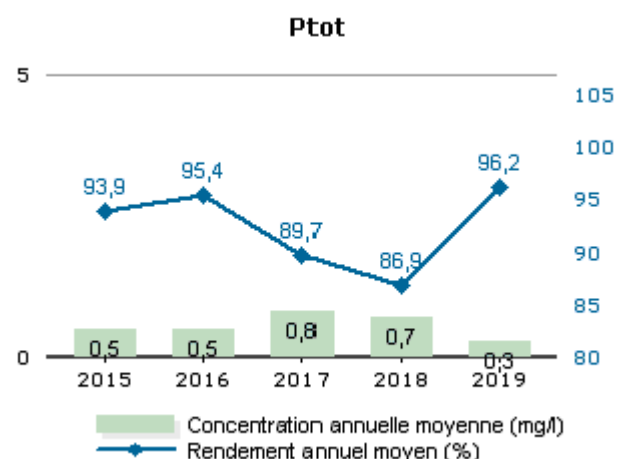
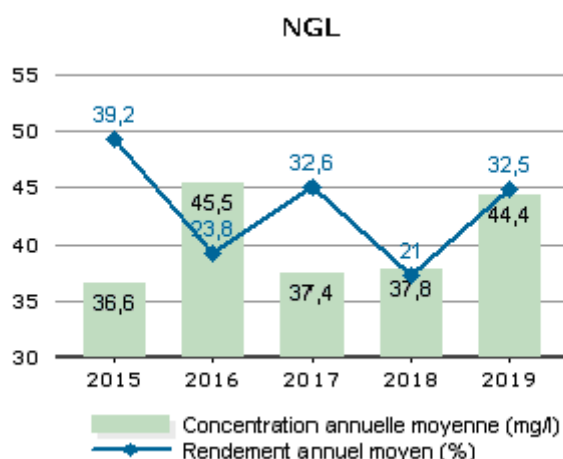
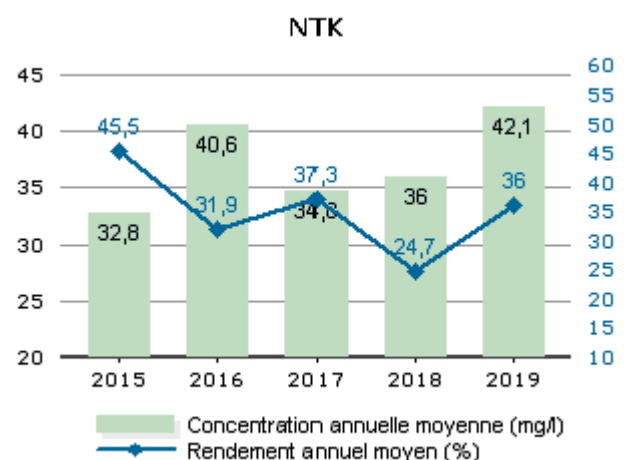
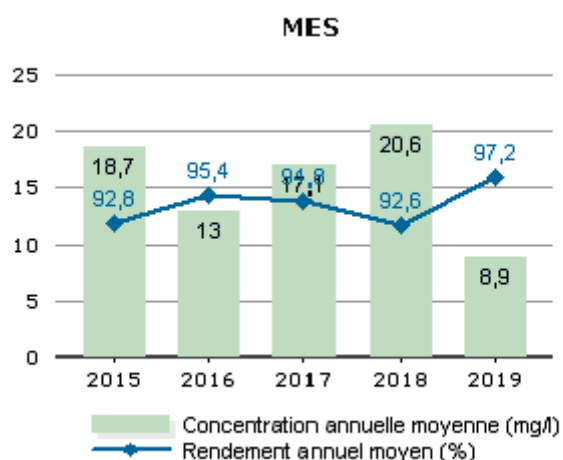
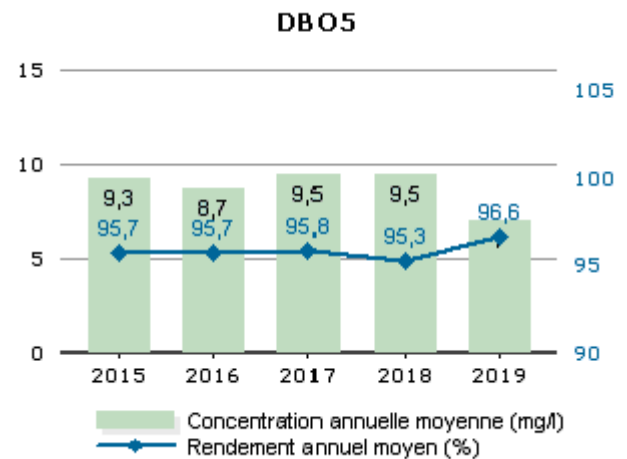
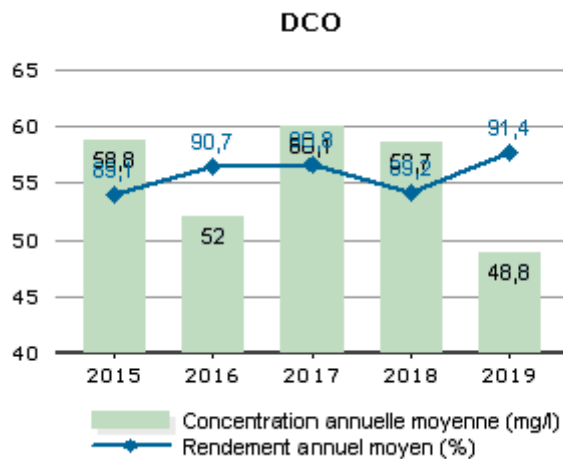
Fréquences d'analyses

Le tableau suivant présente le nombre de bilans disponibles par paramètre.

	2019
DCO	52
DBO5	52
MES	52
NTK	12
NGL	12
Ptot	12

Concentrations en sortie et rendements épuratoires

Les graphiques suivants présentent la qualité d'eau obtenue en sortie de station de traitement ainsi que les rendements épuratoires obtenus :



Les valeurs moyennes observées en sortie du système de traitement (concentrations et rendements) ne permettent pas de mesurer le respect de la prescription qui est à présent à calculer en considérant les débits à hauteur du débit de référence. L'évaluation du taux de respect fait l'objet de l'indicateur de conformité locale présenté dans la suite de la présente section.

Conformité de la performance

Les évaluations de la conformité sont réalisées en excluant les bilans pour lesquels le débit entrant dépasse le débit de référence retenu et les bilans en situations inhabituelles (catastrophes naturelles, inondations, ...). La conformité locale est définie au regard des prescriptions de l'arrêté préfectoral.

Accusé de réception en préfecture
 006-240600551-20201223-207-2020-DE
 Date de télétransmission : 23/12/2020
 Date de réception préfecture : 23/12/2020

	2015	2016	2017	2018	2019
Conformité à l'arrêté préfectoral	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00

A partir de 2019, cette conformité est évaluée suivant les nouvelles règles de calcul que celles des outils du Ministère (prise en compte des débits à hauteur du débit de référence en entrée et sortie, prise en compte du débit entrant en station pour définir si la station est en ou hors condition normale de fonctionnement, prise en compte du débit de référence mentionné dans l'acte administratif (arrêté préfectoral local). Cette évaluation reste fournie à titre indicatif. Seule l'évaluation transmise par le Service de Police de l'Eau en mars a une valeur officielle.

Qualité du traitement des boues

Quantité de boues issues des ouvrages d'épuration

Cet indicateur permet d'évaluer l'efficacité de dépollution des usines (extraction et concentration de la pollution de l'effluent traité), hors effet de stock. Il s'exprime en tonnage de matières sèches.

	2015	2016	2017	2018	2019
Boues évacuées (Tonnes de MS) (S6)	359,6	346,6	361,5	361,9	395,1

Boues évacuées par destination et proportion évacuée selon une filière conforme

Ce tableau présente la proportion de boues évacuées selon une filière conforme.

	2015	2016	2017	2018	2019
Taux de boues évacuées selon une filière conforme (%)	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Destination des boues évacuées

Ce tableau présente le détail pour l'année des destinations des boues évacuées.

	Produit brut (t)	Siccité (%)	Matières sèches (t)	Destination conforme (%) *
Valorisation agricole	592,9	31,12	184,5	100,00
Compostage norme NF	635,1	33,16	210,6	100,00
Total	1228	32,17	395,1	100,00

* répartition calculée sur les tonnes de matières sèches.

Sous-produits évacués par destination

Ce tableau présente les sous-produits générés et leur devenir.

	2015	2016	2017	2018	2019
Centre de stockage de déchets (t) Refus	38,0	44,1	39,5	44,4	35,6
Total (t)	38,0	44,1	39,5	44,4	35,6
Centre de stockage de déchets (t) Sables	6,9	9,4	14,1	16,8	16,8
Total (t)	6,9	9,4	14,1	16,8	16,8

Accusé de réception en préfecture
006-240600551-20201223-207-2020-DE
Date de télétransmission : 23/12/2020
Date de réception préfecture : 23/12/2020

4.3.3. LA SURVEILLANCE DES MICROPOLLUANTS DANS LES EAUX DE REJETS

La note technique du 12 août 2016 précise les modalités de recherche des substances dangereuses dans les eaux (RSDE). Cette surveillance, suspendue par la note du 19 janvier 2015, devra être de nouveau mise en œuvre en 2019 sur les stations d'épuration de plus de 10 000 EH. Par ailleurs, la note du 12 août 2016 renforce la lutte à la source contre les micropolluants en rendant obligatoire la recherche au sein de la zone de collecte des émetteurs de substances présentes significativement au niveau de la station d'épuration, et cela dès 2019 pour un certain nombre de systèmes d'assainissement.

En 2019, la CARF a commandé à Veolia l'étude des micropolluants dans les eaux entrée et sortie STEP, ainsi que dans les boues. Les résultats seront présentés en 2020.

Accusé de réception en préfecture
006-240600551-20201223-207-2020-DE
Date de télétransmission : 23/12/2020
Date de réception préfecture : 23/12/2020

4.4. L'efficacité environnementale

4.4.1. LE BILAN ENERGETIQUE DU PATRIMOINE



Un véritable management de la performance énergétique des installations est mis en œuvre. Cela contribue ainsi à la réduction des consommations d'énergie et à la limitation des émissions de gaz à effet de serre.

	2015	2016	2017	2018	2019	N/N-1
Energie relevée consommée (kWh)	2 079 710	2 114 746	2 100 056	2 053 763	2 054 909	0,05%
Usine de dépollution	2 065 057	2 099 653	2 083 817	2 036 322	2 036 515	0%
Postes de relèvement et refoulement	14 653	15 093	16 239	17 441	18 394	5,5%

Le tableau détaillé du Bilan énergétique du patrimoine se trouve en annexe.

4.4.2. LA CONSOMMATION DE REACTIFS

Le choix du réactif est établi afin :

- ◆ d'assurer un rejet au milieu naturel de qualité conforme à la réglementation,
- ◆ de réduire les quantités de réactifs à utiliser.

→ *La consommation de réactifs*

Usine de dépollution - File Eau

	2015	2016	2017	2018	2019	N/N-1
STEP Roquebrune Cap Martin						
Chlorure ferrique (kg)	155 391	171 973	156 247	180 068	180 571	0,3%
Polymère (kg)	3 057	5 031	5 046	3 219	2 280	-29,2%

Usine de dépollution - File Boue

	2015	2016	2017	2018	2019	N/N-1
STEP Roquebrune Cap Martin						
Chaux éteinte (kg)	21 257	15 959	23 447	23 799	36 074	51,6%
Polymère (kg)	8 267	5 746	13 605	15 683	15 323	-2,3%

4.4.3. LES SOUS-PRODUITS DU TRAITEMENT

Accusé de réception en préfecture
006-240600551-20201223-207-2020-DE
Date de télétransmission : 23/12/2020
Date de réception préfecture : 23/12/2020

Accusé de réception en préfecture
006-240600551-20201223-207-2020-DE
Date de télétransmission : 23/12/2020
Date de réception préfecture : 23/12/2020

5. LE RAPPORT FINANCIER DU SERVICE



Accusé de réception en préfecture
006-240600551-20201223-207-2020-DE
Date de télétransmission : 23/12/2020
Date de réception préfecture : 23/12/2020

5.1. Le Compte Annuel de Résultat de l'Exploitation de la Délégation (CARE)

Le présent chapitre est présenté conformément aux dispositions du décret 2016-86 du 1^{er} février 2016.

→ *Le CARE*

Le compte annuel et l'état détaillé des produits figurent ci-après. Les modalités retenues pour la détermination des produits et charges et l'avis des Commissaires aux Comptes sont présentés en annexe du présent rapport « Annexes financières »

Les données ci-dessous sont en Euros.

Accusé de réception en préfecture
006-240600551-20201223-207-2020-DE
Date de télétransmission : 23/12/2020
Date de réception préfecture : 23/12/2020

Compte Annuel de Résultat de l'Exploitation
Année 2019
(en application du décret du 14 mars 2005)

Collectivité: C1691 - ROQUEBRUNE CAP MARTIN-STEP&OUVR

Assainissement

LIBELLE	2018	2019	Ecart %
PRODUITS	3 419 283	3 266 001	-4.48 %
Exploitation du service	2 386 219	2 414 983	
Collectivités et autres organismes publics	1 030 938	848 836	
Produits accessoires	2 126	2 182	
CHARGES	3 453 450	3 212 916	-6.97 %
Personnel	414 393	325 996	
Energie électrique	110 781	142 932	
Produits de traitement	119 320	115 227	
Analyses	8 094	16 312	
Sous-traitance, matières et fournitures	302 568	303 171	
Impôts locaux et taxes	162 142	156 881	
Autres dépenses d'exploitation	108 361	98 583	
<i>télécommunications, poste et telegestion</i>	27 772	20 304	
<i>engins et véhicules</i>	31 069	16 605	
<i>informatique</i>	46 997	47 903	
<i>assurances</i>	10 490	7 320	
<i>locaux</i>	39 988	21 859	
<i>autres</i>	- 47 954	- 15 406	
Contribution des services centraux et recherche	91 759	88 245	
Collectivités et autres organismes publics	1 030 938	848 836	
Charges relatives aux renouvellements	183 578	191 380	
<i>pour garantie de continuité du service</i>	40 420	42 138	
<i>programme contractuel (renouvellements)</i>	143 158	149 242	
Charges relatives aux investissements	913 965	913 965	
<i>programme contractuel (investissements)</i>	913 965	913 965	
Pertes sur créances irrécouvrables-Contentieux recouvrement	7 551	11 388	
RESULTAT AVANT IMPOT	- 34 167	53 085	NS
Impôt sur les sociétés (calcul normatif)	0	17 692	
RESULTAT	- 34 167	35 392	NS

Conforme à la circulaire FP2E de janvier 2006

3/17/2020

→ **L'état détaillé des produits**

L'état suivant détaille les produits figurant sur la première ligne du CARE.

Les données ci-dessous sont en Euros.

Accusé de réception en préfecture 006-240600551-20201223-207-2020-DE Date de télétransmission : 23/12/2020 Date de réception préfecture : 23/12/2020

Etat détaillé des produits (1)
Année 2019

Collectivité: C1691 - ROQUEBRUNE CAP MARTIN-STEP&OUVR Assainissement

LIBELLE	2018	2019	Ecart %
Recettes liées à la facturation du service	2 199 858	2 414 983	9.78 %
<i>dont produits au titre de l'année (hors estimations conso)</i>	2 211 544	2 390 004	
<i>dont variation de la part estimée sur consommations</i>	- 11 686	24 979	
Subvention d'exploitation des stations de dépollution	186 361	0	NS
<i>dont produits au titre de l'année (hors estimations conso)</i>	186 361	0	
Exploitation du service	2 386 219	2 414 983	1.21 %
Produits : part de la collectivité contractante	863 791	676 412	-21.69 %
<i>dont produits au titre de l'année (hors estimations conso)</i>	925 897	671 626	
<i>dont variation de la part estimée sur consommations</i>	- 62 106	4 786	
Redevance Modernisation réseau	167 147	172 425	3.16 %
<i>dont produits au titre de l'année (hors estimations conso)</i>	168 806	171 719	
<i>dont variation de la part estimée sur consommations</i>	- 1 659	705	
Collectivités et autres organismes publics	1 030 938	848 836	-17.66 %
Produits accessoires	2 126	2 182	2.63 %

(1) Cette page contient le détail de la première ligne du CARE (produits hors TVA).

3/17/20

Compte tenu des arrondis effectués pour présenter la valeur sans décimale, le total des produits ci-dessus peut être différent à quelques euros près du total des produits inscrits sur le compte annuel de résultat de l'exploitation.

Les principales évolutions des produits et des charges sont les suivantes :

Accusé de réception en préfecture 006-240600551-20201223-207-2020-DE Date de télétransmission : 23/12/2020 Date de réception préfecture : 23/12/2020

5.2. Les investissements et le renouvellement

Les états présentés permettent de tracer, selon le format prévu au contrat, la réalisation des programmes d'investissement et/ou de renouvellement à la charge du délégataire, et d'assurer le suivi des fonds contractuels d'investissement.

La méthode de calcul de la charge économique imputée au compte de la délégation est présentée dans l'annexe financière « Les modalités d'établissement du CARE ».

→ Les dépenses de renouvellement

ANNEE	ENGAGEMENT DE RENOUVELLEMENT PORTE AU CRF/CARE					PLAN DE RENOUVELLEMENTS PREVISIONNEL				MONTANTS DU RENOUVELLEMENT			ETAT de SUIVI des INVESTISSEMENTS			
	valeur de base 01/01/2009	KRp appliqué indices connus au 01/01/N	Garantie issue d'IJT 00002	Garantie continuité de service portée en 00002 CARE	Garantie issue d'IJT 00010	Garantie Patrimoniale portée en 00010 CARE	Montants prévus au plan	Montants actualisés	Engagement annuel (80%)	Engagement quinquennal (90%)	Dépenses sur PR	Dépenses sur STEP	Fonctionnel et Accidentel	Montant du PPR réalisé	Engagement quinquennal indexé (90%)	Solde au 31/12/N
valeur	1,000000			37 800,00		133 879,00									120 491,00	
2010	1,000000	0,00		37 800,00	0,00	133 879,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	120 491,00	120 491,00
2011	1,022734	0,00		38 659,35	0,00	136 922,61	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	123 230,00	243 721,00
2012	1,061116	0,00		40 110,18	0,00	142 061,15	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	127 855,00	371 576,00
2013	1,089199	0,00		41 171,72	1 757,49	145 820,87	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	33 392,39	0,00	0,00	131 239,00	502 816,00
2014	1,091339	0,00		41 252,61	5 703,66	146 107,37	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	75 110,99	0,00	0,00	131 497,00	634 312,00
Sous-total																
2015	1,086792	9 325,29		41 080,74	0,00	145 498,83	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	77 918,46	0,00	0,00	130 949,00	765 261,00
2016	1,040475	16 958,45		39 329,96	0,00	139 297,75	125 855,00	130 948,98	104 759,18	117 854,08	0,00	108 813,09	44 039,41	108 813,09	125 368,00	781 815,91
2017	1,046592	17 128,06		39 561,18	31 629,11	140 116,89	101 517,00	106 246,88	84 997,50	95 622,19	0,00	101 305,49	62 029,57	101 305,49	126 106,00	806 615,42
2018	1,069312	29 841,31		40 419,99	46 422,69	143 158,42	112 033,00	119 798,23	95 838,58	107 818,41	0,00	134 958,25	37 909,91	134 958,25	128 843,00	800 500,17
2019	1,114754	35 179,81		42 137,70	57 559,08	149 242,15	130 367,00	146 327,13	116 261,70	130 794,42	0,00	130 267,33	30 820,97	130 267,33	134 318,00	804 550,84
Sous-total				0,00		0,00									0,00	
2020				0,00		0,00	75 753,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	804 550,84
2021				0,00		0,00	2 316,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	804 550,84
2022				0,00		0,00	277 086,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	804 550,84
2023				0,00		0,00	1 376,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	804 550,84
2024				0,00		0,00	590 099,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	804 550,84
Sous-total																
2025				0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	804 550,84
2026				0,00		0,00	72 484,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	804 550,84
2027				0,00		0,00	1 184 228,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	804 550,84
2028				0,00		0,00	4 811,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	804 550,84
2029				0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	804 550,84
TOTAL		108 432,92		401 523,43	143 072,03	1 422 104,64	2 677 924,00	502 321,22	401 856,96	452 089,10	0,00	475 344,16	361 221,70	475 344,16	1 279 895,00	804 550,84

5.3. Les engagements à incidence financière

Ce chapitre a pour objectif de présenter les engagements liés à l'exécution du service public, et qui à ce titre peuvent entraîner des obligations financières entre Veolia, actuel délégataire de service, et toute entité (publique ou privée) qui pourrait être amenée à reprendre à l'issue du contrat l'exécution du service. Ce chapitre constitue pour les élus un élément de transparence et de prévision.

Conformément aux préconisations de l'Ordre des Experts Comptables, ce chapitre ne présente que les « engagements significatifs, sortant de l'ordinaire, nécessaires à la continuité du service, existant à la fin de la période objet du rapport, et qui à la fois devraient se continuer au-delà du terme normal de la convention de délégation et être repris par l'exploitant futur ».

Afin de rester simples, les informations fournies ont une nature qualitative. A la demande de la Collectivité, et en particulier avant la fin du contrat, Veolia pourra détailler ces éléments.

5.3.1. FLUX FINANCIERS DE FIN DE CONTRAT

Les flux financiers de fin de contrat doivent être anticipés dans les charges qui s'appliqueront immédiatement à tout nouvel exploitant du service. Sur la base de ces informations, il est de la responsabilité de la Collectivité, en qualité d'entité organisatrice du service, d'assurer la bonne prise en compte de ces contraintes dans son cahier des charges.

→ Régularisations de TVA

Si Veolia assure pour le compte de la Collectivité la récupération de la TVA au titre des immobilisations (investissements) mises à disposition¹, deux cas se présentent :

- ◆ Le nouvel exploitant est assujetti à la TVA² : aucun flux financier n'est nécessaire. Une simple déclaration des montants des immobilisations, dont la mise à disposition est transférée, doit être adressée aux services de l'Etat.
- ◆ Le nouvel exploitant n'est pas assujetti à la TVA : l'administration fiscale peut être amenée à réclamer à Veolia la part de TVA non amortie sur les immobilisations transférées. Dans ce cas, le repreneur doit s'acquitter auprès de Veolia du montant dû à l'administration fiscale pour les immobilisations transférées, et simultanément faire valoir ses droits auprès du Fonds de Compensation de la TVA. Le cahier des charges doit donc imposer au nouvel exploitant de disposer des sommes nécessaires à ce remboursement.

→ Biens de retour

Les biens de retour (listés dans l'inventaire détaillé des biens du service) sont remis gratuitement à la Collectivité à l'échéance du contrat selon les modalités prévues au contrat.

→ Biens de reprise

Les biens de reprise (listés dans l'inventaire détaillé des biens du service) seront remis au nouvel exploitant, si celui-ci le souhaite, à l'échéance du contrat selon les modalités prévues au contrat. Ces biens doivent généralement être achetés par le nouvel exploitant.

→ Autres biens ou prestations

Hormis les biens de retour et des biens de reprise prévus au contrat, Veolia utilise, dans le cadre de sa liberté de gestion, certains biens et prestations. Le cas échéant, sur demande de la Collectivité et selon des

¹ art. 210 de l'annexe II du Code Général des Impôts

² Conformément au principe posé par le nouvel article 257 bis du Code Général des Impôts précisé par l'instruction 3.A.6.36 parue au B.O.I.N°50 du 20 Mars 2006 repris dans le BOFiP (BOI-TVA-CHAMP-10-10-50-10)

conditions à déterminer, les parties pourront convenir de leur mise à disposition auprès du nouvel exploitant.

→ *Consommations non relevées et recouvrement des sommes dues au délégataire à la fin du contrat*

Les sommes correspondantes au service exécuté jusqu'à la fin du contrat sont dues au délégataire sortant. Il y a lieu de définir avec la Collectivité les modalités de facturation (relevé spécifique, prorata temporis) et de recouvrement des sommes dues qui s'imposeront au nouvel exploitant, ainsi que les modalités de reversement des surtaxes correspondantes.

5.3.2. DISPOSITIONS APPLICABLES AU PERSONNEL

Les dispositions applicables au personnel du délégataire sortant s'apprécient dans le contexte de la période de fin de contrat. Les engagements qui en découlent pour le nouvel exploitant ne peuvent pas faire ici l'objet d'une présentation totalement exhaustive, pour deux motifs principaux :

- ◆ ils évoluent au fil du temps, au gré des évolutions de carrière, des aléas de la vie privée des agents et des choix d'organisation du délégataire,
- ◆ ils sont soumis à des impératifs de protection des données personnelles.

Veolia propose de rencontrer la Collectivité sur ce sujet pour inventorier les contraintes qui s'appliqueront en fin de contrat.

→ *Dispositions conventionnelles applicables aux salariés de Veolia*

Les salariés de Veolia bénéficient :

- ◆ des dispositions de la Convention Collective Nationale des Entreprises des Services d'Eau et d'Assainissement du 12 avril 2000 ;
- ◆ des dispositions des accords d'entreprise Veolia et qui concernent notamment : l'intéressement et la participation, le temps de travail, la protection sociale (retraites, prévoyance, handicap, formation) et usages et engagements unilatéraux.

→ *Protection des salariés et de l'emploi en fin de contrat*

Des dispositions légales assurent la protection de l'emploi et des salariés à l'occasion de la fin d'un contrat, lorsque le service est susceptible de changer d'exploitant, que le futur exploitant ait un statut public ou privé. A défaut, il est de la responsabilité de la Collectivité de prévoir les mesures appropriées.

Lorsque l'entité sortante constitue une entité économique autonome, c'est-à-dire comprend des moyens corporels (matériel, outillage, marchandises, bâtiments, ateliers, terrains, équipements), des éléments incorporels (clientèle, droit au bail, ...) et du personnel affecté, le tout organisé pour une mission identifiée, l'ensemble des salariés qui y sont affectés sont automatiquement transférés au nouvel exploitant, qu'il soit public ou privé (art. L 1224-1 du Code du Travail).

Dans cette hypothèse, Veolia transmettra à la Collectivité, à la fin du contrat, la liste des salariés affectés au contrat ainsi que les éléments d'information les concernant (en particulier masse salariale correspondante ...).

Le statut applicable à ces salariés au moment du transfert et pendant les trois mois suivants est celui en vigueur chez Veolia. Au-delà de ces trois mois, le statut Veolia est soit maintenu pendant une période de douze mois maximum, avec maintien des avantages individuels acquis au-delà de ces douze mois, soit aménagé au statut du nouvel exploitant.

Lorsque l'entité sortante ne constitue pas une entité économique autonome mais que le nouvel exploitant entre dans le champ d'application de la Convention collective Nationale des entreprises d'eau et

Accusé de réception en préfecture
006-240600551-20201223-207-2020-DE
Date de télétransmission : 23/12/2020
Date de réception préfecture : 23/12/2020

d'assainissement d'avril 2000, l'application des articles 2.5.2 ou 2.5.4 de cette Convention s'impose tant au précédent délégataire qu'au nouvel exploitant avant la fin de la période de 12 mois.

A défaut d'application des dispositions précitées, seule la Collectivité peut prévoir les modalités permettant la sauvegarde des emplois correspondant au service concerné par le contrat de délégation qui s'achève. Veolia se tient à la disposition de la Collectivité pour fournir en amont les informations nécessaires à l'anticipation de cette question.

En tout état de cause, d'un point de vue général, afin de clarifier les dispositions applicables et de protéger l'emploi, nous proposons de préciser avec la Collectivité avant la fin du contrat, le cadre dans lequel sera géré le statut des salariés et la protection de l'emploi à la fin du contrat. Il est utile que ce cadre soit précisé dans le cahier des charges du nouvel exploitant.

La liste nominative des agents³ affectés au contrat peut varier en cours de contrat, par l'effet normal de la vie dans l'entreprise : mutations, départs et embauches, changements d'organisation, mais aussi par suite d'événements de la vie personnelle des salariés. Ainsi, la liste nominative définitive ne pourra être constituée qu'au cours des dernières semaines d'exécution du contrat.

→ *Comptes entre employeurs successifs*

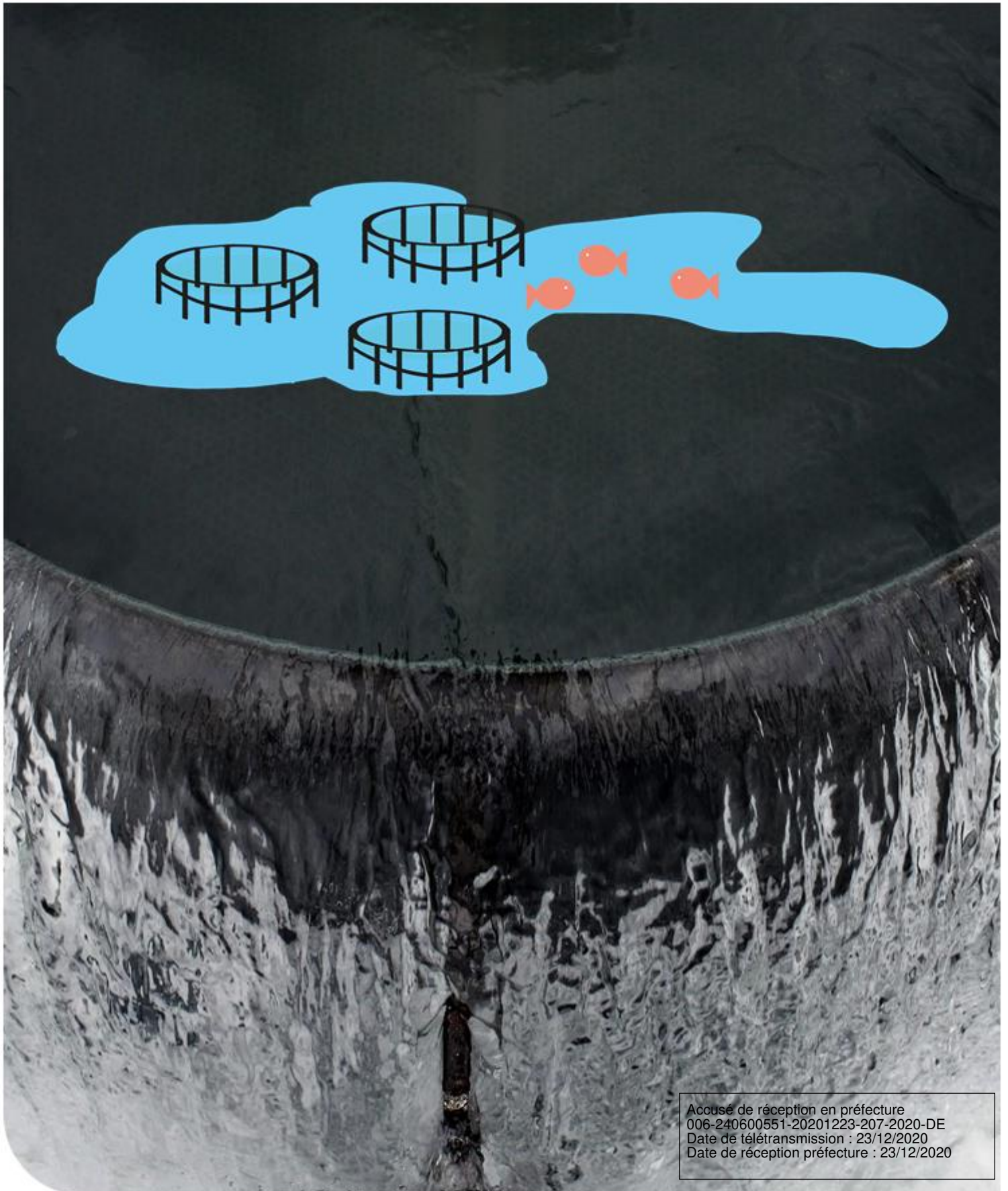
Les dispositions à prendre entre employeurs successifs concernant le personnel transféré sont les suivantes :

- ◆ de manière générale, dispositions identiques à celles appliquées en début du contrat,
- ◆ concernant les salaires et notamment salaires différés : chaque employeur supporte les charges afférentes aux salaires (et les charges sociales ou fiscales directes ou indirectes y afférant) rattachables à la période effective d'activité dont il a bénéficié ; le calcul est fait sur la base du salaire de référence ayant déterminé le montant de la charge mais plafonné à celui applicable au jour de transfert : ce compte déterminera notamment les prorata 13^{ème} mois, de primes annuelles, de congés payés, décomptes des heures supplémentaires ou repos compensateurs,....
- ◆ concernant les autres rémunérations : pas de compte à établir au titre des rémunérations différées dont les droits ne sont exigibles qu'en cas de survenance d'un événement ultérieur non encore intervenu : indemnité de départ à la retraite, droits à des retraites d'entreprises à prestations définies, médailles du travail,...

³ Certaines informations utiles ont un caractère confidentiel et n'ont pas à figurer dans le rapport annuel qui est un document public. Elles pourront être fournies, dans le respect des droits des personnes intéressées, séparément à l'autorité délégante, sur sa demande justifiée par la préparation de la fin de contrat.

Accusé de réception en préfecture 006-240600551-20201223-207-2020-DE Date de télétransmission : 23/12/2020 Date de réception préfecture : 23/12/2020

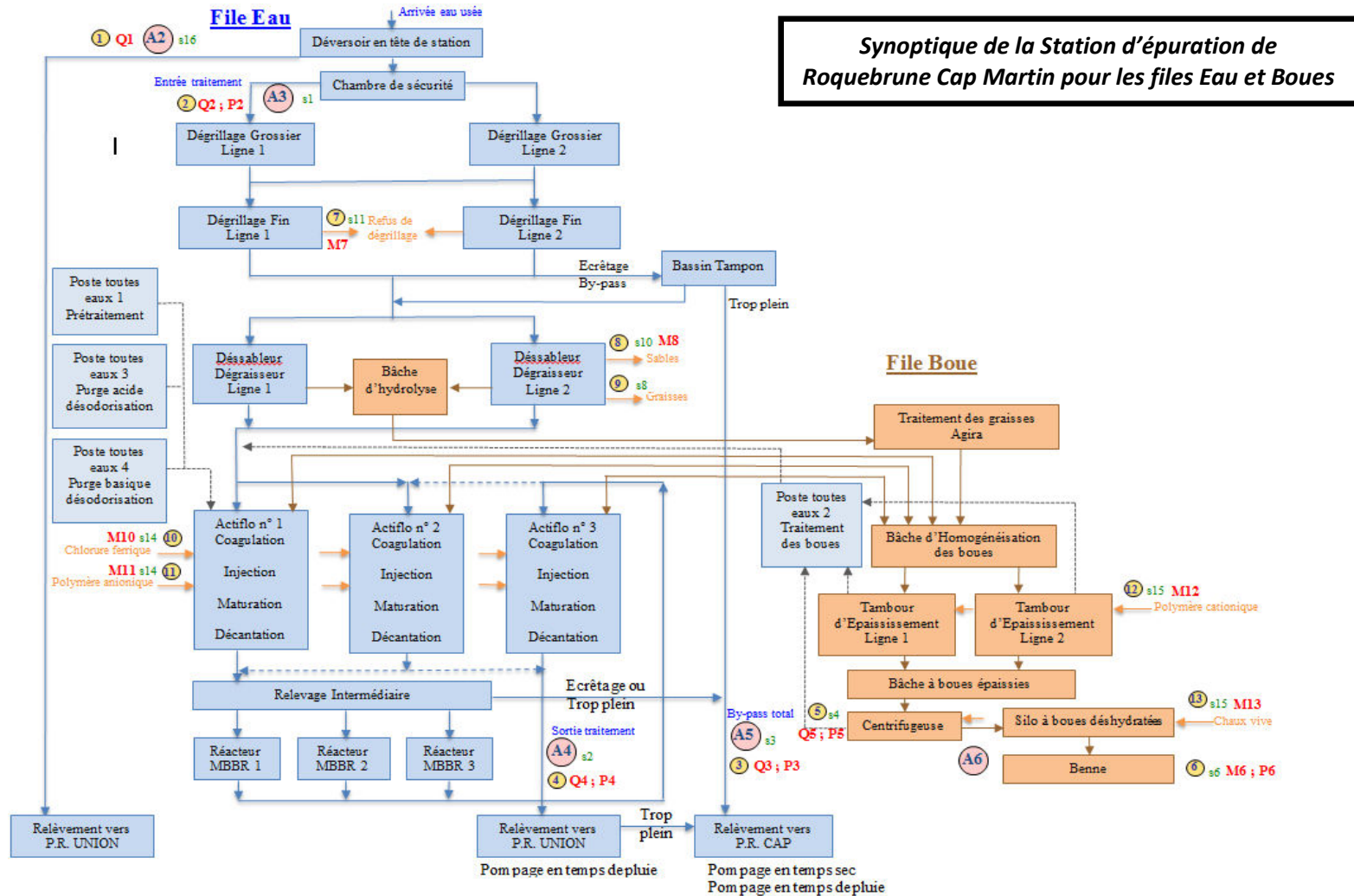
6. ANNEXES



Accusé de réception en préfecture
006-240600551-20201223-207-2020-DE
Date de télétransmission : 23/12/2020
Date de réception préfecture : 23/12/2020

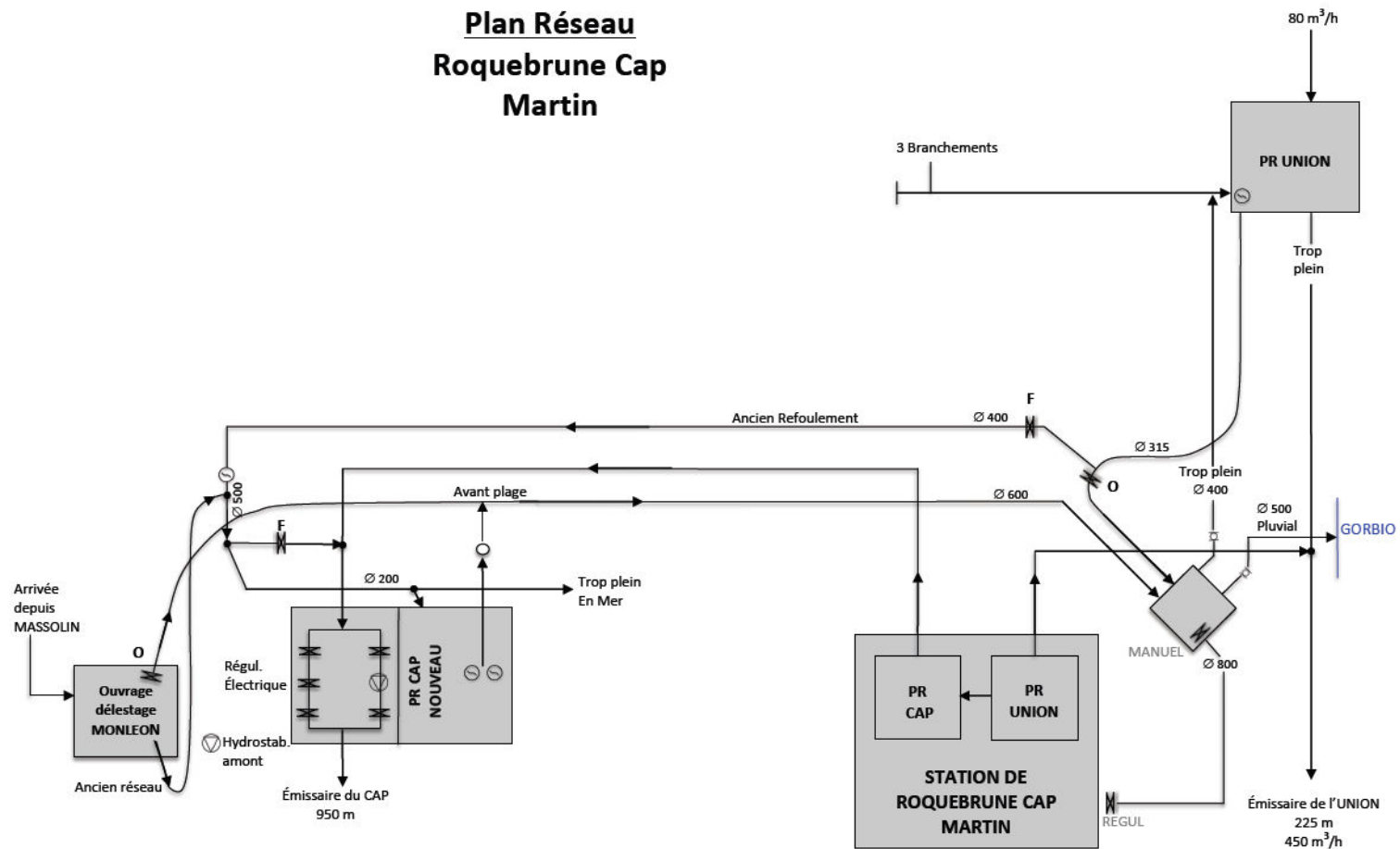
6.1. Le synoptique du réseau

→ L'usine de dépollution



→ **Les installations et les réseaux de transport et de collecte**

Descriptif du périmètre affermé :



6.2. Le bilan détaillé par usine

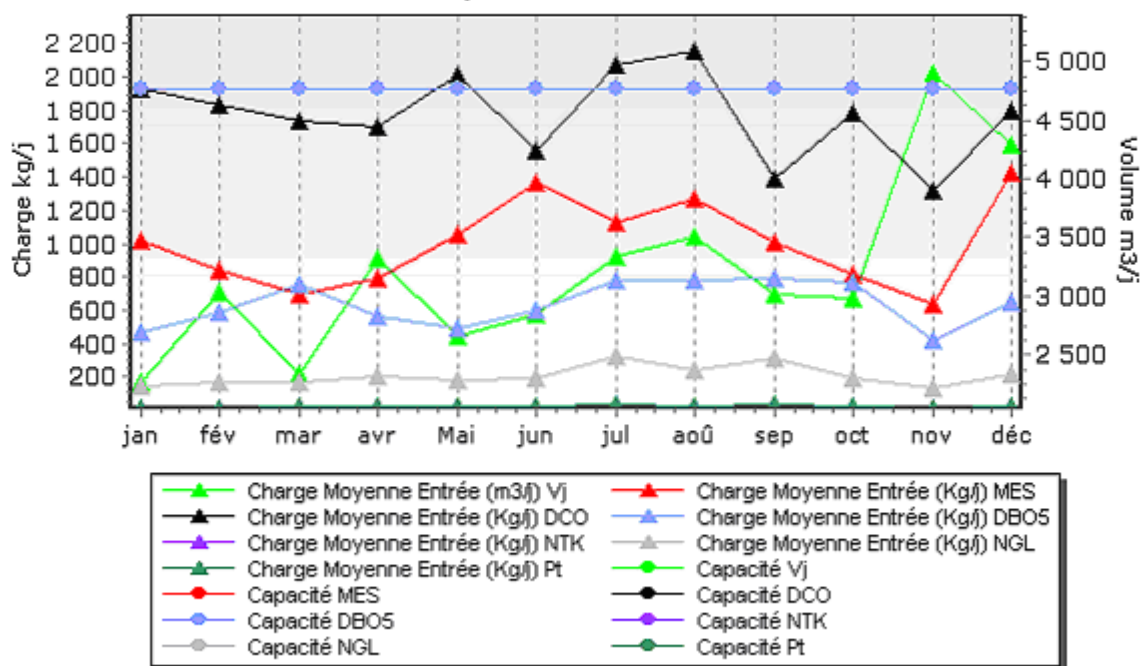
STEP Roquebrune Cap Martin

Bilans HCNF / Bilans :

Charges entrantes et dépassement de capacité	Volume		MES	DCO	DBO5	NTK	NGL	Pt
	(m3/j)	Nbr Bilan HCNF* / nbr de bilans	kg/j	kg/j	kg/j	kg/j	kg/j	kg/j
janvier	2 271	0 / 4	1 020	1 926	473	149,4	149,4	15,2
février	3 037	0 / 5	838	1 833	584	171,6	171,6	16,7
mars	2 325	0 / 4	697	1 732	755	172,3	172,3	20,9
avril	3 316	0 / 5	792	1 698	562	203,3	203,3	21,6
mai	2 663	0 / 2	1 055	2 016	497	181,9	181,9	21,0
juin	2 847	0 / 5	1 364	1 555	599	190,7	190,7	20,8
juillet	3 341	0 / 5	1 132	2 073	782	320,1	320,1	36,0
août	3 502	0 / 5	1 271	2 156	774	244,4	244,4	27,9
septembre	3 008	0 / 4	1 002	1 395	789	309,8	309,8	32,9
octobre	2 976	0 / 5	817	1 779	766	196,1	196,1	19,4
novembre	4 908	0 / 4	635	1 313	419	126,8	126,8	14,5
décembre	4 293	0 / 4	1 430	1 796	648	213,8	213,8	26,8

(*) Hors conditions normales de fonctionnement selon le volume reçu en entrée de station.

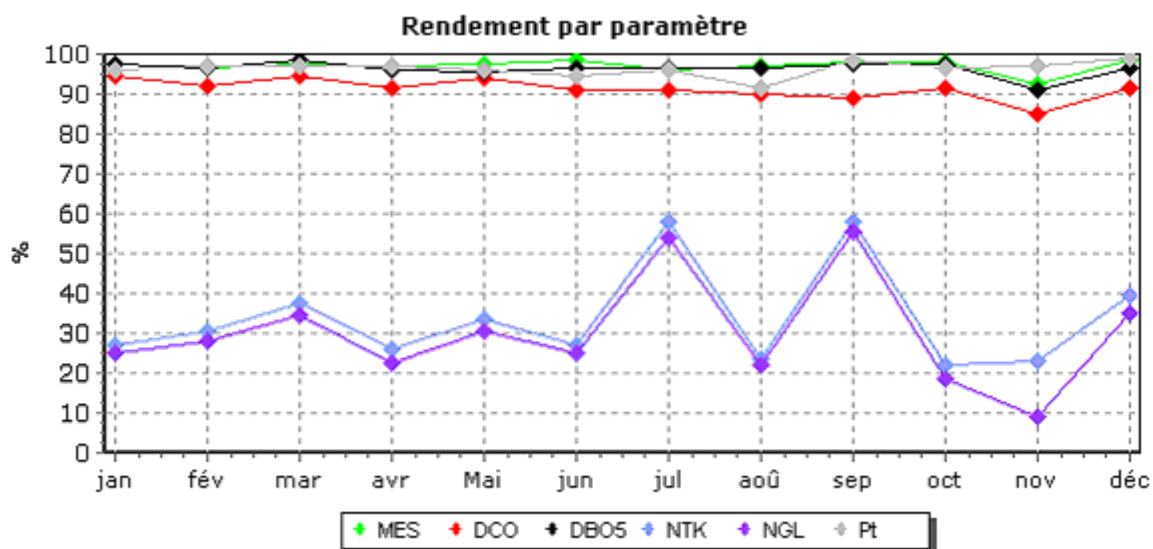
Evolution mensuelle des charges en entrée comparées aux capacités épuratoires du système de traitement



Accusé de réception en préfecture
006-240600551-20201223-207-2020-DE
Date de télétransmission : 23/12/2020
Date de réception préfecture : 23/12/2020

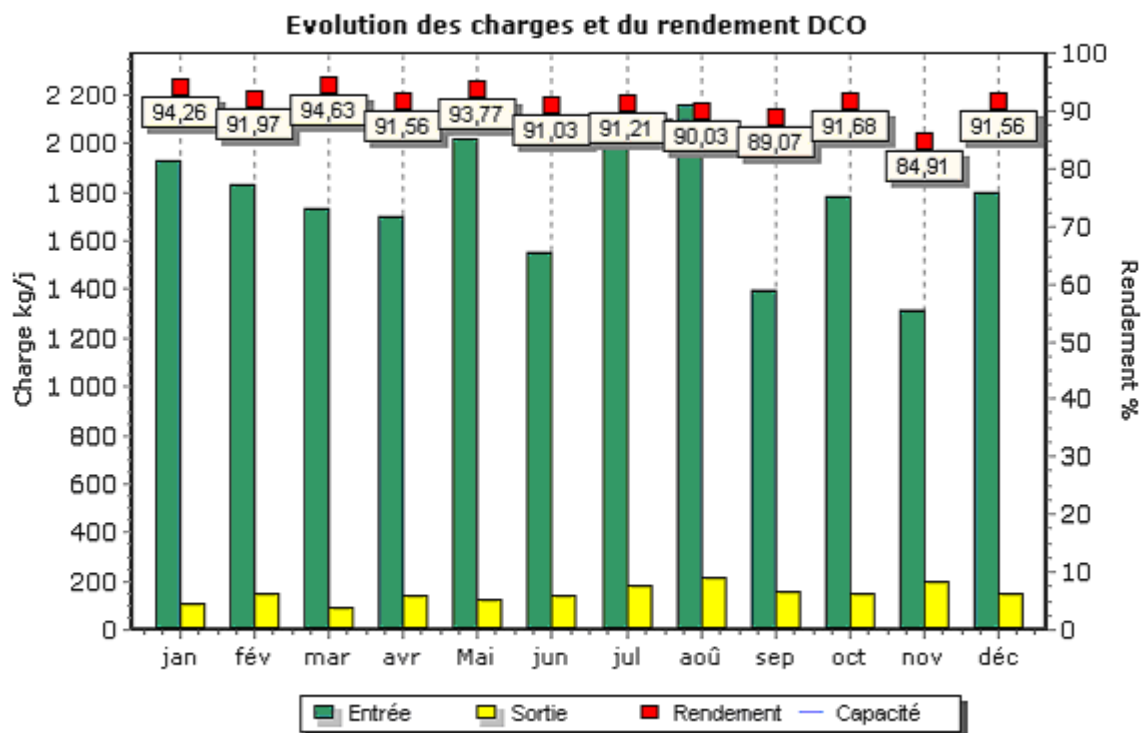
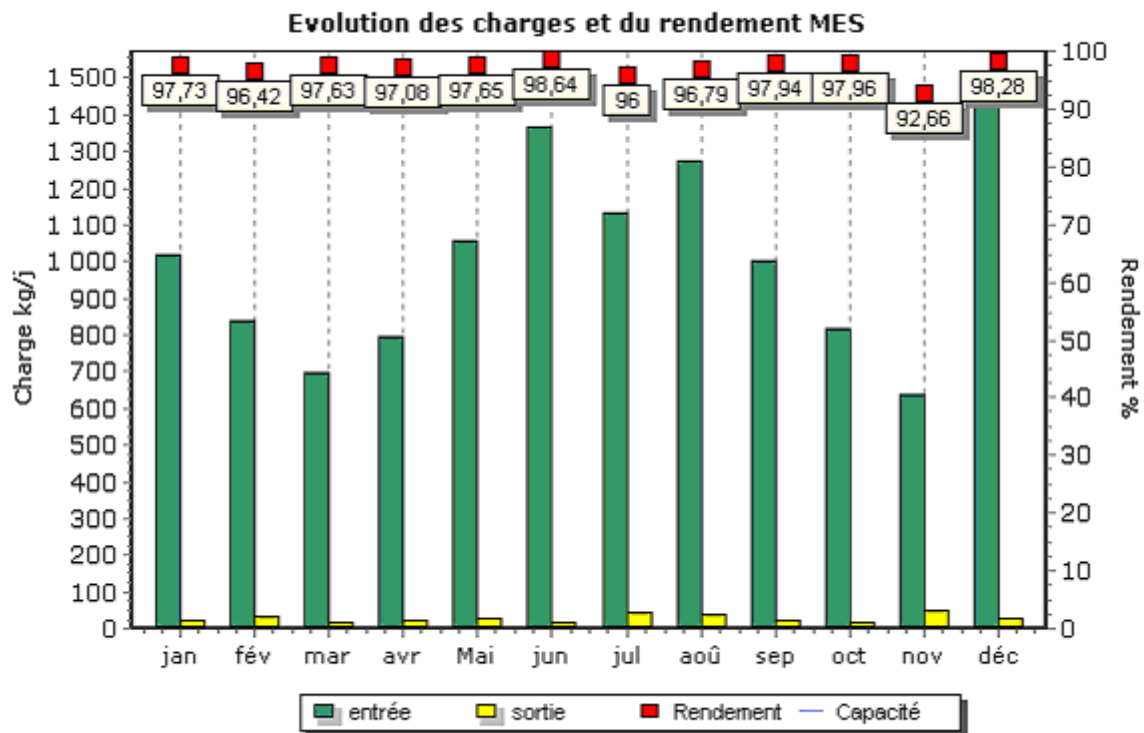
Qualité du rejet et rendement épuratoire du système de traitement :

Charges en sortie et rendement	MES		DCO		DBO5		NTK		NGL		Pt	
	Kg/j	%	Kg/j	%	Kg/j	%	Kg/j	%	Kg/j	%	Kg/j	%
janvier	23,20	97,73	110,60	94,26	12,35	97,39	109,30	26,87	112,00	25,07	0,60	95,86
février	30,00	96,42	147,20	91,97	19,33	96,69	119,10	30,56	123,10	28,24	0,50	97,03
mars	16,50	97,63	93,10	94,63	12,84	98,30	107,80	37,40	112,40	34,74	0,60	96,93
avril	23,20	97,08	143,40	91,56	23,61	95,80	150,20	26,14	157,40	22,60	0,70	96,88
mai	24,80	97,65	125,50	93,77	22,16	95,54	120,60	33,68	126,50	30,45	0,80	96,09
juin	18,60	98,64	139,60	91,03	20,17	96,63	139,40	26,93	142,80	25,11	1,10	94,50
juillet	45,30	96,00	182,20	91,21	26,15	96,65	135,00	57,83	147,20	54,01	1,50	95,93
août	40,80	96,79	215,00	90,03	28,68	96,29	186,80	23,58	190,90	21,91	2,40	91,28
septembre	20,70	97,94	152,50	89,07	19,55	97,52	130,60	57,86	137,30	55,70	0,50	98,51
octobre	16,70	97,96	147,90	91,68	17,84	97,67	152,80	22,09	160,10	18,34	0,70	96,64
novembre	46,60	92,66	198,10	84,91	36,85	91,21	97,40	23,23	115,30	9,10	0,40	97,08
décembre	24,50	98,28	151,60	91,56	22,53	96,52	129,80	39,29	138,70	35,13	0,30	99,08



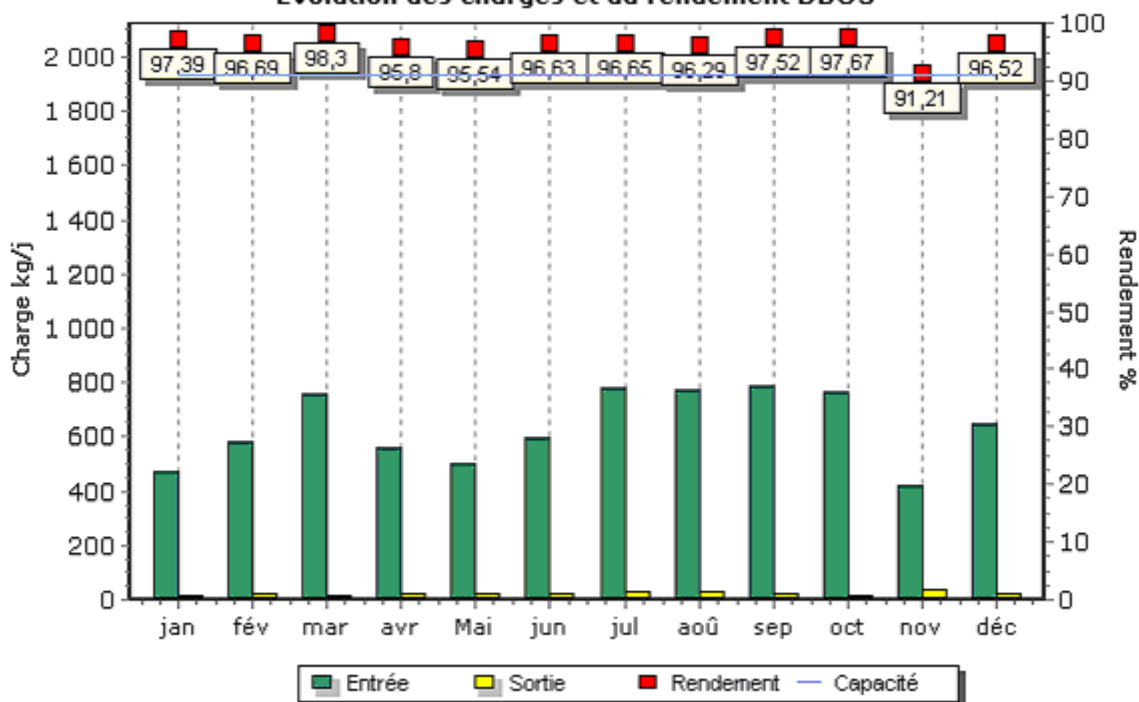
Accusé de réception en préfecture
 006-240600551-20201223-207-2020-DE
 Date de télétransmission : 23/12/2020
 Date de réception préfecture : 23/12/2020

Evolution des charges et du rendement par paramètre

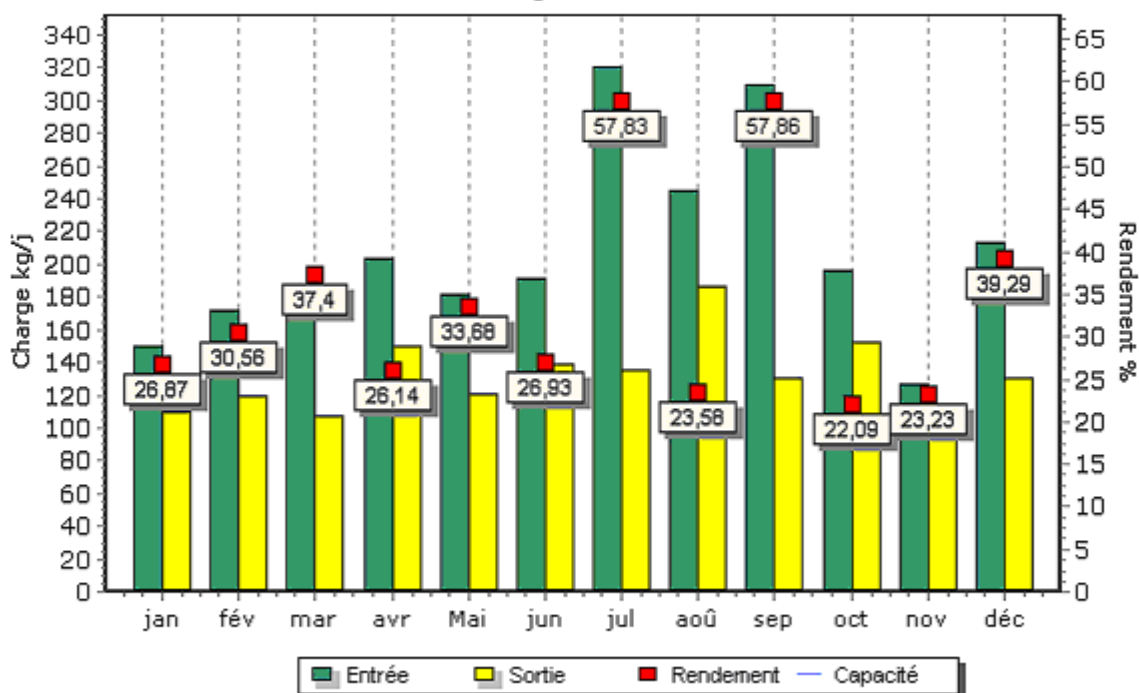


Accusé de réception en préfecture
 006-240600551-20201223-207-2020-DE
 Date de télétransmission : 23/12/2020
 Date de réception préfecture : 23/12/2020

Evolution des charges et du rendement DBO5

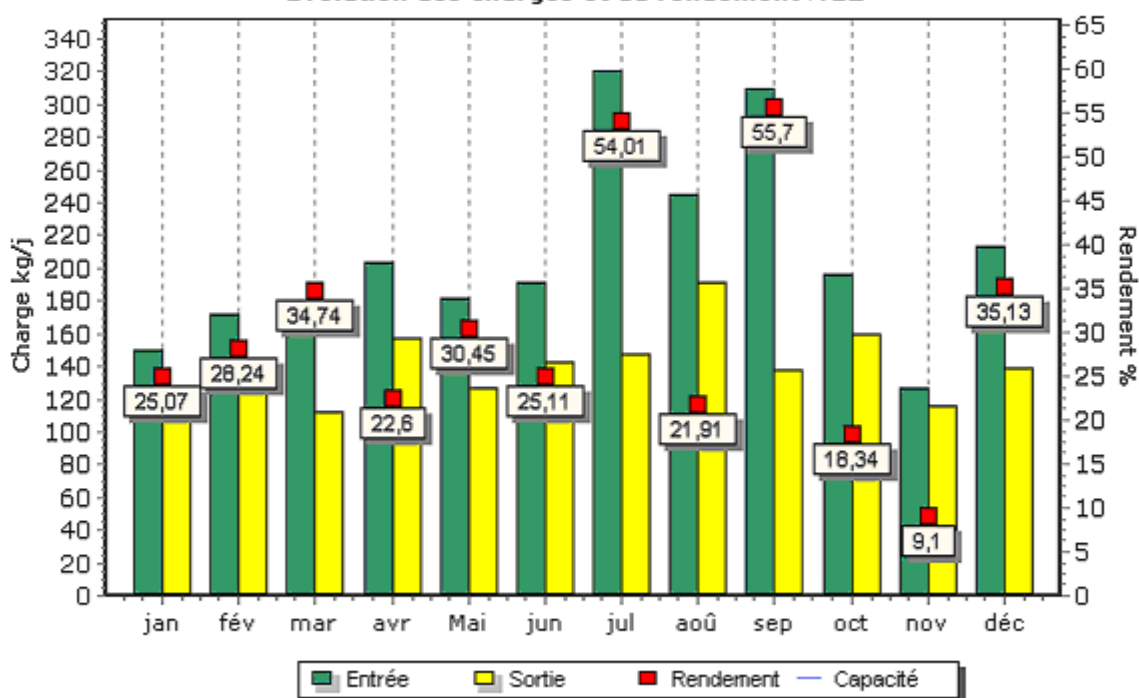


Evolution des charges et du rendement NTK

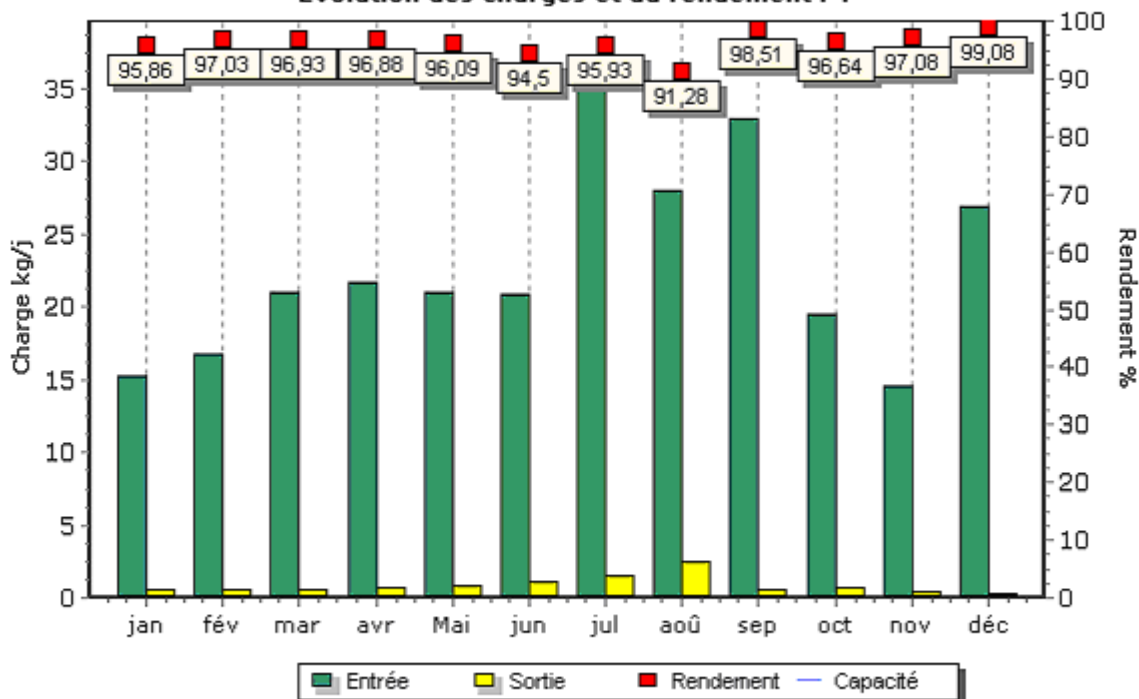


Accusé de réception en préfecture
 006-240600551-20201223-207-2020-DE
 Date de télétransmission : 23/12/2020
 Date de réception préfecture : 23/12/2020

Evolution des charges et du rendement NGL

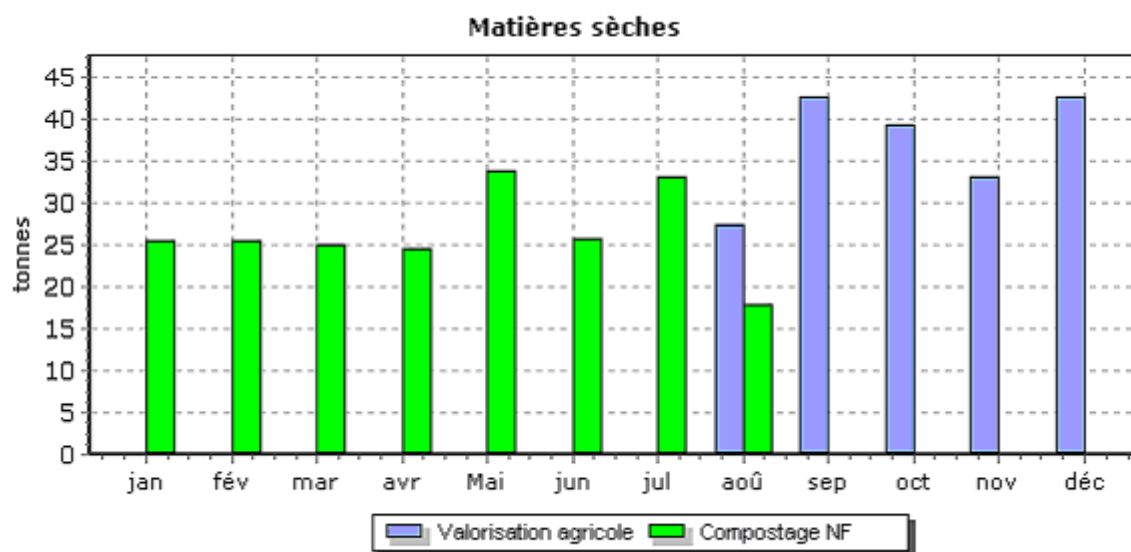


Evolution des charges et du rendement PT



Accusé de réception en préfecture
 006-240600551-20201223-207-2020-DE
 Date de télétransmission : 23/12/2020
 Date de réception préfecture : 23/12/2020

Boues évacuées par mois



Accusé de réception en préfecture
006-240600551-20201223-207-2020-DE
Date de télétransmission : 23/12/2020
Date de réception préfecture : 23/12/2020

6.3. Le bilan énergétique du patrimoine

→ *Bilan énergétique détaillé du patrimoine*

Usine de dépollution

	2015	2016	2017	2018	2019	N/N-1
STEP Roquebrune Cap Martin						
Energie relevée consommée (kWh)	2 065 057	2 099 653	2 083 817	2 036 322	2 042 667	1%

Poste de relèvement

	2015	2016	2017	2018	2019	N/N-1
PR-Pointe du cap						
Energie relevée consommée (kWh)	5 103	6 296	6 240	6 407	6 529	2%
Consommation spécifique (Wh/m3)	125	125	125	166	176	6%
Volume pompé (m3)	40 828	50 368	49 915	38 520	36 920	-4,2%
Temps de fonctionnement (h)	1 021	1 259	1 243	963	923	-4%
PR-Pont de l'Union						
Energie relevée consommée (kWh)	9 550	8 797	9 999	11 034	11 769	6%
Consommation spécifique (Wh/m3)	18	19	22	22	22	0%
Volume pompé (m3)	534 502	456 588	453 102	504 596	548 780	+8,7%
Temps de fonctionnement (h)	1 942	1 678	1 663	1 854	2386	+28%

Accusé de réception en préfecture
006-240600551-20201223-207-2020-DE
Date de télétransmission : 23/12/2020
Date de réception préfecture : 23/12/2020

6.4. Les engagements spécifiques au service

→ *Récupération de la TVA de la Collectivité*

Cet état sera remis à la collectivité sur demande.

→ *La couverture des risques*

Les attestations d'assurance relatives à la couverture des risques liés à notre activité de délégataire du service sont jointes ci-après.

Elles ont vocation à couvrir la responsabilité de Veolia Eau qui pourrait être engagée au titre de l'exploitation même du service qui lui est confiée par le contrat de délégation de service public.

Par ailleurs, la collectivité conserve de son côté la responsabilité liée à la propriété de ses ouvrages. En conséquence, il lui appartient de souscrire les polices d'assurance de nature à couvrir les risques liés à l'existence des ouvrages.

Accusé de réception en préfecture
006-240600551-20201223-207-2020-DE
Date de télétransmission : 23/12/2020
Date de réception préfecture : 23/12/2020



<i>Notre référence à rappeler dans toute correspondance :</i>	
N° ASSURE : F18746E N° CONTRAT : 1351.001/ 2 85834 N° SIREN : 572 025 526	
Pour tout renseignement contacter : SMA SA Grands Comptes Entreprises 8 rue Louis Armand CS 71201 75738 Paris Cedex 15 Tél. : 01.40.59.70.00 Fax : 01.40.59.70.57	VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX 21, rue La Boétie 75008 PARIS

Contrat d'assurance RESPONSABILITE DECENNALE OUVRAGES SOUMIS

Période de validité : du 01/01/2020 au 31/12/2020

SMA SA ci-après désigné l'assureur atteste que l'assuré désigné ci-dessus est titulaire d'un contrat d'assurance professionnelle RESPONSABILITE DECENNALE OUVRAGES SOUMIS souscrit par VEOLIA ENVIRONNEMENT SA numéro **F18746E 1351.001 / 2 85834** pour l'ensemble de ses filiales.

1- PERIMETRE DE LA GARANTIE DE RESPONSABILITE DECENNALE OBLIGATOIRE ET DE LA GARANTIE DE RESPONSABILITE DU SOUS-TRAITANT EN CAS DE DOMMAGES DE NATURE DECENNALE

Les garanties objets de la présente attestation s'appliquent :

- aux activités professionnelles suivantes : Entreprise, maître d'œuvre ou fabricant-vendeur dans tous domaines d'activités et notamment dans le domaine des Services d'eau et d'assainissement, de la gestion des déchets et de l'optimisation des services énergétiques :
 - o Conception, exécution, rénovation, réparation et entretien de réseaux,
 - o Pose et fourniture de canalisations (travaux sur voiries) et de matériaux sur voiries (tampons, plaques, grilles et caniveaux), travaux sur voiries divers,
 - o Reprise et création de réseaux VRD EU/EP/AEP, installations d'ouvrages de prétraitement d'assainissement / d'évacuation d'eaux usées (bacs à graisses, assainissement non collectif, poste de relevage, séparateurs à hydrocarbures, fosses de décantation et fosses de relevage, changement de colonnes, réseau, siphons, regards, ...)
 - o Conception et exécution de branchement sur conduites publiques,
 - o Fourniture et pose d'installations autonomes d'assainissement,
 - o Plomberie intérieure et extérieure bâtiment (EU/EP/AEP), y compris réalisation de travaux de chaudronnerie, tuyauterie et structures métalliques,

**SMA COURTAGE, DÉPARTEMENT COURTAGE DE SMA SA
SMA SA**

Société anonyme à directoire et conseil de surveillance
Entreprise régie par le code des assurances au capital
de 12 000 000 euros, RCS PARIS 332 789 296
8 rue Louis Armand CS 71201 - 75738 PARIS CEDEX 15

www.sma-courtage.com



Accusé de réception en préfecture
006-240600551-20201223-207-2020-DE
Date de télétransmission : 23/12/2020
Date de réception préfecture : 23/12/2020



- Entretien et installations techniques en aval des compteurs (eau, gaz, électricité),
- Stations de traitement d'eau, de forages et de captages,
- Réservoirs, et bassins de rétention,
- Eoliennes,
- Panneaux photovoltaïques, y compris en couverture (pose de capteurs solaires PV intégrés), production d'énergie accessoire à un ouvrage de construction par capteurs solaires,
- Réseaux de chaleur / chauffage urbain
- Réalisation de prises et de rejets d'eau avec des fondations dans l'eau
- Eclairage public et signalisations,
- Activités Spécifiques de gainages notamment des procédés « Anjou », « Phénix », « Intec assainissement » et « Intec immobilier » réalisés par les filiales TELEREP et SARP SUD OUEST.
- Maçonnerie, Plâtrerie, peinture, enduits extérieurs, enduits hydrauliques
- Fourniture / pose de poteaux et clôtures, accessoires en béton armé
- Travaux de rénovation, de réhabilitation, d'extension et de travaux neufs y compris dans le cadre de travaux de maintenance
- Ascenseurs, monte charges,
- Installations thermiques de génie climatique, VMC, d'aéraulique, conditionnement d'air à l'exclusion des techniques de géothermie
- Gestion technique Centralisée
- Electricité,
- Installation groupes électrogènes.
- Plomberie / installations sanitaires
- Isolation thermique et acoustique (calorifugeage, isolation thermique par l'extérieur, par soufflage).
- Menuiserie métallique, extérieures, menuiseries en bois
- Murs rideaux et façades industrielles
- Métallerie, serrurerie
- Fumisterie Ramonage (tubage)
- Détection incendie, intrusion
- Couverture / charpente bois,
- Ravalement de façades, protection des façades
- Calfeutrement de joint de construction
- Couverture zinguerie / carrelages et mosaïques
- Etanchéité de toitures.

SMA COURTAGE, DÉPARTEMENT COURTAGE DE SMA SA
SMA SA

Société anonyme à directoire et conseil de surveillance
Entreprise régie par le code des assurances au capital
de 12 000 000 euros, RCS PARIS 332 789 296
8 rue Louis Armand CS 71201 - 75738 PARIS CEDEX 15

www.sma-courtage.com



Accusé de réception en préfecture
006-240600551-20201223-207-2020-DE
Date de télétransmission : 23/12/2020
Date de réception préfecture : 23/12/2020



- Revêtements textiles et plastiques,
 - Ingénierie Bâtiment : Maitrise d'œuvre, études techniques TCE
 - Maîtrise d'œuvre ou coordination SSI en phase conception et réalisation,
 - MOE de désamiantage
 - Maitrise d'œuvre d'installations photovoltaïques (puissance <1,2 MWc)
 - Ingénierie Génie Civil : Etudes techniques Maçonnerie BA, VRD, sanitaires et fluides
 - Etudes techniques Vitrierie Miroiterie y compris façades aluminium
- aux travaux ayant fait l'objet d'une ouverture de chantier pendant la période de validité mentionnée ci-dessus. L'ouverture de chantier est définie à l'annexe I à l'article A 243-1 du code des assurances ;
- aux travaux réalisés en France Métropolitaine et dans les DROM ;
- aux chantiers dont le coût total de construction hors taxes tous corps d'état (honoraires compris), déclaré par le maître d'ouvrage, n'est pas supérieur à la somme de 30 000 000 €. Cette somme est illimitée en présence d'un contrat collectif de responsabilité décennale bénéficiant à l'assuré, comportant à son égard une franchise absolue au maximum de :
- 10 000 000 € par sinistre si l'assuré réalise des travaux incluant la structure ou le gros œuvre,
 - 6 000 000 € par sinistre si l'assuré réalise des travaux n'incluant pas la structure ou le gros œuvre,
 - 3 000 000 € par sinistre si l'assuré est concepteur, non réalisateur de travaux.
- aux travaux, produits et procédés de construction suivants :
- travaux de construction traditionnels, c'est-à-dire ceux réalisés avec des matériaux et des modes de construction éprouvés de longue date,
 - travaux de construction répondant à une norme homologuée (NF DTU ou NF EN), à des règles professionnelles acceptées par la C2P⁽¹⁾⁽³⁾, ou à des recommandations professionnelles du programme RAGE 2012 non mises en observation par la C2P⁽²⁾⁽³⁾,
 - travaux de construction conformes au CCTG et ses fascicules ou à un référentiel spécifique à la technique utilisée publiée par un organisme reconnu par la profession, dans le cadre de marchés de travaux publics,
 - procédés ou produits faisant l'objet au jour de la passation du marché :
 - d'un Agrément Technique Européen (ATE) en cours de validité ou d'une Evaluation Technique Européenne (ETE) bénéficiant d'un Document Technique d'Application (DTA), ou d'un Avis Technique (ATec), valides et non mis en observation par la C2P⁽³⁾,
 - d'une Appréciation Technique d'Expérimentation (ATEX) avec avis favorable,
 - d'un Pass'innovation « vert » en cours de validité.

(1) Les règles professionnelles acceptées par la C2P (Commission Prévention Produits mis en œuvre de par l'Agence Qualité Construction AQC) sont listées à l'annexe 2 de la publication semestrielle de la C2P

(2) Les recommandations professionnelles RAGE 2012 (Règles de l'Art Grenelle Environnement 2012) sont consultables sur le site internet du programme RAGE : www.reglesdelart-grenelle-environnement-2012.fr

(3) Les communiqués de la C2P sont accessibles sur le site de l'AQC www.qualiteconstruction.com

Dans le cas où les travaux réalisés ne répondent pas aux caractéristiques énoncées ci-dessus, l'assuré en informe l'assureur.

SMA COURTAGE, DÉPARTEMENT COURTAGE DE SMA SA
SMA SA

Société anonyme à directoire et conseil de surveillance
Entreprise régie par le code des assurances au capital
de 12 000 000 euros, RCS PARIS 332 789 296
8 rue Louis Armand CS 71201 - 75738 PARIS CEDEX 15

www.sma-courtage.com



Accusé de réception en préfecture
006-240600551-20201223-207-2020-DE
Date de télétransmission : 23/12/2020
Date de réception préfecture : 23/12/2020



2- ASSURANCE DE RESPONSABILITE DECENNALE OBLIGATOIRE

Nature de la garantie	Montant des garanties
Le contrat garantit la responsabilité décennale de l'assuré instaurée par les articles 1792 et suivants du code civil, dans le cadre et les limites prévus par les dispositions des articles L. 241-1 et L. 241-2 du code des assurances relatives à l'obligation d'assurance décennale, et pour des travaux de construction d'ouvrages qui y sont soumis, au regard de l'article L. 243-1-1 du même code. La garantie couvre les travaux de réparation, notamment en cas de remplacement des ouvrages, qui comprennent également les travaux de démolition, déblaiement, dépose ou démontage éventuellement nécessaires.	En Habitation : Le montant de la garantie couvre le coût des travaux de réparation des dommages à l'ouvrage.
	Hors Habitation: Le montant de la garantie couvre le coût des travaux de réparation des dommages à l'ouvrage dans la limite du coût total de construction déclaré par le maître d'ouvrage et sans pouvoir être supérieur au montant prévu au I de l'article R.243-3 du code des assurances.
	En présence d'un CCRD: Lorsqu'un Contrat Collectif de Responsabilité Décennale (CCRD) est souscrit au bénéfice de l'assuré, le montant de la garantie est égal au montant de la franchise absolue stipulée par ledit contrat collectif.
Garantie de bon fonctionnement des éléments d'équipement dissociables	Marché d'entreprise 1 000 000 € épuisable par année d'assurance
	Marché de maîtrise d'œuvre 350 000 € épuisable par année d'assurance
Durée et maintien des garanties : La garantie s'applique pour la durée de la responsabilité décennale pesant sur l'assuré en vertu des articles 1792 et suivants du code civil. Elle est maintenue dans tous les cas pour la même durée.	

La présente attestation ne peut engager l'assureur au-delà des clauses et conditions du contrat auquel elle se réfère.

3- GARANTIE DE RESPONSABILITE DU SOUS-TRAITANT EN CAS DE DOMMAGES DE NATURE DECENNALE

Le contrat garantit la responsabilité de l'assuré qui intervient en qualité de sous-traitant, en cas de dommages de nature décennale dans les conditions et limites posées par les articles 1792 et 1792.2 du Code civil, sur des ouvrages soumis à l'obligation d'assurance de responsabilité décennale. Cette garantie est accordée pour une durée ferme de dix ans à compter de la réception visée à l'article 1792-4-2 du Code civil.

SMA COURTAGE, DÉPARTEMENT COURTAGE DE SMA SA
SMA SA

Société anonyme à directoire et conseil de surveillance
Entreprise régie par le code des assurances au capital
de 12 000 000 euros, RCS PARIS 332 789 296
8 rue Louis Armand CS 71201 - 75738 PARIS CEDEX 15

www.sma-courtage.com



Accusé de réception en préfecture
006-240600551-20201223-207-2020-DE
Date de télétransmission : 23/12/2020
Date de réception préfecture : 23/12/2020



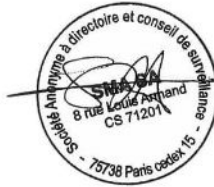
La garantie couvre les travaux de réparation, notamment en cas de remplacement des ouvrages, qui comprennent également les travaux de démolition, déblaiement, dépose ou démontage éventuellement nécessaires.

Le montant des garanties accordées reste celui prévu par L'ASSURANCE DE RESPONSABILITE DECENNALE OBLIGATOIRE.

La présente attestation ne peut engager l'assureur au-delà des clauses et conditions du contrat précité auquel elle se réfère.

Fait à PARIS
Le 20/12/2019

Le Président du Directoire
Par délégation



SMA COURTAGE, DÉPARTEMENT COURTAGE DE SMA SA
SMA SA

Société anonyme à directoire et conseil de surveillance
Entreprise régie par le code des assurances au capital
de 12 000 000 euros, RCS PARIS 332 789 296
8 rue Louis Armand CS 71201 - 75738 PARIS CEDEX 15

www.sma-courtage.com



Accusé de réception en préfecture
006-240600551-20201223-207-2020-DE
Date de télétransmission : 23/12/2020
Date de réception préfecture : 23/12/2020

ATTESTATION D'ASSURANCE

Nous soussignés, **GRAS SAVOYE**, société de courtage d'assurance, n° ORIAS 07 001 707, dont le siège est sis :

**Immeuble Quai 33- 33 quai de Dion-Bouton
92800 PUTEAUX**

agissant par délégation et pour le compte des assureurs

attestons que la société : **VEOLIA EAU – Compagnie Générale des Eaux
21 rue la Boétie
75008 PARIS**

est garantie par les polices, Dommages aux biens, Responsabilités, Pertes financières consécutives et Frais et Pertes annexes, de type « Tous Risques Sauf » Portant les numéros **2019/FR/PDBI/001** par **CODEVE Insurance Company DAC, Elm Park, Merrion Road, Dublin 4, Ireland** ; et d'autre part en excédent de la police émise par CODEVE, les numéros **XFR0065675PR** et **XFR0066375PR** émises par **AXA CORPORATE SOLUTIONS ASSURANCE**, Société Anonyme de droit Français, régie par le Code des Assurances, au capital de EUR 190.069.080, dont le siège social est situé 61 rue Mstislav Rostropovitch 75832 Paris Cedex 17, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 399 227 354.

*Ces contrats ont été souscrits par **VEOLIA ENVIRONNEMENT S.A.** agissant tant pour son compte que pour le compte de ses filiales, groupements, associations, sociétés civiles immobilières faisant partie du même groupe d'affaire, et notamment pour le compte de :*

VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX
21, rue La Boétie
75008 PARIS

Ces polices en ligne garantissent l'ensemble des biens mobiliers et immobiliers (en propriété ou en location), les risques locatifs, les recours des voisins et des tiers contre notamment les événements suivants :

Incendie – Explosions – Foudre – Bris de machines – Dommages électriques – Fumées – Dégâts des eaux – Tempêtes – Grêle (Dommages de grêle exclus sur le matériel roulant) – Accumulation de la neige sur les toitures – Vandalisme – Emeutes – Mouvements populaires – Malveillance – Chocs de véhicules terrestres – Chutes d'aéronefs et d'engins spatiaux – Vol – Evénements naturels – Catastrophes Naturelles en France, (art.L125-1 et suivants du code des Assurances), Actes de Terrorisme et Attentats en France, (art.L126-2 et L126-3 du code des Assurances).

et ce, aux clauses et conditions des contrats cités en référence ci-dessus.

La présente attestation est valable du **1er Janvier 2020** jusqu'au **31 Décembre 2020** sous réserve des possibilités de suspension et/ou résiliation de la police en cours d'année d'assurance pour les cas prévus par le contrat ou par le Code des Assurances.

CETTE ATTESTATION CONSTITUE UNE PRESOMPTION D'ASSURANCE ET NE SAURAIT ENGAGER L'ASSUREUR AU DELA DES LIMITES DU CONTRAT AUQUEL ELLE SE REFERE.

Fait à Puteaux, le 27/12/2019



Accusé de réception en préfecture
006-240600551-20201223-207-2020-DE
Date de télétransmission : 23/12/2020
Date de réception préfecture : 23/12/2020

Attestation d'Assurance - Risques Environnementaux

Nous soussignés, **Allianz Global Corporate & Specialty SE Succursale en France** - 1 cours Michelet - CS 30051 - 92076 Paris La Défense Cedex certifions par la présente que la société:

VEOLIA ENVIRONNEMENT
21, rue La Boétie
75008 PARIS
France

agissant tant pour son compte que pour celui de sa filiale :

VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX
21, rue La Boétie
75008 PARIS
France

est assurée auprès de notre compagnie par la police n° **FRL00218520** garantissant les conséquences pécuniaires des risques environnementaux pouvant lui incomber du fait de l'exploitation des sites assurés et des activités garanties par ce contrat.

Les garanties s'exercent dans le respect de la législation locale et à concurrence des montants ci-après qui s'entendent par sinistre et pour l'ensemble des sinistres imputés à la période d'assurance, sans pouvoir excéder **10 000 000 EUR** pour la période d'assurance :

GARANTIES DE BASE :

RESPONSABILITE CIVILE ATTEINTES A L'ENVIRONNEMENT :

Engagement annuel maximum de l'Assureur, toutes garanties confondues : **10 000 000 EUR**

Il est précisé que les montants indiqués ci-dessus s'entendent sans préjudice des autres sous-limitations telles que mentionnées au contrat et forment la limite des engagements de l'Assureur, quel que soit le nombre de personnes physiques ou morales bénéficiant de la qualité d'Assuré, pour l'ensemble des réclamations formulées au cours d'une même année d'assurance.

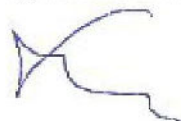
Période de la police du 01/01/2020 au 31/12/2020 inclus.

La présente attestation est valable pour la période du 01/01/2020 au 31/12/2020 inclus. Elle est délivrée pour servir et valoir ce que de droit et ne saurait engager la Compagnie au-delà des clauses et conditions du contrat auxquels elle se réfère.

Fait à Paris La Défense, le 12/11/2019

Pour la Compagnie,

Signature de l'assureur/ of the insurer :



Signature autorisée/ Authorised signatory :



Attestation d'Assurance

Nous soussignés, **Allianz Global Corporate & Specialty SE Succursale en France** - 1 cours Michelet - CS 30051 - 92076 Paris La Défense Cedex certifions par la présente que la société:

VEOLIA ENVIRONNEMENT
21, rue La Boétie
75008 PARIS
France

agissant tant pour son compte que pour celui de sa filiale :

VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX
21, rue La Boétie
75008 PARIS
France

est assurée auprès de notre compagnie par la police n° **FRL00218420** garantissant les conséquences pécuniaires de la Responsabilité Civile pouvant lui incomber dans l'exercice de ses activités.

La garantie s'exerce à concurrence des montants ci-après :

Responsabilité Civile Exploitation

Tous dommages confondus (corporels, matériels et immatériels consécutifs ou non) 10 000 000 EUR Par sinistre

Responsabilité Civile Après-Livraison, Après Réception et Responsabilité Civile Professionnelle

Tous dommages confondus (corporels, matériels et immatériels consécutifs ou non) 10 000 000 EUR Par année d'assurance

Il est précisé que les montants indiqués ci-dessus s'entendent sans préjudice des autres sous-limitations telles que mentionnées au contrat et forment la limite des engagements de l'Assureur, quel que soit le nombre de personnes physiques ou morales bénéficiant de la qualité d'assuré, pour l'ensemble des réclamations formulées au cours d'une même année d'assurance.

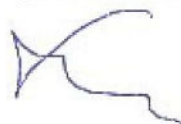
Période d'assurance du 01/01/2020 au 31/12/2020

La présente attestation est délivrée pour servir et valoir ce que de droit et ne saurait engager la Compagnie au-delà des clauses et conditions du contrat auquel elle se réfère.

Fait à Paris La Défense, le 05/11/2019

Pour la Compagnie,

Signature de l'assureur/ of the insurer :



Signature autorisée/ Authorised signatory :



6.5. Annexes financières

→ *Les modalités d'établissement du CARE*

Introduction générale

Le décret 2005-236, codifié aux articles R1411-7 et R1411-8 du Code Général des Collectivités Territoriales, a fourni des précisions sur les données devant figurer dans le Rapport Annuel du Délégué prévu à l'article L1411-3 du même CGCT, et en particulier sur le Compte Annuel de Résultat de l'Exploitation (CARE) de la délégation.

Le CARE établi au titre de 2019 respecte ces principes. La présente annexe fournit les informations relatives à ses modalités d'établissement.

Organisation de la Société au sein de la Région et de Veolia Eau France

L'organisation de la Société Veolia Eau - Compagnie Générale des Eaux au sein de la Région Méditerranée de Veolia Eau (groupe Veolia Eau - Compagnie Générale des Eaux) comprend différents niveaux opérationnels qui apportent quotidiennement leur contribution au bon fonctionnement des services publics de distribution d'eau potable et d'assainissement qui leur sont confiés.

La décentralisation et la mutualisation de l'activité aux niveaux adaptés représentent en effet un des principes majeurs d'organisation de Veolia Eau et de ses sociétés.

Par ailleurs, à l'écoute de ses clients et des consommateurs, Veolia Eau est convaincu que si l'eau est au cœur des grands défis du 21ème siècle, il convient aussi d'être très attentif à la quête grandissante de transparence, de proximité et d'implication des collectivités ainsi qu'à la recherche constante d'efficacité et de qualité.

L'organisation de Veolia Eau, construite depuis 2018 selon une logique « gLocale » dans le cadre du projet d'entreprise « Osons 20/20 », répond à ces enjeux. Elle permet à la fois de partager le meilleur de ce que peut apporter un grand groupe en matière de qualité, d'innovation, de solutions et d'investissements (« global ») ; mais aussi en s'appuyant sur 65 « Territoires », avec des moyens renforcés pour l'exploitation, toujours plus ancrés localement et avec un réel pouvoir de décision (« local »). 9 Régions viennent quant à elle assumer un rôle de coordination et de mutualisation au bénéfice des Territoires.

Au sein de cette organisation, et notamment pour accroître la qualité des services rendus à ses clients, la Société Veolia Eau - Compagnie Générale des Eaux a pris part à la démarche engagée par Veolia Eau visant à accroître la collaboration entre ses différentes sociétés.

Dans ce contexte, la Société est associée à d'autres sociétés du Groupe pour mettre en commun au sein d'un GIE national un certain nombre de fonctions supports (service clientèle, ressources humaines, bureau d'étude technique, service achats, expertises nationales...) ; étant précisé que cette mise en commun peut être organisée en tant que de besoin sur des périmètres plus restreints (au niveau d'une Région ou d'un Territoire par exemple).

Aujourd'hui, les exploitations de la Société bénéficient des interventions tant de ses moyens propres que des interventions du GIE national, au travers d'une organisation décentralisant, au niveau adapté, les différentes fonctions.

Accusé de réception en préfecture
006-240600551-20201223-207-2020-DE
Date de télétransmission : 23/12/2020
Date de réception préfecture : 23/12/2020

L'architecture comptable de la Société est le reflet de cette structure décentralisée et mutualisée. Elle permet de suivre aux niveaux adéquats les produits et les charges relevant d'une part de la Région (niveaux successifs de la Région, du Territoire, du Service Local), et d'autre part les charges de niveau national (contribution des services centraux).

En particulier, conformément aux principes du droit des sociétés, et à partir d'un suivi analytique commun à toutes les sociétés membres du GIE national, la Société facture à ce dernier le coût des moyens qu'elle met à sa disposition ; réciproquement, le GIE national lui facture le coût de ses prestations.

Le compte annuel de résultat de l'exploitation relatif à un contrat de délégation de service public, établi sous la responsabilité de la Société délégataire, regroupe l'ensemble des produits et des charges imputables à ce contrat, selon les règles exposées ci-dessous.

La présente annexe a pour objet de préciser les modalités de détermination de ces produits et de ces charges.

Faits Marquants

Comme évoqué précédemment, Veolia Eau a mis en œuvre à compter de 2018 une nouvelle organisation plus adaptée aux enjeux du secteur. Quelques actions complémentaires ont eu lieu en 2019 pour achever ce déploiement et, à ce titre, des coûts de restructuration, par nature exceptionnels, ont été engendrés et repartis entre les contrats de la Société.

1. Produits

Les produits inscrits dans le compte annuel de résultat de l'exploitation regroupent l'ensemble des produits d'exploitation hors TVA comptabilisés en application du contrat, y compris ceux des travaux attribués à titre exclusif.

En ce qui concerne les activités de distribution d'eau et d'assainissement, ces produits se fondent sur les volumes distribués de l'exercice, valorisés en prix de vente. A la clôture de l'exercice, une estimation s'appuyant sur les données de gestion est réalisée sur la part des produits non relevés et/ou facturés au cours du mois de décembre et comptabilisée. Les éventuels écarts avec les facturations sont comptabilisés dans les comptes de l'année suivante. Les dégrèvements comptabilisés (dont ceux consentis au titre de la loi dite « Warsmann » du 17 mai 2011 qui fait obligation à la Société d'accorder – dans certaines conditions - des dégrèvements aux usagers ayant enregistré des surconsommations d'eau et d'assainissement du fait de fuites sur leurs installations après compteur) sont quant à eux portés en minoration des produits d'exploitation de l'année où ils sont accordés.

S'agissant des produits des travaux attribués à titre exclusif, ils correspondent aux montants comptabilisés en application du principe de l'avancement.

Le détail des produits annexé au compte annuel du résultat de l'exploitation fournit une ventilation des produits entre les produits facturés au cours de l'exercice et ceux résultant de la variation de la part estimée des consommations.

Accusé de réception en préfecture 006-240600551-20201223-207-2020-DE Date de télétransmission : 23/12/2020 Date de réception préfecture : 23/12/2020

2. Charges

Les charges inscrites dans le compte annuel du résultat de l'exploitation englobent :

- ◆ les charges qui sont exclusivement imputables au contrat (charges directes § 2.1),
- ◆ la quote-part, imputable au contrat, des charges communes à plusieurs contrats (charges réparties § 2.2).

Le montant de ces charges résulte soit directement de dépenses inscrites en comptabilité soit de calculs à caractère économique (charges calculées § 2.1.2).

2.1. Charges exclusivement imputables au contrat

Ces charges comprennent :

- ◆ les dépenses courantes d'exploitation (cf 2.1.1),
- ◆ un certain nombre de charges calculées, selon des critères économiques, au titre des investissements (domaines privé et délégué) et de l'obligation contractuelle de renouvellement (cf 2.1.2). Pour être calculées, ces charges n'en sont pas moins identifiées contrat par contrat, en fonction de leurs opérations spécifiques,
- ◆ les charges correspondant aux produits perçus pour le compte des collectivités et d'autres organismes,
- ◆ les charges relatives aux travaux à titre exclusifs.

2.1.1. Dépenses courantes d'exploitation

Il s'agit des dépenses de personnel imputées directement, d'énergie électrique, d'achats d'eau, de produits de traitement, d'analyses, des redevances contractuelles et obligatoires, de la Contribution Foncière des Entreprises et de certains impôts locaux, etc.

En cours d'année, les imputations directes de dépenses de personnel opérationnel au contrat ou au chantier sont valorisées suivant un coût standard par catégorie d'agent qui intègre également une quote-part de frais « d'environnement » (véhicule, matériel et outillage, frais de déplacement, encadrement de proximité...). En fin d'année, l'écart entre le montant réel des dépenses engagées au niveau du Service Local dont dépendent les agents et le coût standard imputé fait l'objet d'une répartition au prorata des heures imputées sur les contrats du Service Local. Cet écart est ventilé selon sa nature sur trois rubriques des CARE (personnel, véhicules, autres charges).

Par ailleurs, la précision suivante est apportée sur la prise en compte de la fiscalité indirecte applicable aux consommations d'électricité. Depuis 1^{er} janvier 2016, la Taxe Intérieure sur la Consommation Finale d'Electricité (qui a alors absorbé la Contribution au Service Public de l'Electricité) est calculée comme une majoration du prix du KWH selon un barème fonction de l'électrointensivité de la Société au cours de l'année considérée. Ce taux applicable n'est donc pas nécessairement connu en début d'année et des régularisations peuvent donc avoir lieu au cours des exercices suivants.

Ces régularisations sont enregistrées dans les CARE lors de leur versement effectif. A ce titre, les CARE présentés au titre de 2019 peuvent comprendre des remboursements obtenus au titre de consommations d'électricité survenues en 2016, 2017 et 2018. Ces régularisations sont imputées au contrat selon les points de livraison de l'électricité consommée.

Accusé de réception en préfecture
006-240600551-20201223-207-2020-DE
Date de télétransmission : 23/12/2020
Date de réception préfecture : 23/12/2020

2.1.2. Charges calculées

Un certain nombre de charges doivent faire l'objet d'un calcul économique. Les éléments correspondants résultent de l'application du principe selon lequel : "Pour que les calculs des coûts et des résultats fournissent des valeurs correctes du point de vue économique...il peut être nécessaire en comptabilité analytique, de substituer à certaines charges calculées en comptabilité générale selon des critères fiscaux ou sociaux, les charges correspondantes calculées selon des critères techniques et économiques" (voir note 1 ci-après).

Ces charges concernent principalement les éléments suivants :

Charges relatives au renouvellement :

Les charges économiques calculées relatives au renouvellement sont présentées sous des rubriques distinctes en fonction des clauses contractuelles (y compris le cas échéant au sein d'un même contrat).

- Garantie pour continuité du service

Cette rubrique correspond à la situation dans laquelle le délégataire est tenu de prendre à sa charge et à ses risques et périls l'ensemble des dépenses d'entretien, de réparation et de renouvellement des ouvrages nécessaires à la continuité du service. Le délégataire se doit de les assurer à ses frais, sans que cela puisse donner lieu à ajustement (en plus ou en moins) de sa rémunération contractuelle.

La garantie pour continuité du service a pour objet de faire face aux charges que le délégataire aura à supporter en exécution de son obligation contractuelle, au titre des biens en jouissance temporaire (voir note 2 ci-après) dont il est estimé que le remplacement interviendra pendant la durée du contrat.

Afin de prendre en compte les caractéristiques économiques de cette obligation (voir note 3 ci-après), le montant de la garantie pour continuité du service s'appuie sur les dépenses de renouvellement lissées sur la durée de la période contractuelle en cours. Cette charge économique calculée est déterminée en additionnant :

- ◆ d'une part le montant, réactualisé à la fin de l'exercice considéré, des renouvellements déjà réalisés depuis le début de la période contractuelle en cours ;
- ◆ d'autre part le montant des renouvellements prévus jusqu'à la fin de cette période, tel qu'il résulte de l'inventaire quantitatif et qualitatif des biens du service à jour à la date d'établissement des comptes annuels du résultat de l'exploitation (fichier des installations en jouissance temporaire) ;

et en divisant le total ainsi obtenu par la durée de la période contractuelle en cours (voir note 4 ci-après).

Des lissages spécifiques sont effectués en cas de prolongation de contrat ou de prise en compte de nouvelles obligations en cours de contrat.

Ce calcul permet donc de réévaluer chaque année, en euros courants, la dépense que le délégataire risque de supporter, en moyenne annuelle sur la durée de la période contractuelle en cours, pour les renouvellements nécessaires à la continuité du service (renouvellement dit « fonctionnel » dont le délégataire doit couvrir tous les risques et périls dans le cadre de la rémunération qu'il perçoit).

Enfin, et pour tous les contrats prenant effet à compter du 1^{er} janvier 2015, la charge portée dans le CARE au titre d'une obligation contractuelle de type « garantie pour continuité de service » correspond désormais aux travaux réalisés dans l'exercice sans que ne soit plus effectué le lissage évoqué ci-dessus ; ce dernier ne concerne donc désormais que les contrats ayant pris effet antérieurement.

Accusé de réception en préfecture
006-240600551-20201223-207-2020-DE
Date de télétransmission : 23/12/2020
Date de réception préfecture : 23/12/2020

- Programme contractuel

Cette rubrique est renseignée lorsque la Société s'est contractuellement engagée à réaliser un programme prédéterminé de travaux de renouvellement selon les priorités que la Collectivité s'est fixée.

La charge économique portée dans le compte annuel de résultat de l'exploitation est alors calculée en additionnant :

- ◆ d'une part le montant, réactualisé à la fin de l'exercice considéré, des renouvellements déjà effectués depuis le début de la période contractuelle en cours (voir note 4 ci-après) ;
- ◆ d'autre part, le montant des renouvellements contractuels futurs jusqu'à la fin de cette même période ;

et en divisant le total ainsi obtenu par la durée de la période contractuelle en cours.

- Fonds contractuel de renouvellement

Cette rubrique est renseignée lorsque la Société est contractuellement tenue de prélever tous les ans sur ses produits un certain montant et de le consacrer aux dépenses de renouvellement dans le cadre d'un suivi pluriannuel spécifique. Un décompte contractuel délimitant les obligations des deux parties est alors établi. C'est le montant correspondant à la définition contractuelle qui est repris dans cette rubrique.

Charges relatives aux investissements :

Les investissements financés par le délégataire sont pris en compte dans le compte annuel du résultat de l'exploitation, sous forme de redevances permettant d'étaler leur coût financier total :

- ◆ pour les biens appartenant au délégataire (biens propres et en particulier les compteurs du domaine privé) : sur leur durée de vie économique puisqu'ils restent lui appartenir indépendamment de l'existence du contrat,
- ◆ pour les investissements contractuels (biens de retour) : sur la durée du contrat puisqu'ils ne servent au délégataire que pendant cette durée,
- ◆ avec, dans les deux cas, une progressivité prédéterminée et constante (+1,5 % par an) d'une année sur l'autre de la redevance attachée à un investissement donné.

Le montant de ces redevances résulte d'un calcul actuariel permettant de reconstituer, sur ces durées et en euros courants, le montant de l'investissement initial. S'agissant des compteurs, ce dernier comprend, depuis 2008, les frais de pose valorisés par l'application de critères opérationnels et qui ne sont donc en contrepartie plus compris dans les charges de l'exercice.

Le taux financier retenu se définit comme le taux de référence d'un financement par endettement en vigueur l'année de la réalisation de l'investissement (calculé à partir du Taux Moyen des Emprunts d'Etat majoré de 0,5% pour les investissements réalisés jusqu'au 31.12.2007 et de 1,0% pour les investissements réalisés depuis cette date compte tenu de l'évolution tendancielle du coût des emprunts souscrits par le Groupe VEOLIA ENVIRONNEMENT). Un calcul financier spécifique garantit la neutralité actuarielle de la progressivité annuelle de 1,5 % indiquée ci-dessus.

Toutefois, par dérogation avec ce qui précède, et pour tous les contrats prenant effet à compter du 1^{er} janvier 2015, la redevance peut reprendre le calcul arrêté entre les parties lors de la signature du contrat.

Enfin, et compte tenu de leur nature particulière, les biens immobiliers du domaine privé font l'objet d'un calcul spécifique comparable à l'approche retenue par les professionnels du secteur. Le montant de la redevance initiale attachée à un bien est pris égal à 7% du montant de l'investissement immobilier (terrain + constructions + agencements du domaine privé) puis est ajusté chaque année de l'évolution de l'indice de la construction. Les agencements pris à bail donnent lieu à un calcul similaire.

Accusé de réception en préfecture
006-240600551-20201223-207-2020-DE
Date de télétransmission : 23/12/2020
Date de réception préfecture : 23/12/2020

- Fonds contractuel

Cette rubrique est renseignée lorsque la Société est contractuellement tenue de consacrer tous les ans un certain montant à des dépenses d'investissements dans le cadre d'un suivi contractuel spécifique. Un décompte contractuel est alors tenu qui borne strictement les obligations des deux parties. C'est en pareil cas le montant correspondant à la définition contractuelle qui est reprise dans cette rubrique.

- Investissements du domaine privé

Hormis le parc de compteurs relevant du domaine privé du délégataire (avec une redevance portée sur la ligne « Charges relatives aux compteurs du domaine privé ») et quelques cas où Veolia Eau ou ses filiales sont propriétaires d'ouvrages de production (avec une redevance alors portée sur la ligne « Charges relatives aux investissements du domaine privé »), les redevances attachées aux biens du domaine privé sont portées sur les lignes correspondant à leur affectation (la redevance d'un camion cureur sera affectée sur la ligne « engins et véhicules », celle relative à un ordinateur à la ligne « informatique »...).

- Provisions pour investissements futurs

Les comptes annuels de résultat de l'exploitation peuvent tenir compte sous la forme de provisions pour investissements futurs de l'obligation du délégataire de financer des investissements qui ne seront réalisés qu'ultérieurement, sans que cela entraîne augmentation de la rémunération du délégataire lors de la réalisation de ces investissements. Le montant de la provision pouvant être constituée, correspond à l'étalement du coût financier total des investissements prévus.

2.1.3. Pertes sur créances irrécouvrables et contentieux recouvrement

Cette rubrique reprend essentiellement les pertes sur les créances devenues définitivement irrécouvrables, comptabilisées au cours de l'exercice. Celles-ci peuvent être enregistrées plusieurs années après l'émission des factures correspondantes compte tenu des délais notamment administratifs nécessaires à leur constatation définitive. Elle ne traduit par conséquent qu'avec un décalage dans le temps l'évolution des difficultés liées au recouvrement des créances.

2.1.4. Impôt sur les sociétés

L'impôt calculé correspond à celui qui serait dû par une entité autonome, en appliquant au résultat brut bénéficiaire, le taux en vigueur de l'impôt sur les sociétés.

Dans un souci de simplification, le taux normatif retenu en 2019 correspond au taux de l'impôt sur les sociétés applicable aux entreprises de plus de 250 M€ de CA (33,33 %), hors contribution sociale additionnelle de 3,3%, mais aussi sans tenir compte des taux de base plus faibles applicables à de plus petites sociétés ou encore à la première tranche de bénéfice imposable .

2.2. Charges réparties

Comme rappelé en préambule de la présente annexe, l'organisation de la Société repose sur un ensemble de niveaux de compétences en partie mutualisés au sein du GIE national.

Les charges communes d'exploitation à répartir proviennent donc de chacun de ces niveaux opérationnels.

Accusé de réception en préfecture
006-240600551-20201223-207-2020-DE
Date de télétransmission : 23/12/2020
Date de réception préfecture : 23/12/2020

2.2.1. Principe de répartition

Le principe de base est celui de la répartition des charges concernant un niveau organisationnel donné entre les diverses entités dépendant directement de ce niveau ou, dans certains cas, entre les seules entités au profit desquelles elles ont été engagées.

Ces charges (qui incluent les éventuelles charges de restructuration) proviennent de chaque niveau organisationnel de Veolia Eau intervenant au profit du contrat : services centraux, Régions, Territoires (et regroupements spécifiques de contrats le cas échéant).

Lorsque les prestations effectuées par le GIE national à un niveau donné bénéficient à plusieurs sociétés, les charges correspondantes sont refacturées par celui-ci aux sociétés concernées au prorata de la valeur ajoutée des contrats de ces sociétés rattachés à ce niveau.

Ensuite, la Société répartit dans ses comptes annuels de résultat de l'exploitation l'ensemble de ses charges communes telles qu'elles résultent de sa comptabilité sociale (après, donc, facturation des prestations du GIE national) selon le critère de la valeur ajoutée des contrats de l'exercice. Ce critère unique de répartition est déterminé par contrat, qu'il s'agisse d'un contrat de Délégation de Service Public (DSP) ou d'un contrat Hors Délégation de Service Public (HDSP). La valeur ajoutée se définit ici selon une approche simplifiée comme la différence entre le volume d'activité (produits) du contrat et la valeur des charges contractuelles et d'achats d'eau en gros imputées à son niveau. Les charges communes engagées à un niveau organisationnel donné sont réparties au prorata de la valeur ajoutée simplifiée des contrats rattachés à ce niveau organisationnel.

Par ailleurs, et dans certains cas, le GIE peut être amené à facturer des prestations à des Sociétés de Veolia Eau France dans le cadre de conventions spécifiques. Les montants facturés à ce titre viennent selon les cas de figure en diminution du montant global des frais à facturer entre sociétés comme évoqué ci-dessus et/ou à répartir entre les contrats au sein de la Société.

D'autre part, le projet d'entreprise « Osons 20/20 ! » comporte d'importantes ambitions en termes de relation consommateurs, avec la volonté de mettre celle-ci au cœur des opérations tout en modernisant les outils utilisés. Cette dynamique se traduit à la fois par la mise en place dans l'ensemble des Territoires de compétences consommateur de terrain tout en professionnalisant toujours davantage les processus de masse tels que facturation, encaissement, centre d'appels.

Ces dernières fonctions sont mutualisées au sein de 2 plateformes nationales:

- la plateforme Produits & Cash qui gère la facturation de masse, les encaissements, la relation et les échanges de données avec les prestataires de recouvrement, les reversements aux collectivités.
- La plateforme RC 360 qui gère les flux mails, courriers, appels téléphonique des consommateurs.

Le coût de ces plateformes intègre à l'origine différentes composantes : des coûts de personnel, des loyers, de la sous traitance... Dans une logique de simplification, le coût des plateformes répartie sur chaque contrat est en revanche regroupée pour être enregistrée sur la seule ligne « sous traitance » (indépendamment de la décomposition par nature de cette charge au sein des dites plateformes donc).

A noter toutefois que dans le contexte de poursuite de la montée en puissance de cette nouvelle organisation et des contraintes associées, le coût de ces plateformes a été réparti de la façon suivante : comme en 2018, une pré répartition du coût des plateformes vers les Territoires a été effectuée en tenant compte de l'organisation antérieure et sur la base de la valeur ajoutée simplifiée de 2018. La répartition entre les contrats s'est ensuite effectuée selon la clef de la valeur ajoutée simplifiée 2019 tel qu'exposé au paragraphe 2.2.

Accusé de réception en préfecture
006-240600551-20201223-207-2020-DE
Date de télétransmission : 23/12/2020
Date de réception préfecture : 23/12/2020

Les contrats comportant des achats d'eau supportent une quote part forfaitaire de «peines et soins » égale à 5% de ces achats d'eau qui est portée en minoration du montant global des frais à répartir entre les contrats.

Les charges indirectes sont donc ainsi réparties sur les contrats au profit desquelles elles ont été engagées.

Par ailleurs, et en tant que de besoin, les redevances (cf. § 2.1.2) calculées au titre des compteurs dont la Société a la propriété sont réparties entre les contrats concernés au prorata du nombre de compteurs desdits contrats.

2.2.2. Prise en compte des frais centraux

Après détermination de la quote-part des frais de services centraux imputable à l'activité Eau France, la quote-part des frais des services centraux engagée au titre de l'activité des Territoires a été facturée au GIE national à charge pour lui de la refacturer à ses membres selon les modalités décrites ci-dessus.

Au sein de la Société, la répartition des frais des services centraux s'effectue au prorata de la valeur ajoutée simplifiée des contrats.

2.3. Autres charges

2.3.1. Valorisation des travaux réalisés dans le cadre d'un contrat de délégation de service public (DSP)

Pour valoriser les travaux réalisés dans le cadre d'un contrat de DSP, une quote-part de frais de structure est calculée sur la dépense brute du chantier. Cette disposition est applicable à l'ensemble des catégories de travaux relatifs aux délégations de service public (travaux exclusifs, production immobilisée, travaux de renouvellement), hors frais de pose des compteurs. Par exception, la quote-part est réduite à la seule composante « frais généraux » si la prestation intellectuelle est comptabilisée séparément. De même, les taux forfaitaires de maîtrise d'œuvre et de gestion contractuelle des travaux ne sont pas automatiquement applicables aux opérations supérieures à 500 K€ ; ces prestations peuvent alors faire l'objet d'un calcul spécifique.

L'objectif de cette approche est de prendre en compte les différentes prestations intellectuelles associées réalisées en interne (maîtrise d'œuvre en phase projet et en phase chantier, gestion contractuelle imposée par le contrat DSP : suivi des programmes pluriannuels, planification annuelle des chantiers, reporting contractuel et réglementaire, mises à jour des inventaires,...).

La quote-part de frais ainsi attribuée aux différents chantiers est portée en diminution des charges indirectes réparties selon les règles exposées au § 2.2 (de même que la quote-part « frais généraux » affectée aux chantiers hors DSP sur la base de leurs dépenses brutes ou encore que la quote-part de 5% appliquée aux achats d'eau en gros).

2.3.2. Participation des salariés aux résultats de l'entreprise

Les charges de personnel indiquées dans les comptes annuels de résultat de l'exploitation comprennent la participation des salariés acquittée par la Société en 2019 au titre de l'exercice 2018.

Accusé de réception en préfecture
006-240600551-20201223-207-2020-DE
Date de télétransmission : 23/12/2020
Date de réception préfecture : 23/12/2020

2.4. Autres informations

Lorsque la Société a enregistré dans sa comptabilité une charge initialement engagée par le GIE national ou un de ses membres dans le cadre de la mutualisation de moyens, cette charge est mentionnée dans le compte annuel de résultat de l'exploitation selon sa nature et son coût d'origine, et non pas en sous-traitance. Cette règle ne trouve en revanche pas à s'appliquer pour les sociétés du Groupe qui, telles les sociétés d'expertise, ne sont pas membres du GIE national.

Enfin, au-delà des charges économiques calculées présentées ci-dessus et substituées aux charges enregistrées en comptabilité générale, la Société a privilégié, pour la présentation de ses comptes annuels de résultat de l'exploitation, une approche selon laquelle les risques liés à l'exploitation – et notamment les risques sur créances impayées mentionnées au paragraphe 2.1.3, qui donnent lieu à la constatation de provisions pour risques et charges ou pour dépréciation en comptabilité générale, sont pris en compte pour leur montant définitif au moment de leur concrétisation. Les dotations et reprises de provisions relatives à ces risques ou dépréciation en sont donc exclues (à l'exception des dotations et reprises pour investissements futurs évoquées ci-dessus).

Lorsqu'un contrat bénéficie d'un apport d'eau en provenance d'un autre contrat de la société, le compte annuel de résultat de l'exploitation reprend les écritures enregistrées en comptabilité analytique, à savoir :

- ◆ inscription dans les produits du contrat « vendeur » de la vente d'eau réalisée,
- ◆ inscription dans les charges du contrat « acheteur » de l'achat d'eau réalisé.

Notes :

1. *Texte issu de l'ancien Plan Comptable Général de 1983, et dont la refonte opérée en 1999 ne traite plus des aspects relatifs à la comptabilité analytique.*
2. *C'est-à-dire les biens indispensables au fonctionnement du service public qui seront remis obligatoirement à la collectivité délégante, en fin de contrat.*
3. *L'obligation de renouvellement est valorisée dans la garantie lorsque les deux conditions suivantes sont réunies:*
 - *le bien doit faire partie d'une famille technique dont le renouvellement incombe contractuellement au délégataire,*
 - *la date de renouvellement passée ou prévisionnelle entre dans l'horizon de la période contractuelle en cours.*
4. *Compte tenu des informations disponibles, pour les périodes contractuelles ayant débuté avant 1990, le montant de la garantie de renouvellement est calculé selon le même principe d'étalement linéaire, en considérant que le point de départ de ces périodes se situe au 1er janvier 1990.*

→ Avis des commissaires aux comptes

La Société a demandé à l'un des Co-Commissaires aux Comptes de Veolia d'établir un avis sur la procédure d'établissement de ses CARE. Une copie de cet avis est disponible sur simple demande de la Collectivité.

Accusé de réception en préfecture 006-240600551-20201223-207-2020-DE Date de télétransmission : 23/12/2020 Date de réception préfecture : 23/12/2020

6.6. Reconnaissance et certification de service

Veolia Eau est depuis de nombreuses années engagé dans des démarches de certification. En 2015, les systèmes de management de la qualité et de l'environnement existants ont été fédérés sous la gouvernance du siège et complétés par un système de management de l'énergie.

Les activités certifiées sont la collecte et le traitement des eaux usées, la production et la distribution d'eau potable et l'accueil et le service aux consommateurs.

Cette triple certification ISO 9001, ISO 14001 et ISO 50001 délivrée par Afnor Certification en novembre 2015 valide, via un tiers indépendant, l'efficacité des méthodes et des outils mis en place et l'engagement d'amélioration continue de l'entreprise. Cette démarche s'inscrit dans le cadre élargi de la politique de l'Eau France qui comprend des objectifs forts en matière de santé et de sécurité au travail.

Notre certification ISO 50001 valide nos démarches d'amélioration de l'efficacité énergétique des installations confiées par nos clients. Elle est reconnue par l'Administration dans le cadre des textes d'application de la directive 2012/27/UE (loi DDADUE) (*)



Certificat
Certificate

N° 2015/69288.4

Page 1 / 6

AFNOR Certification certifie que le système de management mis en place par :
AFNOR Certification certifies that the management system implemented by:

VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX

pour les activités suivantes :
for the following activities:

PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'EAU POTABLE ET D'EAU DE PROCESS.
COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USEES.
ACCUEIL ET SERVICE AUX CONSOMMATEURS.

DRINKING WATER AND PROCESS WATER PRODUCTION AND DISTRIBUTION.
WASTEWATER COLLECTION AND TREATMENT.
CUSTOMER SERVICE.

a été évalué et jugé conforme aux exigences requises par :
has been assessed and found to meet the requirements of:

ISO 50001 : 2011

et est déployé sur les sites suivants :
and is developed on the following locations:

Adresse N° SIREN
Siège : 21 RUE LA BOETIE FR-75008 PARIS 572025526

Liste des sites certifiés en pages suivantes / List of certified locations on the following pages

(L'ensemble des activités de l'entreprise sur le(s) site(s) donné(s) est couvert par la certification)
(The scope of certification covers all activities carried out on the above-mentioned location(s))

Ce certificat est valable à compter du (année/mois/jour)
This certificate is valid from (year/month/day)

2018-11-11

Jusqu'au
until

2021-08-20

Ce document est signé électroniquement. Il constitue un original électronique à valeur probante.
This document is electronically signed. It stands for an electronic original with probatory value.

Franck LEBEUGLE
Directeur Général d'AFNOR Certification
Managing Director of AFNOR Certification



Flashez ce QR Code
pour vérifier la validité
du certificat

11 rue Francis de Pressensé - 93571 La Plaine Saint-Denis Cedex - France - T. +33 (0)1 41 82 80 00 - F. +33 (0)1 49 17 90 00
SAS au capital de 16 187 000 € - 476 076 002 RCS Boulogne - www.afnor.org

afnor
CERTIFICATION

Accusé de réception en préfecture
006-240600551-20201223-207-2020-DE
Date de télétransmission : 23/12/2020
Date de réception préfecture : 23/12/2020



Certificat

Certificate

N° 2015/69287.5

Page 1 / 6

AFNOR Certification certifie que le système de management mis en place par :
AFNOR Certification certifies that the management system implemented by:

VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX

pour les activités suivantes :
for the following activities:

PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'EAU POTABLE & D'EAU DE PROCESS.
COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USEES.
ACCUEIL ET SERVICE AUX CONSOMMATEURS.

DRINKING WATER & PROCESS WATER PRODUCTION AND DISTRIBUTION.
WASTEWATER COLLECTION AND TREATMENT.
CUSTOMER SERVICE.

a été évalué et jugé conforme aux exigences requises par :
has been assessed and found to meet the requirements of:

ISO 9001 : 2015

et est déployé sur les sites suivants :
and is developed on the following locations:

Siège : 21 RUE LA BOETIE FR-75008 PARIS

Lista complémentaire des sites certifiés en annexes / Complementary list of certified locations on appendix

Ce certificat est valable à compter du (année/mois/jour)
This certificate is valid from (year/month/day)

2018-11-10

Jusqu'au
Until

2021-11-09

Ce document est signé électroniquement. Il constitue un original électronique à valeur probatoire.
This document is electronically signed. It stands for an electronic original with probatory value.

Franck LEBEUGLE
Directeur Général d'AFNOR Certification
Managing Director of AFNOR Certification



Flashez ce QR
Code pour vérifier la
validité du certificat

Read the official electronic certificate on <https://afnor.org> but for an original valid on the certification of registration. The electronic certificate only available on <https://afnor.org>
afnor is not liable for the company or other. AFNOR Certification n° 003. Certification de Systèmes de Management. Pratices déclarées sur <https://afnor.org>.
AFNOR Certification n° 003. Management System Certification. Pratices déclarées sur <https://afnor.org>.
afnor is not responsible. AFNOR is a registered trademark. CERTIF 10001/11/11/11

11 rue Francis de Pressensé - 93571 La Plaine Saint-Denis Cedex - France - T. +33 (0)1 41 82 80 00 - F. +33 (0)1 49 17 90 00
SAS au capital de 18 187 000 € - 479 076 002 RCS Bobigny - www.afnor.org

afnor
CERTIFICATION

Accusé de réception en préfecture
006-240600551-20201223-207-2020-DE
Date de télétransmission : 23/12/2020
Date de réception préfecture : 23/12/2020



Certificat

Certificate

N° 2015/69286.5

Page 1 / 6

AFNOR Certification certifie que le système de management mis en place par :
AFNOR Certification certifies that the management system implemented by:

VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX

pour les activités suivantes :
for the following activities:

PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'EAU POTABLE & D'EAU DE PROCESS.
COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USEES.
ACCUEIL ET SERVICE AUX CONSOMMATEURS.

DRINKING WATER & PROCESS WATER PRODUCTION AND DISTRIBUTION.
WASTEWATER COLLECTION AND TREATMENT.
CUSTOMER SERVICE.

a été évalué et jugé conforme aux exigences requises par :
has been assessed and found to meet the requirements of:

ISO 14001 : 2015

et est déployé sur les sites suivants :
and is developed on the following locations:

Siège : 21 RUE LA BOETIE FR-75008 PARIS

Liste complémentaire des sites certifiés en annexe / Complementary list of certified locations on appendix

Ce certificat est valable à compter du (année/mois/jour)
This certificate is valid from (year/month/day)

2018-11-10

Jusqu'au
Until

2021-11-09

Ce document est signé électroniquement. Il constitue un original électronique à valeur probatoire.
This document is electronically signed. It serves for an electronic original with probatory value.

Franck LEBEUGLE
Directeur Général d'AFNOR Certification
Managing Director of AFNOR Certification



Flashez ce QR
Code pour vérifier la
validité du certificat

Plus le certificat électronique consultable sur <https://afnor.org>, tel tel en temps réel de la certification de l'organisme. The electronic certificate only, available at <https://afnor.org>, allows to see the real time compliance of the certified organization with the certification of the management system. Please refer to <https://afnor.org>.
AFNOR est une marque déposée. AFNOR is a registered trademark. ©2017 AFNOR Certification

11 rue Francis de Pressensé - 93571 La Plaine Saint-Denis Cedex - France - T. +33 (0)1 41 82 80 00 - F. +33 (0)1 40 17 80 00
SAS au capital de 16 187 000 € - 479 076 002 RCS Bobigny - www.afnor.org

afnor
CERTIFICATION

(*) La directive 2012/27/UE instaure un audit énergétique obligatoire dans les grandes entreprises, obligation reprise par la loi DDADUE. Certifiées ISO 50001, ces entreprises sont exemptées de cette obligation et peuvent valoriser leurs actions d'économies d'énergie grâce à la bonification des CEE.

Accusé de réception en préfecture
006-240600551-20201223-207-2020-DE
Date de télétransmission : 23/12/2020
Date de réception préfecture : 23/12/2020

6.7. Actualité réglementaire 2019

Certains textes présentés ci-dessous ont un impact contractuel. Veolia se tient à disposition pour vous aider dans la mise en œuvre de ces textes et évaluer leurs conséquences pour votre service.

Services publics locaux

→ *Loi Engagement et Proximité et transfert de compétences*

La loi 2019-1461 du 27 décembre 2019, complétée par une note ministérielle d'information du 29 décembre 2019, modifie certaines modalités de transfert des compétences « eau » et « assainissement » introduites par la loi NOTRe du mois d'août 2015. Ces modifications portent essentiellement sur deux éléments du dispositif :

- L'exercice de la "minorité de blocage" prévu par la loi 2018-702 du 3 août 2018 permettant dans certaines conditions un report au 1er janvier 2026 du transfert obligatoire des compétences « eau » et « assainissement » aux communautés de communes, qui prenait fin initialement au 1er juillet 2019 a été repoussé au 1er janvier 2020.
- Un mécanisme à la carte de "délégation de compétence" est instauré par la loi. Une communauté de communes ou une communauté d'agglomération peut déléguer par convention à l'une de ses communes membres, tout ou partie, de sa compétence eau potable, assainissement ou gestion des eaux pluviales urbaines. En cas de demande de délégation par une commune, le conseil communautaire dispose d'un délai de 3 mois pour statuer et doit motiver tout refus éventuel. Le contenu de la convention est fixé par la loi.

Enfin, les syndicats compétents en matière d'eau, d'assainissement et de gestion des eaux pluviales urbaines, inclus en totalité dans le périmètre d'une communauté d'agglomérations ou communauté de communes, dits "syndicats infracommunautaires" et existant au 1er janvier 2019, sont maintenus pendant une durée de 6 mois suivant la prise de compétence de la communauté d'agglomération ou communauté de communes.

→ *Commande publique*

Une série de 23 arrêtés et 5 avis sont parus en date du 22 mars 2019 portant diverses modifications mineures du code de la commande publique. Bon nombre de ces dispositions concerne le déroulement formel d'une procédure, notamment, l'accès aux documents de la consultation, les modalités d'ouverture de la copie de sauvegarde ou encore l'envoi d'un accusé de réception électronique.

Le 30 octobre 2019 la Commission Européenne a modifié les seuils applicables aux concessions et aux marchés publics de fournitures, services et travaux qui sont passés respectivement de 5 548 000€ à 5 350 000€ et de 443 000€ à 428 000€.

En fin d'année, le décret 2019-1344 du 12 décembre 2019 a porté à effet du 1er janvier 2020 de 25 000€ à 40 000€ le seuil à compter duquel les acheteurs publics doivent procéder à une mise en concurrence des marchés publics et contrats de concessions.

De même le décret 2019-1375 du 17 décembre 2019 a porté de 209 000€ à 214 000€ le montant des marchés publics devant être présentés au contrôle de légalité, et ceci pour les marchés dont la procédure a été lancée à compter du 2 janvier 2020.

Accusé de réception en préfecture
006-240600551-20201223-207-2020-DE
Date de télétransmission : 23/12/2020
Date de réception préfecture : 23/12/2020

→ *Facturation électronique*

La loi 2019-486 du 22 mai 2019 dite "loi PACTE" modifie quelques dispositions du code de la commande publique mais aussi du code de la consommation principalement en matière de traçabilité de la facturation électronique. Un décret 2019-748 du 18 juillet 2019 apporte des précisions complémentaires.

→ *ICPE / IOTA / Evaluation environnementale*

L'arrêté du 28 mars 2019 (JO du 14 juin 2019) fixe le nouveau formulaire de demande d'autorisation environnementale. Ce formulaire (CERFA n° 15964*01) a été publié plus de deux ans après l'entrée en vigueur du dispositif. Dans le document Cerfa, on notera notamment :

- l'emploi de l'acronyme AIOT (activités, installations, ouvrages ou travaux), résultant de la volonté de regrouper les ICPE et les IOTA ;
- dans le cadre de la nature de l'objet de la demande, la distinction entre le nouveau projet d'AIOT et l'extension/modification substantielle.

Le décret n° 2029-1352 du 12 décembre 2019 simplifie la procédure d'instruction des demandes d'autorisation environnementale notamment sur la dématérialisation des dossiers de demande d'autorisation et la suppression de certaines consultations jusqu'ici obligatoires.

→ *Amiante*

Un arrêté interministériel en date du 1^{er} octobre 2019 (JO du 20 octobre 2019) définit les compétences des laboratoires pour procéder aux analyses des échantillons de matériaux et de produits susceptibles de contenir de l'amiante. Cet arrêté s'inscrit dans le cadre du repérage de l'amiante avant travaux qui rend obligatoire le recours à des laboratoires, accrédités par le Comité français d'accréditation (Cofrac), pour analyser les prélèvements réalisés par les opérateurs réalisant le repérage de l'amiante.

→ *Travaux à proximité des réseaux*

Une décision du 2 décembre 2019 (JO du 8 décembre 2019) porte approbation des mises à jour du fascicule 1 « dispositions générales » et du fascicule 3 « formulaires et autres documents pratiques » du guide d'application de la réglementation anti-endommagement. Cette mise à jour du guide technique d'application fait suite aux évolutions réglementaires intervenues fin 2018.

Dans la continuité des évolutions réglementaires intervenues fin 2018, trois arrêtés sont venus préciser les conditions de délivrance de l'Autorisation d'Intervention à Proximité des Réseaux (AIPR). Deux arrêtés du 15 janvier 2019 (JO du 28 février 2019) et l'arrêté du 29 avril 2019 (JO du 25 juillet 2019) fixent la liste des compétences et diplômes professionnels délivrés par les ministres chargés de l'éducation et de l'enseignement supérieur permettant la délivrance de l'AIPR par l'employeur.

L'arrêté du 5 novembre 2019 (JO du 24 novembre 2019) fixe, pour l'année 2019, le barème hors taxes des redevances prévues à l'article L. 554-2-1 du code de l'environnement au titre du financement, par les exploitants des réseaux enterrés, du « Guichet Unique » administré par l'Inéris. Ce téléservice (www.reseaux-et-canalisation.gouv.fr) référence les réseaux de transport et de distribution en vue de prévenir leur endommagement lors de travaux.

→ *Prévention des maladies vectorielles transmises par les insectes*

La prévention des maladies vectorielles transmises par les insectes est une préoccupation croissante des autorités de santé.

- Le décret 2019-258 du 29 mars 2019 précise les modalités de mise en œuvre des missions de surveillance et d'intervention autour des nouvelles implantations de moustiques et des cas suspects confiées aux agences régionales de santé pour prévenir les épidémies de maladies vectorielles, ainsi que d'autres mesures de prévention et d'information. Au titre des mesures de prévention, ce décret

Accusé de réception en préfecture
006-240600551-20201223-207-2020-DE
Date de télétransmission : 23/12/2020
Date de réception préfecture : 23/12/2020

mentionne l'article L2213-31 du Code Général des Collectivités Territoriales qui permet au maire de prescrire aux propriétaires de terrains bâtis ou non bâtis, les mesures nécessaires pour lutter, contre l'insalubrité que constitue le développement des insectes vecteurs dans les zones urbanisées. Les zones de stagnation de l'eau y sont identifiées comme des « points à risque ».

- Un premier arrêté du 23 juillet 2019 (JO du 26 juillet 2019) inscrit la totalité des 101 départements français sur la liste des départements où est constatée l'existence de conditions entraînant le développement ou un risque de développement d'arboviroses transmises par les moustiques et constituant une menace pour la santé de la population.
- Un second arrêté du 23 juillet 2019 (JO du 28 juillet 2019) précise les modalités de mise en œuvre des missions de surveillance entomologique (c-à-d, des insectes), d'intervention autour des détections et de prospection, de traitement et travaux autour des lieux fréquentés par les cas humains de maladies transmises par les moustiques vecteurs.

Service public de l'assainissement

→ Facture d'eau et d'assainissement

Le décret 2019-1356 du 13 décembre 2019 modifie la taxe perçue jusque là par Voies Navigables de France (VNF) auprès des titulaires d'ouvrages hydrauliques pour la prise d'eau en une redevance de prise et de rejet d'eau. Cette redevance est dorénavant due tant pour le prélèvement que pour l'évacuation des volumes d'eau. Une contre-valeur de la redevance sera répercutée sur chaque abonné des services d'eau et maintenant d'assainissement. Cette redevance dont le montant sera fixée par VNF est applicable à l'exercice 2019.

→ Economie circulaire, production de biogaz et raccordement

Deux arrêtés et un décret ont précisés les conditions technico-économiques de raccordement des installations de production de biogaz au réseau de transport et de distribution du gaz naturel.

- L'arrêté du 10 janvier 2019 (JO du 12 janvier 2019) précise le niveau de prise en charge des coûts de raccordement aux réseaux de transport de gaz naturel des installations de production de biogaz, en application de l'article L. 452-1 du code de l'énergie. Les coûts de raccordement s'entendent des coûts du branchement et des coûts du poste d'injection. Le taux de prise en charge est le même que celui applicable au raccordement aux réseaux de distribution, qui avait été fixé par l'arrêté du 30 novembre 2017.
- Le décret 2019-665 du 28 juin 2019 définit les conditions et limites permettant de s'assurer de la pertinence technico-économique des investissements de renforcement des réseaux de gaz nécessaires pour permettre l'injection de biogaz dans les réseaux et précise les modalités de répartition du coût de ces investissements entre les gestionnaires des réseaux et les producteurs de biogaz.
- Un arrêté également en date du 28 juin 2019 (JO du 29 juin) vient préciser les paramètres utilisés pour s'assurer de la pertinence technico-économique des investissements de renforcement des réseaux de gaz nécessaires à l'injection de biogaz dans les réseaux.

→ Installations d'incinération des déchets

Prise dans le cadre de la Directive européenne dite « IED » (directive 2010/75/UE relative aux émissions industrielles), la Décision d'Exécution 2019/2010 de la Commission Européenne du 12 novembre 2019 (publiée le 3 décembre 2019) établit les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) pour l'incinération des déchets. Ces conclusions résultent de la révision du document de référence sur les MTD applicables à ce secteur qui datait d'août 2006. Ces conclusions sur les MTD servent de références contraignantes pour la fixation des valeurs limites d'émission (VLE) applicables aux installations concernées.

Accusé de réception en préfecture
006-240600551-20201223-207-2020-DE
Date de télétransmission : 23/12/2020
Date de réception préfecture : 23/12/2020

La mise en conformité des installations avec les nouvelles dispositions doit être assurée dans un délai de quatre ans à compter de la publication.

→ **Expérimentation d'une méthode d'analyse de la DBO**

L'arrêté du 25 septembre 2019 (JO du 4 octobre 2019) modifie l'arrêté du 10 août 2017 relatif à l'expérimentation d'une méthode de détermination de la demande biochimique en oxygène (DBO) par mesure fluorimétrique de la respiration bactérienne dans les stations de traitement des eaux usées urbaines. Ce nouvel arrêté prolonge de deux ans la durée initialement prévue de l'expérimentation et étend celle-ci à toute la France.

→ **Equipements sous pression**

Par une décision mise en ligne le 28 février 2019, la Direction Générale de la Prévention des Risques approuve le guide relatif aux « Inspections réglementaires des équipements sous pression revêtus extérieurement et/ou intérieurement », établi par l'Association pour la qualité des appareils à pression, Ce guide encadre l'application de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 relatif au suivi en service des équipements sous pression et des récipients à pression simples.

Assainissement, Biodiversité et Qualité des milieux

→ **Zones vulnérables et zones sensibles**

Deux arrêtés du 20 février 2019 publiés respectivement aux JO du 23 et 27 février 2019 précisent les actions renforcées à mettre en œuvre dans les zones vulnérables en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ainsi que le contenu du bilan, réalisé par le préfet de région, de la mise en œuvre du dispositif qui réduit la pression d'épandage d'azote de toutes origines de chaque exploitation ou élevage en cas de dépassement de la valeur de référence dans le cadre du dispositif de surveillance de l'azote.

Dans une note technique du 6 juin 2019 (mise en ligne le 10 juin 2019) à destination des Préfets coordonnateurs de bassin, de région et de département, le ministère de la Transition écologique et solidaire incite à la mise à jour rapide des zones sensibles à l'eutrophisation, où le traitement des stations d'épuration doit être renforcé pour limiter les rejets de phosphore et d'azote dans le milieu. Il précise également certaines modalités de calendrier ainsi que les principes à retenir pour le classement de ces zones.

6.8. Glossaire

Le présent glossaire est établi sur la base des définitions de l'arrêté du 2 mai 2007 et de la circulaire n°12/DE du 28 avril 2008 et de compléments jugés utiles à la compréhension du document.

Abonnement :

L'abonnement désigne le contrat qui lie l'abonné à l'opérateur pour la prestation du service de l'eau ou de l'assainissement conformément au règlement du service. Il y a un abonnement pour chaque point d'accès au service (point de livraison d'eau potable ou de collecte des effluents qui dessert l'abonné, ou installation d'assainissement non collectif).

Assiette de la redevance d'assainissement :

Volume total facturé aux usagers du service.

Arrêté d'autorisation de déversement :

Arrêté autorisant le déversement signé par la collectivité compétente en matière de collecte des eaux usées au lieu où sont rejetés les effluents du bénéficiaire de l'arrêté.

Bilans disponibles :

Sur une usine de dépollution, les bilans disponibles sont les bilans 24h réalisés, exception faite des bilans inutilisables.

Capacité épuratoire :

Capacité de traitement des ouvrages d'épuration donnée par le constructeur. Elle s'exprime en capacité épuratoire (kg de DBO5/jour) et en capacité hydraulique (m³/jour) ou en équivalent-habitants.

Certification ISO 14001 :

Cette norme concerne le système de management environnemental. La certification s'applique aux aspects environnementaux que Veolia Eau peut maîtriser et sur lesquels il est censé avoir une influence. Le système vise à réduire les impacts liés à nos produits, activités et services sur l'environnement et à mettre en place des moyens de prévention des pollutions, en s'intéressant à la fois aux ressources et aux sous-produits du traitement dans le respect de la législation en vigueur et la perspective d'une amélioration continue.

Certification ISO 9001 :

Cette norme concerne le système de management de la qualité. La certification ISO 9001 traduit l'engagement de Veolia Eau à satisfaire les attentes de ses clients par la qualité des produits et des services proposés et l'amélioration continue de ses performances.

Certification ISO 50001 :

Cette norme concerne le système de management de l'énergie. Ce système traduit l'engagement de Veolia eau à analyser ses usages et ses consommations énergétiques pour privilégier la performance énergétique dans le respect de la législation en vigueur et la perspective d'une amélioration continue.

Certification OHSAS 18001 :

Cette norme concerne le système de management de la santé et de la sécurité au travail.

Consommateur – abonné (client) :

Le consommateur abonné est une personne physique ou morale ayant souscrit un ou plusieurs abonnements auprès de l'opérateur du service public (par exemple service de l'eau, de l'assainissement, etc..). Il est par définition desservi par l'opérateur. Il peut être titulaire de plusieurs abonnements, en des lieux géographiques distincts appelés points de service et donc avoir plusieurs points de service. Pour distinguer les services, on distingue les consommateurs eau, les consommateurs assainissement collectif et les consommateurs assainissement non collectif. Il perd sa qualité de consommateur abonné à un point de service donné lorsque le service n'est plus délivré à ce point de service, de façon définitive, quelle que soit

Accusé de réception en préfecture
006-240600551-20201223-207-2020-DE
Date de télétransmission : 23/12/2020
Date de réception préfecture : 23/12/2020

sa situation vis-à-vis de la facturation (il n'est plus desservi, mais son compte peut ne pas encore être soldé). Pour Veolia, un consommateur abonné correspond à un abonnement : le nombre de consommateurs abonnés est égal au nombre d'abonnements.

Conformité de la collecte des effluents aux prescriptions nationales issues de la Directive sur les Eaux Résiduaires Urbaines (DERU - 1991) [P203.3] :

Cet indicateur permet d'évaluer la conformité du réseau de collecte d'un service d'assainissement, au regard des dispositions réglementaires issues de la DERU.

En attente de la publication de la fiche indicateur sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : <http://services.eaufrance.fr/>

Conformité des équipements d'épuration aux prescriptions nationales issues de la de la Directive sur les Eaux Résiduaires Urbaines (DERU - 1991) [P204.3] :

Cet indicateur permet d'évaluer la conformité des équipements de l'ensemble des stations d'épuration d'un service d'assainissement, au regard des dispositions réglementaires issues de la DERU.

En attente de la publication de la fiche indicateur sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : <http://services.eaufrance.fr/>

Conformité de la performance des ouvrages d'épuration du service aux prescriptions nationales issues de la de la Directive sur les Eaux Résiduaires Urbaines (DERU - 1991) [P205.3] :

Cet indicateur permet d'évaluer la conformité de la performance de l'ensemble des stations d'épuration d'un service d'assainissement, au regard des dispositions réglementaires issues de la DERU.

En attente de la publication de la fiche indicateur sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : <http://services.eaufrance.fr/>

Conformité des performances des équipements d'épuration au regard des prescriptions de l'acte individuel [P 254.3] :

Cet indicateur permet de mesurer le pourcentage de bilans 24h conformes de l'ensemble des stations d'épuration d'un service d'assainissement, au regard des prescriptions d'autosurveillance du ou des arrêtés préfectoraux d'autorisation de traitement

Fiche indicateur disponible sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : <http://services.eaufrance.fr/>

Conformité réglementaire des rejets :

Il s'agit de la conformité des rejets aux prescriptions réglementaires (nationales ou locales par arrêté préfectoral).

DBO5 :

Demande biochimique en oxygène pendant 5 jours. La DBO5 est l'un des paramètres de caractérisation d'une eau usée.

DCO :

Demande chimique en oxygène. La DCO est l'un des paramètres de caractérisation d'une eau usée.

Développement durable :

Le rapport Brundtland a défini en 1987 la notion de développement durable comme « *un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs* ». La conférence de Rio de 1992 a popularisé cette définition de développement économique efficace, équitable et soutenable, et celle de programme d'action ou « *Agenda 21* ». D'autres valeurs sont venues compléter ces notions initiales, en particulier être une entreprise responsable, respecter les droits humains, assurer le droit des habitants à disposer des services essentiels, favoriser l'implication de la société civile, faire face à l'épuisement des ressources et s'adapter aux évolutions climatiques.

Accusé de réception en préfecture 006-240600551-20201223-207-2020-DE Date de télétransmission : 23/12/2020 Date de réception préfecture : 23/12/2020

Les Objectifs du Développement Durable (ODD) de l'agenda 2030 sont un ensemble de 17 objectifs établis en 2015 par les Nations Unies et concernent tous les pays (développés et en voie de développement), dont l'objectif 6 : Garantir l'accès de tous à l'eau et à l'assainissement.

Ces nouveaux objectifs succèdent aux Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD de 2000 à 2015) pour réduire la pauvreté dans les pays en voie de développement (à ce titre Veolia a contribué à l'accès de 6,5 millions de personnes à l'eau potable et a raccordé près de 3 millions de personnes aux services d'assainissement dans les pays émergents).

Equivalent-habitant :

Il s'agit d'une unité de mesure de la pollution. Un équivalent-habitant correspond au flux journalier moyen de pollution produit par un habitant, soit 60 grammes de DBO5 par jour.

Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux de collecte des eaux usées [P202.2] :

Cet indicateur évalue, sur une échelle de 0 à 120 points, à la fois :

- ◆ le niveau de connaissance du réseau et des branchements
- ◆ et l'existence d'une politique de renouvellement pluri-annuelle du service d'assainissement collectif.

L'échelle est de 0 à 110 points pour les services n'exerçant pas la mission de collecte.

Fiche indicateur disponible sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : <http://services.eaufrance.fr/>

Indice de connaissance des rejets au milieu naturel par les réseaux de collecte [P255.3] :

Cet indicateur permet de mesurer, sur une échelle de 0 à 120 points, le niveau d'implication du service d'assainissement dans la connaissance et le suivi des rejets directs par temps sec et par temps de pluie (hors pluies exceptionnelles des réseaux de collecte des eaux usées au milieu naturel (rejets des déversoirs d'orage, trop-pleins des postes de refoulement, des bassins de pollution...)).

Fiche indicateur disponible sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : <http://services.eaufrance.fr/>

Matières sèches (boues de dépollution) :

Matières résiduelles après déshydratation complète des boues, mesurées en tonnes de MS.

MES :

Matières en suspension. Les MES sont l'un des paramètres de caractérisation d'une eau usée.

Nombre d'habitants desservis par un réseau de collecte des eaux usées, unitaire ou séparatif (Estimation du) [D201.0] :

Le nombre d'habitants desservis correspond à la population disposant d'un accès ou pouvant accéder au réseau d'assainissement collectif, que cette population soit permanente ou présente une partie de l'année seulement. Il s'agit de la population totale (avec 'double compte') desservie par le service, estimée par défaut à partir des populations authentifiées annuellement par décret pour les communes du service et des taux de couverture du service sur ces communes. Conformément à la réglementation en vigueur, l'exercice de l'année N donne le recensement de l'année N-3.

Nombre de points du réseau de collecte nécessitant des interventions fréquentes de curage par 100 km de réseau [P252.2] :

L'indicateur recense, pour 100 km de réseau d'assainissement, le nombre de sites d'intervention, dits "points noirs", nécessitant au moins deux interventions par an pour entretien (curage, lavage, mise en sécurité).

Fiche indicateur disponible sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : <http://services.eaufrance.fr/>

Accusé de réception en préfecture 006-240600551-20201223-207-2020-DE Date de télétransmission : 23/12/2020 Date de réception préfecture : 23/12/2020

Quantité de boues issues des ouvrages d'épuration [D203.0] :

Cet indicateur évalue, en tonnes de matière sèche, la quantité de boues évacuées par la ou les stations d'épuration.

Fiche indicateur disponible sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : <http://services.eaufrance.fr/>

Réseau de collecte des eaux usées :

Ensemble des équipements publics (canalisations et ouvrages annexes) acheminant de manière gravitaire ou sous pression les eaux usées et unitaires issues des abonnés, du domaine public ou d'autres services de collecte jusqu'aux unités de dépollution. Il est constitué de la partie publique des branchements, des canalisations de collecte, des canalisations de transport, des ouvrages et équipements hydrauliques.

Station d'épuration (ou usine de dépollution) :

Ensemble des installations chargées de traiter les eaux collectées par le réseau de collecte des eaux usées avant rejet au milieu naturel et dans le respect de la réglementation (appelée aussi usine de traitement, STEP).

Taux de boues issues des ouvrages d'épuration évacuées selon des filières conformes à la réglementation [P206.3] :

Cet indicateur mesure la proportion des boues évacuées par l'ensemble des stations d'épuration d'un service d'assainissement, et traitées ou valorisées conformément à la réglementation.

Une filière est dite « conforme » si la filière de traitement est déclarée ou autorisée selon sa taille et si le transport des boues est effectué conformément à la réglementation en vigueur. Les refus de dégrillage et les boues de curage ne sont pas pris en compte.

Fiche indicateur disponible sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : <http://services.eaufrance.fr/>

Taux de conformité des dispositifs d'assainissement non collectif [P301.3] :

Cet indicateur évalue le pourcentage d'installations d'assainissement non collectif conformes, après contrôle, à la réglementation sur l'ensemble des installations contrôlées depuis la création du service. L'indicateur traduit la proportion d'installations d'assainissement non collectif ne nécessitant pas de travaux urgents à réaliser. Il s'agit du ratio correspondant à la somme du nombre d'installations neuves ou à réhabiliter contrôlées conformes à la réglementation et du nombre d'installations existantes qui ne présentent pas de danger pour la santé des personnes ou de risque avéré de pollution de l'environnement rapportée au nombre total d'installations contrôlées (arrêté du 2 décembre 2013).

Fiche indicateur disponible sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : <http://services.eaufrance.fr/>

Taux de débordement d'effluents dans les locaux des usagers [P251.1] :

Cet indicateur mesure le nombre de demandes d'indemnisation suite à un incident dû à l'impossibilité de rejeter les effluents dans le réseau public de collecte des eaux usées (débordement/inondation dans la partie privée), rapporté à 1 000 habitants desservis. Les débordements résultant d'une obstruction du réseau due à l'utilisateur ne sont pas pris en compte.

Fiche indicateur disponible sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : <http://services.eaufrance.fr/>

Taux de desserte par des réseaux de collecte des eaux usées [P201.1] :

Cet indicateur précise le pourcentage d'abonnés raccordables et raccordés au réseau d'assainissement, par rapport au nombre d'abonnés résident en zone d'assainissement collectif.

Accusé de réception en préfecture 006-240600551-20201223-207-2020-DE Date de télétransmission : 23/12/2020 Date de réception préfecture : 23/12/2020

Taux d'impayés [P257.0] :

Il correspond au taux d'impayés au 31/12 de l'année N sur les factures émises au titre de l'année N-1. Le montant facturé au titre de l'année N-1 comprend l'ensemble de la facture, y compris les redevances prélèvement et pollution, la taxe Voies Navigables de France et la TVA liée à ces postes. Pour une facture donnée, les montants impayés sont répartis au prorata hors taxes et redevances de la part « eau » et de la part « assainissement ». Sont exclues les factures de réalisation de branchements et de travaux divers. (Arrêté du 2 mai 2007)

Taux de réclamations [P258.1] :

Ces réclamations peuvent être reçues par l'opérateur ou directement par la collectivité. Un dispositif de mémorisation et de suivi des réclamations écrites est mis en œuvre. Le taux de réclamations est le nombre de réclamations écrites rapporté au nombre d'abonnés divisé par 1 000. Sont prises en compte les réclamations relatives à des écarts ou à des non-conformités vis-à-vis d'engagements contractuels, d'engagements de service, notamment au regard du règlement de service, ou vis-à-vis de la réglementation, à l'exception de celles relatives au niveau de prix. (Arrêté du 2 mai 2007)

Accusé de réception en préfecture
006-240600551-20201223-207-2020-DE
Date de télétransmission : 23/12/2020
Date de réception préfecture : 23/12/2020

6.9. Rapport final de campagne de recherche de micropolluants

Accusé de réception en préfecture
006-240600551-20201223-207-2020-DE
Date de télétransmission : 23/12/2020
Date de réception préfecture : 23/12/2020



CARSO – LABORATOIRE SANTE ENVIRONNEMENT HYGIENE DE LYON
Laboratoire Agréé pour les analyses d'eaux par le Ministère de la Santé

RAPPORT FINAL

CAMPAGNE DE RECHERCHE DE MICROPOLLUANTS DANS LES EAUX BRUTES ET DANS LES EAUX USEES TRAITEES DE STATION DE TRAITEMENT DES EAUX USEES

STATION D'EPURATION DE ROQUEBRUNE CAP MARTIN

Date d'émission du rapport : 13 DECEMBRE 2019

Type d'essai : SUBSTANCES DANGEREUSES DANS LES EAUX

Nom signataire du rapport : Stella CAMEZULI

STEP ROQUEBRUNE CAP MARTIN – *Campagne de recherche de micropolluants* – Décembre 2019

1

Accusé de réception en préfecture
006-240600551-20201223-207-2020-DE
Date de télétransmission : 23/12/2020
Date de réception préfecture : 23/12/2020



CARSO – LABORATOIRE SANTE ENVIRONNEMENT HYGIENE DE LYON
Laboratoire Agréé pour les analyses d'eaux par le Ministère de la Santé

Table des matières

1. Contexte.....	3
1.1 Poursuite de l'action nationale RSDE	3
1.2 Identification des micropolluants présents : la campagne de recherche.....	5
2. Déroulement de la campagne.....	6
2.1 Présentation des intervenants	6
2.2 Méthodologie d'échantillonnage	6
2.2.1 Matériel d'échantillonnage	6
2.2.2 Nettoyage du matériel.....	7
2.2.3 Réalisation des blancs d'échantillonnage	7
2.2.4 Echantillonnage	8
2.2.5 Fractionnement des échantillons	8
2.3 Méthodologie des analyses	9
2.3.1 Réception et prise en charge des échantillons.....	9
2.3.2 Méthodes d'analyses des eaux usées brutes et traitées.....	10
3. Présentation des résultats	11
3.1 Présentation des campagnes de mesure	11
3.2 Caractéristiques de la station	13
3.3 Résultats d'analyses des blancs d'échantillonnage	13
3.4 Résultats d'analyses des eaux brutes	14
3.5 Résultats d'analyses des eaux traitées	20
4. Conclusion	23
ANNEXE 1: Modalités d'identification des substances significatives	24
ANNEXE 2: Performances analytiques	25
ANNEXE 3: Résultats d'analyses des blancs d'échantillonnage	26
ANNEXE 4: Détermination des paramètres significatifs dans les eaux brutes.....	27
ANNEXE 5: Détermination des paramètres significatifs dans les eaux traitées	28

2

STEP ROQUEBRUNE CAP MARTIN – Campagne de recherche de micropolluants – Décembre 2019

Accusé de réception en préfecture
006-240600551-20201223-207-2020-DE
Date de télétransmission : 23/12/2020
Date de réception préfecture : 23/12/2020



CARSO – LABORATOIRE SANTE ENVIRONNEMENT HYGIENE DE LYON
Laboratoire Agréé pour les analyses d'eaux par le Ministère de la Santé

1. Contexte

1.1 Poursuite de l'action nationale RSDE

L'action nationale de recherche et de réduction des rejets de substances dangereuses dites RSDE dans les eaux qui a débuté en 2002 s'inscrit dans la mise en œuvre de la démarche inscrite dans la directive 2000/60/CE du 23 octobre 2000 dite directive cadre sur l'eau (DCE) visant à renforcer la protection de l'environnement aquatique par des mesures spécifiques conçues pour, d'une part, réduire progressivement les rejets, pertes et émissions de substances prioritaires dans le milieu aquatique et, d'autre part, supprimer progressivement les rejets, émissions et pertes des substances dangereuses prioritaires dans le milieu aquatique (micropolluants figurant sur la liste de l'annexe X de la DCE).

Après cinq années de fonctionnement du dispositif de Recherche de Substances Dangereuses dans l'Eau (RSDE), un rapport présentant la synthèse des résultats obtenus pour l'ensemble des installations suivies a été rendu public fin 2007 par l'INERIS, chargé de l'exploitation des résultats. Cette action a notamment permis de conclure que les agglomérations d'assainissement émettent de façon non négligeable, et parfois significative, vers les milieux aquatiques, des substances dangereuses et dangereuses prioritaires au sens de la Directive Cadre sur l'Eau (DCE). Elle a également permis de mettre en évidence le relatif manque de connaissances des émissions de certains micropolluants par ces agglomérations. Les enseignements tirés de cette action ont conduit à la mise en place d'une surveillance réglementaire des émissions de certaines installations classées pour la protection de l'Environnement (ICPE) par la circulaire du 5 janvier 2009 et des STEU par la circulaire du 29 septembre 2010.

L'action RSDE menée après 2010 a confirmé ces conclusions et donc la nécessité de s'interroger sur les réductions possibles.

Elle a également permis de connaître la liste des micropolluants présents en quantité significative et permis de supprimer de la liste de surveillance ceux qui étaient peu ou pas quantifiés dans les rejets aqueux lors du présent exercice.

3

STEP ROQUEBRUNE CAP MARTIN – Campagne de recherche de micropolluants – Décembre 2019

Accusé de réception en préfecture
006-240600551-20201223-207-2020-DE
Date de télétransmission : 23/12/2020
Date de réception préfecture : 23/12/2020



CARSO – LABORATOIRE SANTE ENVIRONNEMENT HYGIENE DE LYON
Laboratoire Agréé pour les analyses d'eaux par le Ministère de la Santé

Ainsi une nouvelle phase de l'action RSDE se met en place avec la note technique du 12 août 2016 et a pour but de:

- De participer à une meilleure maîtrise et à la réduction de l'émission d'un certain nombre de micropolluants dangereux vers les réseaux de collecte des eaux usées conformément aux principes de l'arrête du 21 juillet 2015 et de l'article L.1331-10 du code de la santé publique.
- De contribuer collectivement à l'atteinte des objectifs nationaux de réduction des émissions, rejets et pertes de substances dangereuses dans les eaux de surface et à leurs déclinaisons dans les SDAGE 2016-2021 (note technique du 11 juin 2015).
- De constituer l'une des actions du plan micropolluants 2016-2021 permettant de contribuer au retour au bon état pour les masses d'eau dégradées au sens de la DCE ou de maintenir le bon état des masses d'eau.
- De permettre de quantifier l'évolution des pressions sur les milieux aquatiques, notamment pour ce qui concerne les émissions de substances prioritaires et dangereuses prioritaires au sens de la DCE pour lesquelles des objectifs de réduction ont été définis au niveau national.
- En outre, certaines STEU sont soumises aux obligations de déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets conformément à l'arrête du 31 janvier 2008 modifié. La surveillance réalisée dans le cadre de la présente note technique conduire ainsi à générer des données permettant de renseigner cette déclaration.

La stratégie présentée dans la note technique de 2016 tient compte de l'évolution des connaissances (nouveaux polluants spécifiques de l'état écologique, nouvelles substances prioritaires et dangereuses prioritaires de la directive 2013/39/UE modifiant la DCE et nouvelles normes de qualité environnementales (NQE), amélioration des méthodes analytiques, capitalisation de la campagne précédente, etc.).



CARSO – LABORATOIRE SANTE ENVIRONNEMENT HYGIENE DE LYON
Laboratoire Agréé pour les analyses d'eaux par le Ministère de la Santé

Cette stratégie est articulée en deux phases :

- une phase de recherche (eaux brutes et eaux traitées) qui permet d'identifier les micropolluants à enjeu pour la STEU concernée. Elle servira aussi de référence pour quantifier les réductions réalisées ;
- une phase de diagnostic à l'amont de la STEU qui permet une meilleure compréhension des sources d'émissions et une identification des actions de réduction pertinentes.

Sont concernées par cette note technique les stations de capacité supérieure à 10 000 EH.

1.2 Identification des micropolluants présents : la campagne de recherche

La campagne de recherche dure un an et a pour objectif de déterminer les micropolluants présents significativement dans les eaux brutes en entrée de STEU et dans les eaux traitées en sortie de STEU.

Le maître d'ouvrage de la STEU devra procéder ou faire procéder sur une année à une série de 6 mesures dans les eaux brutes et dans les eaux traitées, espacées les unes des autres d'au moins un mois, permettant de déterminer les concentrations moyennes 24 heures de micropolluants. Les mesures dans les eaux brutes et dans les eaux traitées seront réalisées le même jour. Ces dernières concernent :

- 96 micropolluants dans les eaux brutes
- 89 micropolluants dans les eaux traitées

Les mesures effectuées dans le cadre de la campagne de recherche doivent être réalisées de la manière la plus représentative possible du fonctionnement de la STEU. Aussi, elles seront échelonnées autant que faire se peut sur une année complète et sur les jours de la semaine.

A l'issue des 6 campagnes de recherche de substances dangereuses, un diagnostic amont devra être mis en place afin de déterminer l'origine des substances retrouvées en quantités significatives.

5

STEP ROQUEBRUNE CAP MARTIN – Campagne de recherche de micropolluants – Décembre 2019

Accusé de réception en préfecture
006-240600551-20201223-207-2020-DE
Date de télétransmission : 23/12/2020
Date de réception préfecture : 23/12/2020



CARSO – LABORATOIRE SANTE ENVIRONNEMENT HYGIENE DE LYON
Laboratoire Agréé pour les analyses d'eaux par le Ministère de la Santé

2. Déroulement de la campagne

2.1 Présentation des intervenants

- Réalisation des prélèvements sur site :
Laboratoire d'Analyse Environnementale des Pays de Savoie (LAEPS)
53 rue du Busard des Roseaux
ZI des Bordets Est
74130 BONNEVILLE
Tel. : 04.50.25.60.88.
Fax : 04.50.25.66.12.
Accréditation COFRAC N°1-1501

- Réalisation des analyses et rédaction du rapport de synthèse:
CARSO Laboratoire Santé Environnement Hygiène de Lyon (LSEHL)
4 avenue Jean Moulin
69633 VENISSIEUX CEDEX
Tel. : 04.72.76.16.76.
Fax : 04.72.76.16.76
Accréditation COFRAC N°1-1531

2.2 Méthodologie d'échantillonnage

2.2.1 Matériel d'échantillonnage

Le matériel utilisé pour la réalisation des prélèvements est le suivant :

- Préleveurs portables réfrigérés SIGMA 9000
- Flacons en verre d'une contenance de 18L
- Tuyaux de diamètres >9mm en Téflon® sans phtalates

Les préleveurs installés en entrée et en sortie de STEP sont réfrigéré à 5°C.

STEP ROQUEBRUNE CAP MARTIN – Campagne de recherche de micropolluants – Décembre 2019

6

Accusé de réception en préfecture
006-240600551-20201223-207-2020-DE
Date de télétransmission : 23/12/2020
Date de réception préfecture : 23/12/2020



CARSO – LABORATOIRE SANTE ENVIRONNEMENT HYGIENE DE LYON
Laboratoire Agréé pour les analyses d'eaux par le Ministère de la Santé

Par ailleurs, chaque système d'échantillonnage est soumis à un contrôle métrologique périodique conformément à l'article 1.6 de l'annexe VII de la note technique du 12 août 2016.

2.2.2 Nettoyage du matériel

En amont de chaque prélèvement, le matériel est nettoyé (en absence de moyens de protection type hotte...) selon les indications ci-dessous :

Nettoyage avec 3L d'eau chaude (robinet) des tuyaux de prélèvement et du préleveur
Nettoyage avec 3L d'eau chaude (robinet) du flaconnage verre (opération effectuée 2 fois)
Nettoyage du tuyau et du flaconnage verre avec une solution alcaline (1L eau déminéralisée avec Labwash ou VWR)
Nettoyage du tuyau et du flaconnage avec une eau déminéralisée acidifiée (/acide acétique à 80%)
Rinçage du tuyau et du flaconnage verre avec 3L d'eau déminéralisée
Rinçage du tuyau et du flaconnage verre avec de l'acétone ultrapur
Séchage du flaconnage verre avec un papier absorbant puis rinçage à l'eau déminéralisée

Chaque matériel lavé est étiqueté avec la date du lavage et le nom de l'opérateur. Les flaconnages verre employés sont à large ouverture, ce qui permet un nettoyage aisé.

2.2.3 Réalisation des blancs d'échantillonnage

Des blancs des systèmes d'échantillonnage utilisés pour prélever les échantillons en entrée et en sortie ont été réalisés le 28 juin 2018.

Le blanc du système d'échantillonnage est destiné à vérifier l'absence de contamination liée aux matériaux (flacons, tuyaux, système d'agitation) utilisés ou de contamination croisée entre échantillonnages successifs.

Les blancs d'échantillonnage ont été effectués selon la norme FD T 90-524 sur une durée de 3 h avec le matériel employé sur la STEP de ROQUEBRUNE CAP MARTIN.

Ils ont été réalisés sur le site du LAEPS, avec le matériel affecté aux prélèvements d'entrée et de sortie (préleveur, flaconnage verre, tuyau d'aspiration et crépine).



CARSO – LABORATOIRE SANTE ENVIRONNEMENT HYGIENE DE LYON
Laboratoire Agréé pour les analyses d'eaux par le Ministère de la Santé

Pour cela, 15 litres d'eau d'Evian (eau de référence du laboratoire d'analyse) ont été placés dans un flacon verre. Cette eau a été pompée en circuit fermé dans le tuyau et le préleveur durant 3 h. De cette manière, nous reproduisons le temps de circulation sur environ 180 prélèvements.

2.2.4 Echantillonnage

Les systèmes d'échantillonnage sont programmés pour effectuer un prélèvement en fonction du débit durant 24h, selon les références normalisées en vigueur :

- FD T 90-523-2 « Qualité de l'Eau – Guide de prélèvement pour le suivi de la qualité des eaux dans l'environnement – Prélèvement d'eau résiduaire »
- NF EN ISO 5667-3 « Qualité de l'eau – Echantillonnage – Partie 3 : Lignes directrices pour la conservation et la manipulation des échantillons d'eau ».

De plus, avant le prélèvement, le technicien a pris soin de compléter la fiche terrain relative aux conditions qui caractérisent le point de prélèvement.

2.2.5 Fractionnement des échantillons

Les échantillons ont été répartis dans les différents flacons fournis par le laboratoire selon les prescriptions des méthodes officielles en vigueur. Ces derniers ont été transmis dans les 24h qui suivent la fin du prélèvement pour être analysés.

La procédure de constitution de l'échantillon est la suivante :

- Le flacon verre est retiré du préleveur, il est pesé et posé à proximité du préleveur.
- Le tuyau ayant servi au prélèvement (après nettoyage pour enlever des matières accrochées à la crépine) est introduit dans le flacon verre.
- L'échantillon est mis sous agitation à l'aide de la visseuse et de son agitateur en veillant à ne pas créer de vortex en modulant la vitesse d'agitation et en inclinant la pale d'agitation.

8

STEP ROQUEBRUNE CAP MARTIN – Campagne de recherche de micropolluants – Décembre 2019

Accusé de réception en préfecture
006-240600551-20201223-207-2020-DE
Date de télétransmission : 23/12/2020
Date de réception préfecture : 23/12/2020



CARSO – LABORATOIRE SANTE ENVIRONNEMENT HYGIENE DE LYON
Laboratoire Agréé pour les analyses d'eaux par le Ministère de la Santé

- L'échantillon est pompé dans les différents flacons destinés au laboratoire en commençant par les flacons destinés au COV. Les flacons sont remplis totalement en une fois.
- La vitesse d'agitation et la hauteur de la pâle d'agitation sont modulées en fonction du volume restant dans le flacon.

2.3 Méthodologie des analyses

2.3.1 Réception et prise en charge des échantillons

La prise en charge des échantillons est immédiate sitôt les échantillons livrés au laboratoire, la plateforme analytique étant opérationnelle du lundi au samedi inclus, de 8h00 à 21h00.

A réception des échantillons au laboratoire, le service Réception procède à l'acceptation du pré-enregistrement (dite «prise en charge de l'échantillon pré-enregistré»), après avoir «douché» l'étiquette à code-barres de l'un des flacons de l'échantillon. Cette étape est immédiate.

Cette opération, (date et heure) est tracée automatiquement dans le Système d'Information du Laboratoire (LIMS) et permet de contrôler automatiquement le délai entre le prélèvement et la réception de l'échantillon, la conformité des références puis la mise en œuvre des analyses.

L'enregistrement dépend du type d'échantillon :

- Sortie de STEU : les échantillons sont rattachés directement au contrat durant l'enregistrement, et les flacons immédiatement répartis dans les laboratoires concernés pour analyse.
- Entrée de STEU : les flacons sont envoyés aux laboratoires pour analyse immédiate des MES et des paramètres réalisés sur eau brute (COHV, BTEX, métaux, paramètres physico-chimie).

9

STEP ROQUEBRUNE CAP MARTIN – Campagne de recherche de micropolluants – Décembre 2019

Accusé de réception en préfecture
006-240600551-20201223-207-2020-DE
Date de télétransmission : 23/12/2020
Date de réception préfecture : 23/12/2020



CARSO – LABORATOIRE SANTE ENVIRONNEMENT HYGIENE DE LYON
Laboratoire Agréé pour les analyses d'eaux par le Ministère de la Santé

Le résultat du taux de MES est transmis dès sa connaissance par alerte mail au service enregistrement pour rattachement à l'échantillon type correspondant dans le contrat :

- analyse avec MES < 250 mg/l
- analyse avec MES > 250 mg/l

Par ailleurs, un contrôle des échantillons est effectué lors de leur enregistrement. Il porte sur :

- Le délai entre le prélèvement et la réception au laboratoire
- La température de l'enceinte frigorifique (notée sur le bordereau d'accompagnement de l'échantillon). Cette température sera ensuite saisie comme un paramètre à part entière et sera indiquée dans le rapportage relatif aux analyses.
- L'état du flaconnage
- Les étiquettes
- Les quantités (nombre de flacons)
- Les informations relatives au prélèvement (date et heure de prélèvement)
- Le volume d'échantillon minimum requis.
-

Ce contrôle fait l'objet d'une traçabilité complète.

2.3.2 Méthodes d'analyses des eaux usées brutes et traitées

Les analyses des échantillons d'eaux brutes et d'eaux traitées ont été réalisées sous accréditation pour la totalité des micropolluants visés par la note technique du 12 août 2016. Les limites de quantifications indiquées à l'annexe III ont également été respectées pour les 96 substances, en fonction du type d'analyse (analyse sur échantillon brut ou sur fractions séparées).

Vous trouverez en annexe 2 le tableau des performances analytiques mises en œuvre pour les eaux brutes et les eaux traitées.

Dans le cas spécifique des échantillons d'eau brute avec un taux de MES supérieur à 250mg/L, la concentration agrégée est calculée comme indiqué en page 30 de la note technique du 12 août 2016.

10

STEP ROQUEBRUNE CAP MARTIN – Campagne de recherche de micropolluants – Décembre 2019

Accusé de réception en préfecture
006-240600551-20201223-207-2020-DE
Date de télétransmission : 23/12/2020
Date de réception préfecture : 23/12/2020



CARSO – LABORATOIRE SANTE ENVIRONNEMENT HYGIENE DE LYON
 Laboratoire Agréé pour les analyses d'eaux par le Ministère de la Santé

3. Présentation des résultats

3.1 Présentation des campagnes de mesure

La mission technique a consisté en :

- la réalisation des prélèvements moyens 24h pendant les jours indiqués ci-dessous en entrée et en sortie de station
- l'analyse des substances

Mesure n°	Prélèvement 24h sur les eaux brutes et les eaux traitées
1	22 au 23 août 2018
2	22 au 23 octobre 2018
3	04 au 05 février 2019
4	04 au 05 mars 2019
5	09 au 10 avril 2019
6	16 au 17 septembre 2019

Identification CARSO-LSEHL de l'échantillon	Identification de l'échantillon	Identification de l'organisme de prélèvement	Référentiel de prélèvement	Type de prélèvement	Date dernier contrôle métrologique du débitmètre	Nombre de prélèvements pour l'échantillon moyen	Période de prélèvement date début	Durée de prélèvement	Blanc du système de prélèvement	Blanc d'atmosphère	Identification du laboratoire principal d'analyse	Date de prise en charge par le laboratoire principal	Température de l'enceinte pendant le transport
LSE1808-57967	STEP ROQUEBRUNE CAP MARTIN ENTREE	45306741500027	FDT 90-523-2	Asservi au temps	-	139	22/08/18	24	NON	NON	41054531300042	24/08/18	5
LSE1810-55980	STEP ROQUEBRUNE CAP MARTIN ENTREE	45306741500027	FDT 90-523-2	Asservi au temps	-	144	22/10/18	24	NON	NON	41054531300042	24/10/18	6
LSE1902-28324	STEP ROQUEBRUNE CAP MARTIN ENTREE	45306741500027	FDT 90-523-2	Asservi au temps	-	144	04/02/19	24	NON	NON	41054531300042	06/02/19	7
LSE1905-29499	STEP ROQUEBRUNE CAP MARTIN ENTREE	45306741500027	FDT 90-523-2	Asservi au débit	04/12/17	144	04/03/19	24	NON	NON	41054531300042	06/03/19	5
LSE1904-42061	STEP ROQUEBRUNE CAP MARTIN ENTREE	45306741500027	FDT 90-523-2	Asservi au temps	-	144	09/04/19	24	NON	NON	41054531300042	11/04/19	7
LSE1909-49997	STEP ROQUEBRUNE CAP MARTIN ENTREE	45306741500027	FDT 90-523-2	Asservi au temps	-	144	16/09/19	24	NON	NON	41054531300042	18/09/19	7.5

Tableau a : Synthèse des prélèvements pour les eaux brutes

STEP ROQUEBRUNE CAP MARTIN – Campagne de recherche de micropolluants – Décembre 2019

Accusé de réception en préfecture
 006-240600551-20201223-207-2020-DE
 Date de télétransmission : 23/12/2020
 Date de réception préfecture : 23/12/2020



CARSO – LABORATOIRE SANTE ENVIRONNEMENT HYGIENE DE LYON
 Laboratoire Agréé pour les analyses d'eaux par le Ministère de la Santé

Identification CARSO-LSEHL de l'échantillon	Identification de l'échantillon	Identification de l'organisme de prélèvement	Référentiel de prélèvement	Type de prélèvement	Date dernier contrôle métrologique du débitmètre	Nombre de prélèvements pour l'échantillon moyen	Période de prélèvement date début	Durée de prélèvement	Blanc du système de prélèvement	Blanc d'atmosphère	Identification du laboratoire principal d'analyse	Date de prise en charge par le laboratoire principal	Température de l'enceinte pendant le transport
LSE1808-57919	STEP ROQUEBRUNE SORTIE	45306741500027	FDT 90-523-2	Asservi au débit	02/04/18	217	22/08/18	24	NON	NON	41054531300042	24/08/18	5
LSE1810-55930	STEP ROQUEBRUNE SORTIE	45306741500027	FDT 90-523-2	Asservi au débit	02/04/18	193	22/10/18	24	NON	NON	41054531300042	24/10/18	6
LSE1902-28282	STEP ROQUEBRUNE SORTIE	45306741500027	FDT 90-523-2	Asservi au débit	02/04/18	198	04/02/19	24	NON	NON	41054531300042	06/02/19	7
LSE1903-29468	STEP ROQUEBRUNE SORTIE	45306741500027	FDT 90-523-2	Asservi au débit	04/12/17	192	04/03/19	24	NON	NON	41054531300042	06/03/19	5
LSE1904-39907	STEP ROQUEBRUNE SORTIE	45306741500027	FDT 90-523-2	Asservi au débit	04/12/17	194	09/04/19	24	NON	NON	41054531300042	11/04/19	7
LSE1909-49887	STEP ROQUEBRUNE SORTIE	45306741500027	FDT 90-523-2	Asservi au débit	07/11/18	216	16/09/19	24	NON	NON	41054531300042	18/09/19	7.5

Tableau b : Synthèse des prélèvements pour les eaux traitées

Accusé de réception en préfecture
 006-240600551-20201223-207-2020-DE
 Date de télétransmission : 23/12/2020
 Date de réception préfecture : 23/12/2020



CARSO – LABORATOIRE SANTE ENVIRONNEMENT HYGIENE DE LYON
Laboratoire Agréé pour les analyses d'eaux par le Ministère de la Santé

3.2 Caractéristiques de la station

Au vu du point de rejet indiqué par l'exploitant, les données utilisées dans le cadre des calculs de significativité indiqués en annexe VI de la note technique du 12 août 2016, sont les données « Autres eaux de surface ».

Les caractéristiques de la station indiquées par l'exploitant sont les suivantes :

Type de milieu	Autres eaux de surface
Volume Annuel VA (m3/an)	1058884
QMNA5 (m3/s)	Sans objet
Dureté (°fH)	Sans objet
Substances déclassantes	Sans objet

3.3 Résultats d'analyses des blancs d'échantillonnage

En annexe 3 se trouve les résultats détaillés des blancs d'échantillonnage eaux brutes et eaux traitées.

Aucune substance n'a été quantifiée dans les blancs d'échantillonnages réalisés sur le matériel dédié aux eaux brutes et aux eaux traitées.



CARSO – LABORATOIRE SANTE ENVIRONNEMENT HYGIENE DE LYON
Laboratoire Agréé pour les analyses d'eaux par le Ministère de la Santé

3.4 Résultats d'analyses des eaux brutes

Le tableau présenté ci-après résume les paramètres, ou famille de paramètres, significatifs dans les eaux brutes d'après l'application des modalités d'identification des substances significatives présentées en annexe 1.

Les cellules surlignées en rouge permettent la mise en évidence des campagnes de mesure concernées par la quantification du paramètre, ainsi que la condition entraînant sa significativité.

A contrario, les cellules surlignées en vert, indique les campagnes de mesure sur lesquelles le paramètre n'a pas été quantifié.

L'ensemble des données et des calculs de significativité est présenté en annexe 4.



CARSO – LABORATOIRE SANTE ENVIRONNEMENT HYGIENE DE LYON
Laboratoire Agréé pour les analyses d'eaux par le Ministère de la Santé

Code SANDRE paramètre	Nom du paramètre	août	octobre	février	mars	avril	septembre	Concentration moyenne pondérée CMP (µg/L)	50°NQE MA (µg/L)	Flux moyen annuel FMA (kg/an)	Flux GERE annuel	Concentration maximum Cmax (µg/l)	5°NQE CMA (µg/l)	NQE CMA (µg/l)
		CI (µg/l)	CI (µg/l)	CI (µg/l)	CI (µg/l)	CI (µg/l)	CI (µg/l)							
1458	Anthracène	0,623	<0,010	0,022	0,111	<0,010	<0,010	0,165	5	0,175	1	0,623	0,5	0,1
1115	Benzaldéhyde	0,026	<0,010	<0,010	<0,010	1,140	<0,010	0,166	0,085	0,175	pas de FLUX GERE	1,140	0,135	0,027
1116	Benzo(b)fluoranthène	0,006	0,028	0,010	0,079	2,408	<0,010	0,348	Pas de NQE MA	0,368	pas de FLUX GERE	2,408	0,085	0,017
1118	Benzo(g,h,i)pérylène	0,212	<0,010	<0,005	<0,010	0,719	<0,010	0,150	Pas de NQE MA	0,159	1	0,719	0,0041	0,00082
1117	Benzo(k)fluoranthène	<0,005	<0,010	<0,005	<0,010	0,409	<0,010	0,059	Pas de NQE MA	0,063	pas de FLUX GERE	0,409	0,085	0,017
1392	Cuivre	62	68	55	43	62	46	57,077	Pas de NQE MA	60,438	50	82,000	Pas de NQE CMA	Pas de NQE CMA
1140	Cyperméthrine	0,20	0,21	<0,02	0,30	0,57	0,87	0,337	0,0004	0,357	pas de FLUX GERE	0,870	0,0003	0,00006
6616	Dil(2-éthylhexyl)phthalate	7,54	60,67	6,50	42,92	19,33	42	20,081	65	21,263	1	60,670	Pas de NQE CMA	Pas de NQE CMA
1383	Zinc	182	658	71	456	688	146	148,411	Pas de NQE MA	157,155	100	188,000	Pas de NQE CMA	Pas de NQE CMA
FAMILLES DE MICROPOLLUANTS														
Somme Nonylphénols et éthoxylates de nonylphénols								2,839	Pas de NQE MA	3,006	1	6,710	pas de NQE CMA	Pas de NQE CMA
Somme Octylphénols et éthoxylates d'octylphénols								1,966	Pas de NQE MA	2,082	1	8,530	pas de NQE CMA	Pas de NQE CMA

Tableau c : Bilan des paramètres significatifs dans les eaux brutes

Le tableau ci-après indique synthétiquement la condition non respectée entraînant la significativité du paramètre, ou de la famille de paramètre.

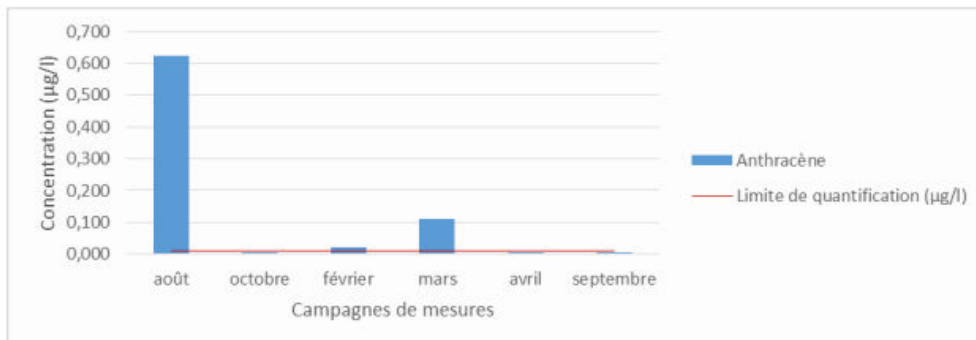


CARSO – LABORATOIRE SANTE ENVIRONNEMENT HYGIENE DE LYON
Laboratoire Agréé pour les analyses d'eaux par le Ministère de la Santé

Substance	Critère de significativité
Anthracène	Cmax
Benzo(a)pyrène	CMP et Cmax
Benzo(b)fluoranthène	Cmax
Benzo(g,h,i)pérylène	Cmax
Benzo(k)fluoranthène	Cmax
Cuivre	FMA
Cyperméthrine	CMP et Cmax
Di(2-ethylhexyl)phtalate	FMA
Zinc	FMA
Familles de micropolluants	
Somme Nonylphénols et éthoxylates de nonylphénols	FMA
Somme Octylphénols et éthoxylates d'octylphénols	FMA

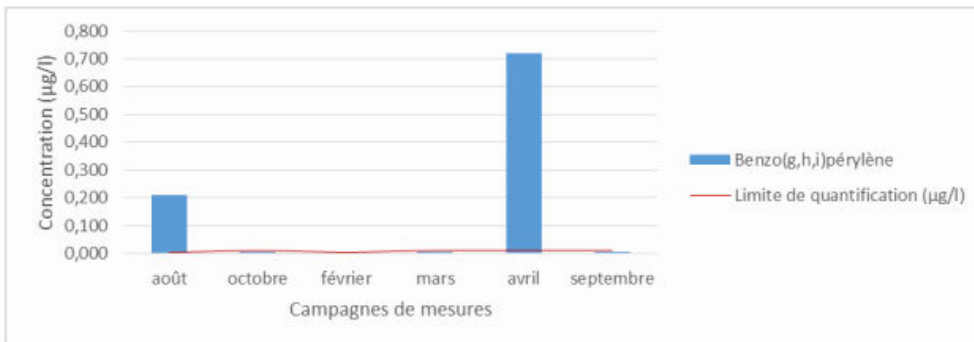
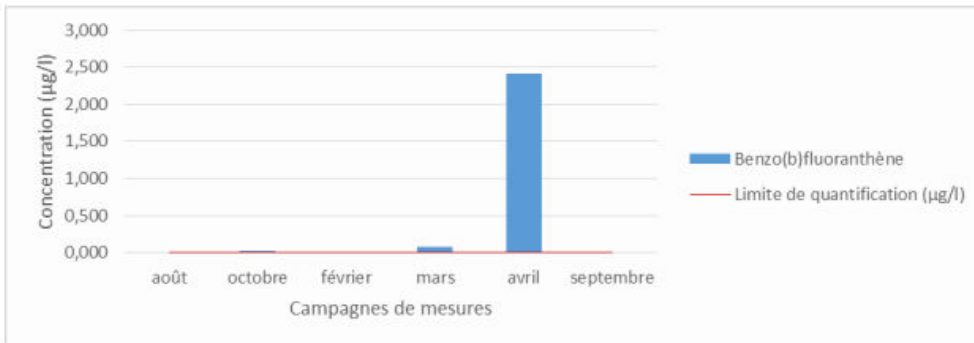
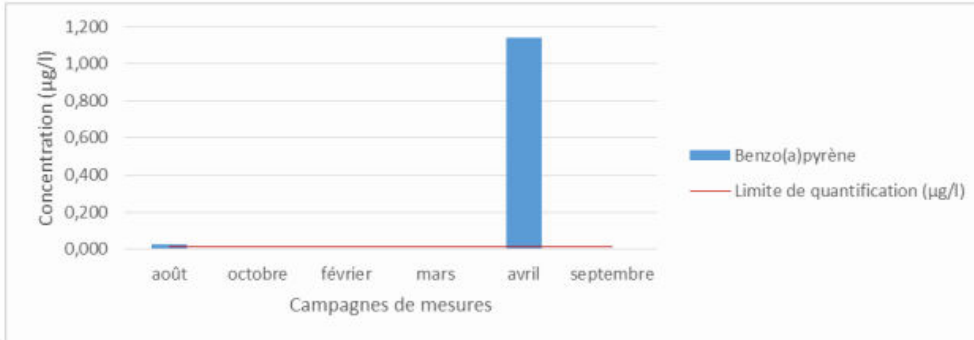
Tableau d : Bilan des critères de significativité relatifs aux paramètres quantifiés dans les eaux brutes

De plus, un graphique est proposé pour chacune des substances répertoriées afin d'apprécier l'évolution des concentrations au fil des campagnes de mesure.



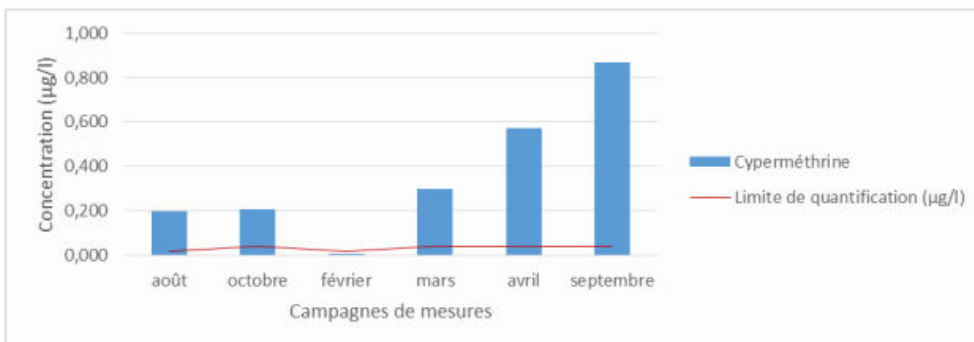
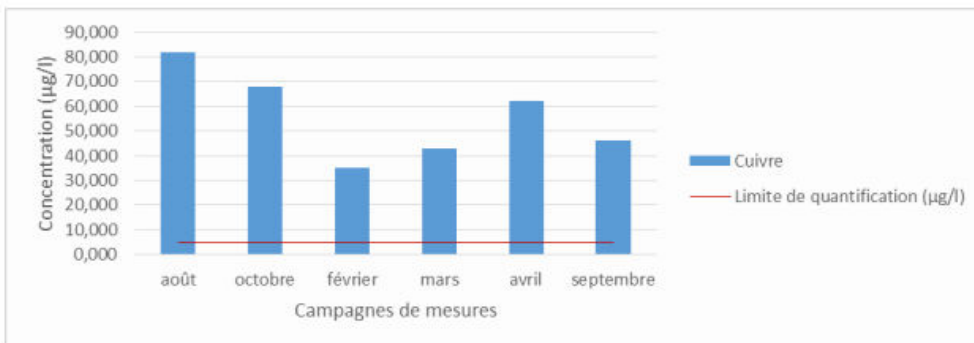
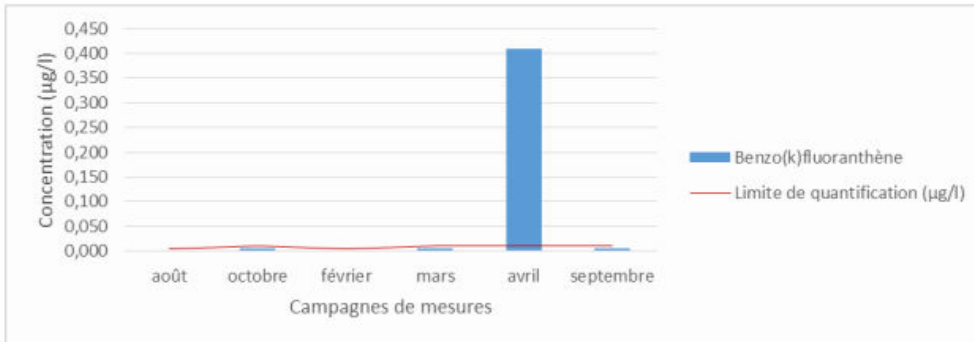


CARSO – LABORATOIRE SANTE ENVIRONNEMENT HYGIENE DE LYON
Laboratoire Agréé pour les analyses d'eaux par le Ministère de la Santé



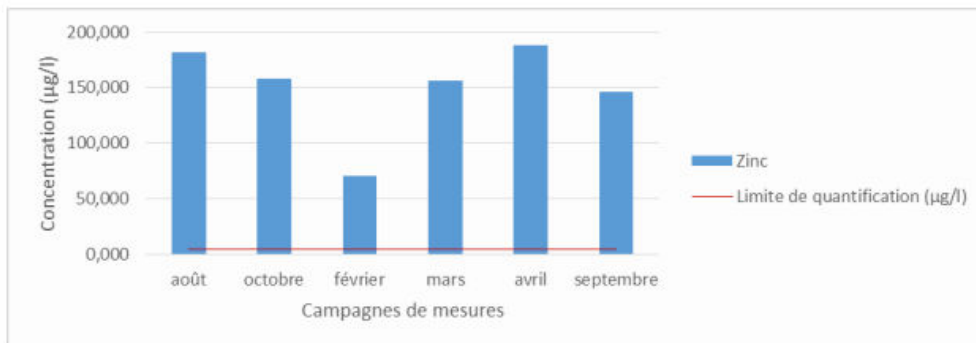
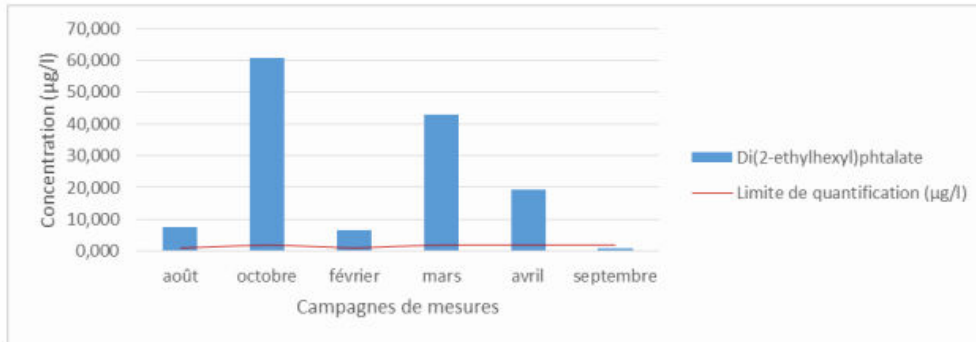


CARSO – LABORATOIRE SANTE ENVIRONNEMENT HYGIENE DE LYON
Laboratoire Agréé pour les analyses d'eaux par le Ministère de la Santé





CARSO – LABORATOIRE SANTE ENVIRONNEMENT HYGIENE DE LYON
Laboratoire Agréé pour les analyses d'eaux par le Ministère de la Santé



- Cas de la somme des nonylphénols et éthoxylates de nonylphénol :
 Le flux moyen annuel FMA=3.01kg/an est supérieur au flux GEREPA annuel=1.00kg/an.
 Ce dépassement provient de la quantification des paramètres 4-NONYPHENOLS RAMIFIES et NPEO1.
- Cas de la somme des octylphénols et éthoxylates d'octylphénol :
 Le flux moyen annuel FMA=2.08kg/an est supérieur au flux GEREPA annuel=1.00kg/an.
 Ce dépassement provient de la quantification des paramètres 4-tert-Octylphenol et OPEO1.



CARSO – LABORATOIRE SANTE ENVIRONNEMENT HYGIENE DE LYON
 Laboratoire Agréé pour les analyses d'eaux par le Ministère de la Santé

3.5 Résultats d'analyses des eaux traitées

Le tableau présenté ci-après résume les paramètres, ou famille de paramètres, significatifs dans les eaux traitées d'après l'application des modalités d'identification des substances significatives présentées en annexe 1.

Les cellules surlignées en rouge permettent la mise en évidence des campagnes de mesure concernées par la quantification du paramètre, ainsi que la condition entraînant sa significativité.

A contrario, les cellules surlignées en vert, indique les campagnes de mesure sur lesquelles le paramètre n'a pas été quantifié.

L'ensemble des données et des calculs de significativité est présenté en annexe 5.

Code SANDRE paramètre	Nom du paramètre	août	octobre	février	mars	avril	septembre	Concentration moyenne pondérée CMP (µg/L)	10 ³ NCE MA (µg/L)	NCE MA (µg/L)	Flux moyen annuel FMA (kg/an)	Flux GERE annuel	Concentration maximum Cmax (µg/l)	NCE CMA (µg/l)	Flux moyen journalier (g/j)	0,1*Flux journalier théorique admissible par le milieu	Substance considérée dans le déclassement de la masse d'eau
		Cl (µg/l)	Cl (µg/l)	Cl (µg/l)	Cl (µg/l)	Cl (µg/l)	Cl (µg/l)										
6560	Acide sulfonique de perfluorooctane	<0.05	<0.05	<0.05	<0.05	<0.05	0.18	0.050	0.0013	0.000	0.053	0	0.180	7.2	0.146	pas de QMNA5	N
1140	Cyperméthrine	0.03	<0.02	<0.02	<0.02	<0.02	<0.02	0.015	0.00008	0.000008	0.015	pas de FLUX GERE	0.030	0.00006	0.042	pas de QMNA5	N
1269	Terbutryne	<0.10	<0.10	<0.10	<0.10	<0.10	6.10	0.050	0.005	0.007	0.063	pas de FLUX GERE	0.100	0.034	0.169	pas de QMNA5	N

Tableau e : Bilan des paramètres significatifs dans les eaux traitées



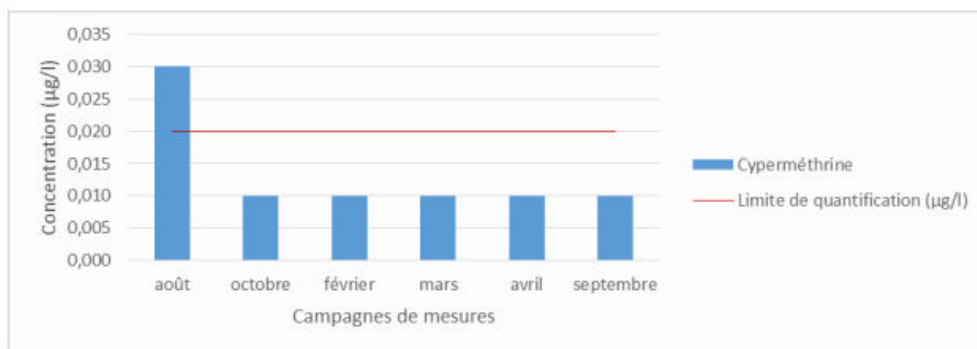
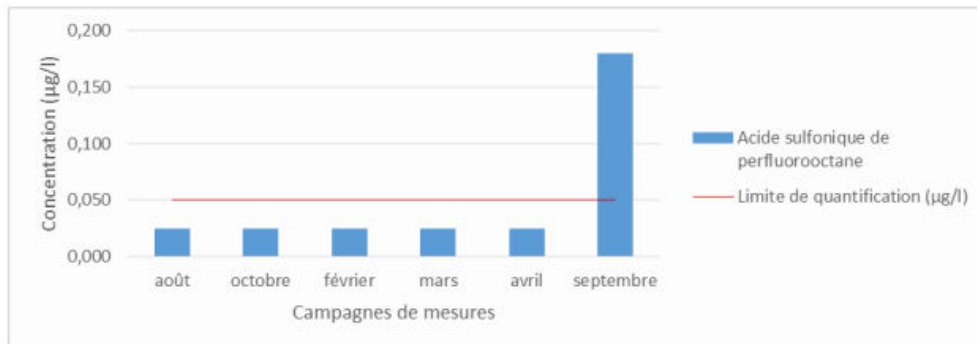
CARSO – LABORATOIRE SANTE ENVIRONNEMENT HYGIENE DE LYON
Laboratoire Agréé pour les analyses d'eaux par le Ministère de la Santé

Le tableau ci-après indique synthétiquement la condition non respectée entraînant la significativité du paramètre, ou de la famille de paramètre.

Substance	Critère de significativité
Acide sulfonique de perfluorooctane	CMP et FMA
Cyperméthrine	CMP et Cmax
Terbutryne	Cmax

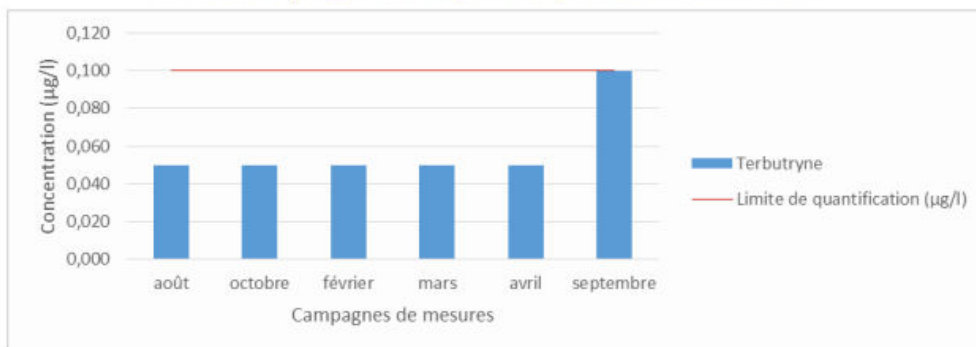
Tableau f : Bilan des critères de significativité relatifs aux paramètres quantifiés dans les eaux traitées

De plus, un graphique est proposé pour chacune de ces substances afin d'apprécier l'évolution des concentrations au fil des campagnes de mesure.





CARSO – LABORATOIRE SANTE ENVIRONNEMENT HYGIENE DE LYON
Laboratoire Agréé pour les analyses d'eaux par le Ministère de la Santé





CARSO – LABORATOIRE SANTE ENVIRONNEMENT HYGIENE DE LYON
Laboratoire Agréé pour les analyses d'eaux par le Ministère de la Santé

4. Conclusion

La police de l'eau doit statuer sur la significativité des substances, et donc un éventuel diagnostic amont complémentaire à lancer afin de permettre une meilleure compréhension des émissions observées, et d'identifier des actions de réduction. A titre indicatif, selon les informations en notre possession les substances significatives seraient les suivantes :

Substance	Eau brute	Eau traitée
Acide sulfonique de perfluorooctane		X
Anthracène	X	
Benzo(a)pyrène	X	
Benzo(b)fluoranthène	X	
Benzo(g,h,i)pérylène	X	
Benzo(k)fluoranthène	X	
Cuivre	X	
Cyperméthrine	X	X
Di(2-ethylhexyl)phtalate	X	
Terbutryne		X
Zinc	X	
Somme Nonylphénols et éthoxylates de nonylphénols	X	
Somme Octylphénols et éthoxylates d'octylphénols	X	
	X	



CARSO – LABORATOIRE SANTE ENVIRONNEMENT HYGIENE DE LYON
Laboratoire Agréé pour les analyses d'eaux par le Ministère de la Santé

ANNEXE 1: Modalités d'identification des substances significatives

STEP ROQUEBRUNE CAP MARTIN – *Campagne de recherche de micropolluants* – Décembre 2019 24

Accusé de réception en préfecture
006-240600551-20201223-207-2020-DE
Date de télétransmission : 23/12/2020
Date de réception préfecture : 23/12/2020



CARSO – LABORATOIRE SANTE ENVIRONNEMENT HYGIENE DE LYON
Laboratoire Agréé pour les analyses d'eaux par le Ministère de la Santé

Modalités d'identification des substances significatives

Les points ci-après reprennent les modalités de calculs présentées dans l'annexe VI de la note technique du 12 août 2016.

1. Abréviations utilisées :

Les abréviations suivantes sont utilisées par la suite :

Ci :	Concentration mesurée
Cmax :	Concentration maximale mesurée dans l'année
CRi :	Concentration Retenue pour les calculs
CMP :	Concentration Moyenne Pondérée par les volumes journaliers
FMJ :	Flux moyen journalier
FMA :	Flux moyen annuel
Vi :	Volume journalier d'eau traitée rejeté au milieu le jour de prélèvement
VA :	Volume annuel d'eau traitée rejet au milieu
i :	ième prélèvement
NQE-MA :	Norme de Qualité Environnementale exprimée en valeur Moyenne Annuelle
NQE-CMA :	Norme de Qualité Environnementale exprimée en Concentration maximale Admissible

2. Détails des modalités de calculs

Dans les cas différents abordés dans la suite de la présente annexe, la règle de détermination de quantification d'une substance est la suivante :

Substance quantifiée si : $C_i \geq LQ$ laboratoire



CARSO – LABORATOIRE SANTE ENVIRONNEMENT HYGIENE DE LYON
Laboratoire Agréé pour les analyses d'eaux par le Ministère de la Santé

2.1 Cas général : le micropolluant dispose d'une NQE et/ou d'un flux GEREP

Dans cette partie on considère :

- Si $C_i < LQ_{\text{laboratoire}}$ alors $CR_i = LQ_{\text{laboratoire}}/2$
 - Si $C_i \geq LQ_{\text{laboratoire}}$ alors $CR_i = C_i$
- Calcul de la concentration moyenne pondérée par les volumes journaliers :

$$CMP = \frac{\sum CR_i V_i}{\sum V_i}$$

- Calcul du flux moyen annuel :
 - Si le micropolluant est quantifié au moins une fois : $FMA = CMP \times VA$
 - Si le micropolluant n'est jamais quantifié : $FMA = 0$
- Calcul du flux moyen journalier :
 - Si le micropolluant est quantifié au moins une fois : $FMJ = FMA / 365$
 - Si le micropolluant n'est jamais quantifié : $FMJ = 0$

2.2 Cas des familles de micropolluants : la NQE ou le flux GEREP est défini pour la somme des micropolluants de la famille

Pour chaque micropolluant appartenant à une famille, les règles appliquées sont les suivantes:

- Si $C_i \text{ Micropolluant} < LQ_{\text{laboratoire}}$ alors $CR_i \text{ Micropolluant} = 0$
- Si $C_i \text{ Micropolluant} \geq LQ_{\text{laboratoire}}$ alors $CR_i \text{ Micropolluant} = C_i \text{ Micropolluant}$

Les calculs mis en œuvre pour les familles de micropolluants sont les suivants :

- $CR_{\text{Famille}} = \sum CR_i \text{Micropolluant}$
- $CMP_{\text{Famille}} = \frac{\sum CR_i \text{Famille } V_i}{\sum V_i}$
- $FMA_{\text{Famille}} = CMP_{\text{Famille}} \times VA$
- $FMJ_{\text{Famille}} = FMA_{\text{Famille}} / 365$



CARSO – LABORATOIRE SANTE ENVIRONNEMENT HYGIENE DE LYON
Laboratoire Agréé pour les analyses d'eaux par le Ministère de la Santé

2.3 Détermination du caractère significatif d'un micropolluant ou d'une famille

- Un micropolluant est significatif dans les eaux brutes si :
 - Le micropolluant est quantifié au moins une fois ET
 - $CMP \geq 50 \times NQE-MA$ OU
 - $C_{max} \geq 5 \times NQE-CMA$ OU
 - $FMA \geq \text{Flux GEREP annuel}$

- Un micropolluant est significatif dans les eaux traitées si :
 - Le micropolluant est quantifié au moins une fois ET
 - $CMP \geq 10 \times NQE-MA$ OU
 - $C_{max} \geq NQE-CMA$ OU
 - $FMJ \geq 0.1 \times \text{Flux journalier théorique admissible par le milieu}$ OU
 - $FMA \geq \text{Flux GEREP annuel}$

Avec le flux journalier théorique admissible par le milieu obtenu en multipliant le Débit mensuel d'étiage de fréquence quinquennale (QMNA5) par la NQE.

- Une famille est significative dans les eaux brutes si :
 - Au moins un micropolluant de la famille est quantifié au moins une fois ET
 - $CMP_{\text{famille}} \geq 50 \times NQE-MA$ OU
 - $C_{max\text{famille}} \geq 5 \times NQE-CMA$ OU
 - $FMA_{\text{famille}} \geq \text{Flux GEREP annuel}$



CARSO – LABORATOIRE SANTE ENVIRONNEMENT HYGIENE DE LYON
Laboratoire Agréé pour les analyses d'eaux par le Ministère de la Santé

- Une famille est significative dans les eaux traitées si :
 - Au moins un micropolluant de la famille est quantifié au moins une fois ET
 - $CMPF_{famille} \geq 10 \times NQE-MA$ OU
 - $C_{maxFamille} \geq NQE-CMA$ OU
 - $FMJ_{famille} \geq 0.1 \times \text{Flux journalier théorique admissible par le milieu}$ OU
 - $FMA_{famille} \geq \text{Flux GEREP annuel}$
 - A l'exception des HAP, la masse d'eau dans laquelle les eaux traitées sont rejetées est déclassée pour la famille de micropolluants considérée.



CARSO – LABORATOIRE SANTE ENVIRONNEMENT HYGIENE DE LYON
Laboratoire Agréé pour les analyses d'eaux par le Ministère de la Santé

ANNEXE 2: Performances analytiques

STEP ROQUEBRUNE CAP MARTIN – *Campagne de recherche de micropolluants* – Décembre 2019 25

Accusé de réception en préfecture
006-240600551-20201223-207-2020-DE
Date de télétransmission : 23/12/2020
Date de réception préfecture : 23/12/2020

Performances analytiques des analyses en entrée de STEU (MES < 250mg/L)

Grande Famille	Libellé paramètre	Cofrac	Code Sandre	LD	LQ	Unité	Complément	Libellé Méthode	Norme
Fraction : eau brute	1,2-dichlorobéthane	Oui	1161	0,7	2 µg/l			HS/GCMS	NF EN ISO 10301
Fraction : eau brute	2,2',3,4',4',5',5'-heptabromodiphényléther (BDE183)	Oui	2910	0,007	0,02 µg/l			HRGC/HRMS, extraction LL	Méthode MET-081
Fraction : eau brute	2,2',4,4'-tétrabromodiphényléther (BDE47)	Oui	2919	0,007	0,02 µg/l			HRGC/HRMS, extraction LL	Méthode MET-081
Fraction : eau brute	2,2',4,4',5-pentabromodiphényléther (BDE99)	Oui	2916	0,007	0,02 µg/l			HRGC/HRMS, extraction LL	Méthode MET-081
Fraction : eau brute	2,2',4,4',5,6-hexabromodiphényléther (BDE153)	Oui	2912	0,007	0,02 µg/l			HRGC/HRMS, extraction LL	Méthode MET-081
Fraction : eau brute	2,2',4,4',5,6'-hexabromodiphényléther (BDE154)	Oui	2911	0,007	0,02 µg/l			HRGC/HRMS, extraction LL	Méthode MET-081
Fraction : eau brute	2,2',4,4',5-pentabromodiphényléther (BDE100)	Oui	2915	0,007	0,02 µg/l			HRGC/HRMS, extraction LL	Méthode MET-081
Fraction : eau brute	2,4,4'-tribromodiphényléther (BDE28)	Oui	2920	0,007	0,02 µg/l			HRGC/HRMS, extraction LL	Méthode MET-081
Fraction : eau brute	2,4-D	Oui	1141	0,03	0,10 µg/l			LC/MS/MS, injection directe	Méthode M-ET267
Fraction : eau brute	2,4-MCPA	Oui	1212	0,017	0,05 µg/l			LC/MS/MS, injection directe	Méthode M-ET267
Fraction : eau brute	4-nonylphénol ramifiés	Oui	1958	0,17	0,50 µg/l			GC/MS/MS, extraction LL	Méthode M-ET127
Fraction : eau brute	4-tert octylphénol	Oui	1959	0,03	0,10 µg/l			GC/MS/MS, extraction LL	Méthode M-ET127
Fraction : eau brute	Acides perfluorooctane sulfonique (PFOS)	Oui	6560	0,017	0,05 µg/l			LC/MS/MS, extraction LL	Méthode M-ET259
Fraction : eau brute	Aclonifen	Oui	1688	0,03	0,10 µg/l			GC/MS/MS, extraction LL	Méthode M-ET127
Fraction : eau brute	Alpha hexabromocyclo dodécane (HBCDD alpha)	Oui	6651	0,017	0,05 µg/l			LC/MS/MS, extraction LL	Méthode M-ET266
Fraction : eau brute	Aminotriazole	Oui	1105	0,03	0,10 µg/l			LC/MS/MS, dérivation	Méthode M-ET265
Fraction : eau brute	AMPA	Oui	1907	0,03	0,10 µg/l			LC/MS/MS, dérivation	Méthode M-ET268
Fraction : eau brute	Anthracène	Oui	1458	0,003	0,010 µg/l			GC/MS/MS, extraction LL	Méthode M-ET127
Fraction : eau brute	Arasenic total	Oui	1369	1,7	5 µg/l	As		ICP/MS, digestion eau régale	NF EN ISO 15687-1, 17294-1, 17294-2
Fraction : eau brute	Azoxystrobine	Oui	1951	0,03	0,10 µg/l			LC/MS/MS, extraction LL	Méthode M-ET265
Fraction : eau brute	Bentazone	Oui	1113	0,017	0,05 µg/l			LC/MS/MS, extraction LL	Méthode M-ET265
Fraction : eau brute	Benzène	Oui	1114	0,3	1 µg/l			HS/GCMS	NF EN ISO 11423-1
Fraction : eau brute	Benzo (a) pyrène	Oui	1115	0,003	0,010 µg/l			GC/MS/MS, extraction LL	Méthode M-ET127
Fraction : eau brute	Benzo (b) fluoranthène	Oui	1116	0,0017	0,005 µg/l			GC/MS/MS, extraction LL	Méthode M-ET127
Fraction : eau brute	Benzo (ghi) pérylène	Oui	1118	0,0017	0,005 µg/l			GC/MS/MS, extraction LL	Méthode M-ET127
Fraction : eau brute	Benzo (k) fluoranthène	Oui	1117	0,0017	0,005 µg/l			GC/MS/MS, extraction LL	Méthode M-ET127
Fraction : eau brute	Beta hexabromocyclo dodécane (HBCDD beta)	Oui	6652	0,017	0,05 µg/l			LC/MS/MS, extraction LL	Méthode M-ET266
Fraction : eau brute	Bisfenol	Oui	1119	0,03	0,10 µg/l			GC/MS/MS, extraction LL	Méthode M-ET127
Fraction : eau brute	Biphényle	Oui	1584	0,017	0,05 µg/l			GC/MS/MS, extraction LL	Méthode M-ET127
Fraction : eau brute	Bis (2-éthyl hexyl) phtalate (DEHP)	Oui	6616	0,3	1 µg/l			GC/MS/MS, extraction LL	Méthode M-ET127
Fraction : eau brute	Boscald	Oui	5526	0,03	0,10 µg/l			GC/MS/MS, extraction LL	Méthode M-ET127
Fraction : eau brute	C10-C13 chloroalcanes à 55% de chlore	Oui	1955	2	5 µg/l			NC/GCMS, extraction LL	NF EN ISO 12010
Fraction : eau brute	Cadmium total	Oui	1388	0,3	1 µg/l	Cd		ICP/MS, digestion eau régale	NF EN ISO 15687-1, 17294-1, 17294-2
Fraction : eau brute	Chloroforme	Oui	1135	0,3	1 µg/l			HS/GCMS	NF EN ISO 10301
Fraction : eau brute	Chlorofurone	Oui	1136	0,017	0,05 µg/l			LC/MS/MS, extraction LL	Méthode M-ET265
Fraction : eau brute	Chlorophane	Oui	1474	0,03	0,10 µg/l			GC/MS/MS, extraction LL	Méthode M-ET127
Fraction : eau brute	Chrome total	Oui	1389	1,7	5 µg/l	Cr		ICP/MS, digestion eau régale	NF EN ISO 15687-1, 17294-1, 17294-2
Fraction : eau brute	Cobalt total	Oui	1379	1,0	3 µg/l	Co		ICP/MS, digestion eau régale	NF EN ISO 15687-1, 17294-1, 17294-2
Fraction : eau brute	Cuivre total	Oui	1392	1,7	5 µg/l	Cu		ICP/MS, digestion eau régale	NF EN ISO 15687-1, 17294-1, 17294-2
Fraction : eau brute	Cybutrine (Irgarol)	Oui	1935	0,008	0,025 µg/l			GC/MS/MS, extraction LL	Méthode M-ET127
Fraction : eau brute	Cyperméthrine	Oui	1140	0,007	0,02 µg/l			GC/MS/MS, extraction LL	Méthode M-ET127
Fraction : eau brute	Cyprodinil	Oui	1359	0,017	0,05 µg/l			GC/MS/MS, extraction LL	Méthode M-ET127
Fraction : eau brute	Décabromodiphényléther (BDE209)	Oui	1815	0,017	0,05 µg/l			HRGC/HRMS, extraction LL	Méthode MET-081
Fraction : eau brute	Demande biochimique en oxygène (DBO) avec ATU (5 jours)	Oui	1313	1,0	3 mg/l	O2		Avec dilutions	NF EN 1899-1
Fraction : eau brute	Demande Chimique en Oxygène (indice ST-DOO)	Oui	6396	10	30 mg/l	O2		Spectrophotométrie	ISO 15705
Fraction : eau brute	Dibutylétain cation	Oui	7074	0,007	0,02 µg/l			GC/MS	NF EN ISO 17353
Fraction : eau brute	Dichlorométhane	Oui	1168	1,7	5 µg/l			HS/GCMS	NF EN ISO 10301
Fraction : eau brute	Dichlorvos	Oui	1170	0,017	0,05 µg/l			GC/MS/MS, extraction LL	Méthode M-ET127
Fraction : eau brute	Dicofol	Oui	1172	0,017	0,05 µg/l			GC/MS/MS, extraction LL	Méthode M-ET127
Fraction : eau brute	Diffufenican	Oui	1814	0,017	0,05 µg/l			GC/MS/MS, extraction LL	Méthode M-ET127
Fraction : eau brute	Digestion	Oui			-			Digestion (eau régale)	NF EN ISO 15687-1
Fraction : eau brute	Diuron	Oui	1177	0,017	0,05 µg/l			LC/MS/MS, extraction LL	Méthode M-ET265
Fraction : eau brute	Ethylbenzène	Oui	1487	0,3	1 µg/l			HS/GCMS	NF EN ISO 11423-1

Accusé de réception en préfecture
006-240600551-20201223-207-2020-DE
Date de télétransmission : 23/12/2020
Date de réception préfecture : 23/12/2020

Performances analytiques des analyses en entrée de STEU (MES < 250mg/L)

Fraction : eau brute	Fluoranthène	Oui	1191	0.003	0.010	µg/l		GC/MSMS, extraction LL	Méthode M-ET127
Fraction : eau brute	Gamma hexabromocyclohexane (HBCDD gamma)	Oui	6653	0.017	0.05	µg/l		LC/MSMS, extraction LL	Méthode M-ET266
Fraction : eau brute	Glyphosate (incluant le sulfosate)	Oui	1506	0.003	0.10	µg/l		LC/MSMS, dérivation	Méthode M-ET268
Fraction : eau brute	Héptachlore	Oui	1197	0.007	0.02	µg/l		GC/MSMS, extraction LL	Méthode M-ET127
Fraction : eau brute	Héptachlore époxide exo	Oui	1748	0.007	0.02	µg/l		GC/MSMS, extraction LL	Méthode M-ET127
Fraction : eau brute	Hexachlorobenzène	Oui	1199	0.003	0.01	µg/l		GC/MSMS, extraction LL	Méthode M-ET127
Fraction : eau brute	Hexachlorobutadiène	Oui	1652	0.17	0.5	µg/l		HS/GCMS	NF EN ISO 10301
Fraction : eau brute	Imidaclopride	Oui	1877	0.017	0.05	µg/l		LC/MSMS, extraction LL	Méthode M-ET265
Fraction : eau brute	Indino (1,2,3 cd) pyrène	Oui	1204	0.0017	0.005	µg/l		GC/MSMS, extraction LL	Méthode M-ET127
Fraction : eau brute	Iprodione	Oui	1206	0.03	0.10	µg/l		GC/MSMS, extraction LL	Méthode M-ET127
Fraction : eau brute	Isoproturon	Oui	1208	0.017	0.05	µg/l		LC/MSMS, extraction LL	Méthode M-ET265
Analyses physicochimiques									
Matières en suspension totales									
Fraction : eau brute	Mercure total	Oui	1305	0.7	2.0	mg/l	Hg	Gravimétrie après filtration-filtre Whatman 934 AH	NF EN 872
Fraction : eau brute	Métaldéhyde	Oui	1367	0.07	0.2	µg/l		ICP/MS, digestion eau régale	NF EN ISO 15687-1, 17294-1, 17294-2
Fraction : eau brute	Metazachlore	Oui	1796	0.03	0.10	µg/l		LC/MSMS, injection directe	Méthode M-ET267
Fraction : eau brute	Monobutylétain cation	Oui	1670	0.017	0.05	µg/l		GC/MSMS, extraction LL	Méthode M-ET127
Fraction : eau brute	Naphtalène	Oui	2542	0.007	0.02	µg/l		GC/MS	NF EN ISO 17353
Fraction : eau brute	Nickel total	Oui	1517	0.017	0.05	µg/l	Ni	GC/MSMS, extraction LL	Méthode M-ET127
Fraction : eau brute	Nicosulfuron	Oui	1386	1.7	5	µg/l		ICP/MS, digestion eau régale	NF EN ISO 15687-1, 17294-1, 17294-2
Fraction : eau brute	NP1EO (nonylphénol monoéthoxylate)	Oui	1882	0.017	0.05	µg/l		LC/MSMS, injection directe	Méthode M-ET267
Fraction : eau brute	NP2EO (nonylphénol diéthoxylate)	Oui	6366	0.03	0.10	µg/l		LC/FLD, extraction LL	Méthode M-ET119
Fraction : eau brute	NP3EO (nonylphénol triéthoxylate)	Oui	6369	0.03	0.10	µg/l		LC/FLD, extraction LL	Méthode M-ET119
Fraction : eau brute	OP2EO (octylphénol monoéthoxylate)	Oui	6370	0.03	0.10	µg/l		LC/FLD, extraction LL	Méthode M-ET119
Fraction : eau brute	OP2EO (octylphénol diéthoxylate)	Oui	6371	0.03	0.10	µg/l		LC/FLD, extraction LL	Méthode M-ET119
Fraction : eau brute	Oxadiazon	Oui	1667	0.010	0.03	µg/l		GC/MSMS, extraction LL	Méthode M-ET127
Fraction : eau brute	PCB 101	Oui	1242	0.0017	0.005	µg/l		GC/MSMS, extraction LL	Méthode M-ET127
Fraction : eau brute	PCB 118	Oui	1243	0.0017	0.005	µg/l		GC/MSMS, extraction LL	Méthode M-ET127
Fraction : eau brute	PCB 138	Oui	1244	0.0017	0.005	µg/l		GC/MSMS, extraction LL	Méthode M-ET127
Fraction : eau brute	PCB 153	Oui	1245	0.0017	0.005	µg/l		GC/MSMS, extraction LL	Méthode M-ET127
Fraction : eau brute	PCB 180	Oui	1246	0.0017	0.005	µg/l		GC/MSMS, extraction LL	Méthode M-ET127
Fraction : eau brute	PCB 28	Oui	1238	0.0017	0.005	µg/l		GC/MSMS, extraction LL	Méthode M-ET127
Fraction : eau brute	PCB 52	Oui	1241	0.0017	0.005	µg/l		GC/MSMS, extraction LL	Méthode M-ET127
Fraction : eau brute	Pendimethaline	Oui	1234	0.017	0.05	µg/l		GC/MSMS, extraction LL	Méthode M-ET127
Fraction : eau brute	Pentachlorobenzène	Oui	1888	0.003	0.01	µg/l		GC/MSMS, extraction LL	Méthode M-ET127
Fraction : eau brute	Pentachlorophénol	Oui	1235	0.03	0.10	µg/l		GC/MSMS, acétylation, extraction LL	Méthode M-ET144
Fraction : eau brute	pH	Oui	1302	0.17	0.5	°C		Electrochimie	NF EN ISO 10523
Fraction : eau brute	Phosphate de tributyle (TBP)	Oui	1847	0.03	0.10	µg/l		GC/MSMS, extraction LL	Méthode M-ET127
Fraction : eau brute	Plomb total	Oui	1382	0.7	2	µg/l	Pb	ICP/MS, digestion eau régale	NF EN ISO 15687-1, 17294-1, 17294-2
Fraction : eau brute	Quinoxylene	Oui	2028	0.03	0.10	µg/l		GC/MSMS, extraction LL	Méthode M-ET127
Fraction : eau brute	Somme des 4 HAP (benzo(a)pyr., benzo(b) et benzo(k) fluorant., indéno pyr.)	Oui	0.0017	0.005	µg/l			GC/MSMS, extraction LL	Méthode M-ET127
Fraction : eau brute	Somme des 4 organostanneux (butylétains et triphénylétain)	Oui	7330	0.003	0.01	µg(Sn)/l		GC/MS	NF EN ISO 17353
Fraction : eau brute	Somme des 6 PBDE (28,47,99,100,153,154)	Oui	7705	0.007	0.02	µg/l		HRGC/HRMS, extraction LL	Méthode MET-081
Fraction : eau brute	Somme des 7 PCB	Oui	7431	0.0017	0.005	µg/l		GC/MSMS, extraction LL	Méthode M-ET127
Fraction : eau brute	Somme des 9 PBDE (28,47,99,100,153,154,183,209)	Oui	8430	0.007	0.02	µg/l		HRGC/HRMS, extraction LL	Méthode MET-081
Fraction : eau brute	Somme des BTEX	Oui	5918	0.3	1	µg/l		HS/GCMS	NF EN ISO 11423-1
Fraction : eau brute	Somme des HBCDD	Oui	7128	0.017	0.05	µg/l		LC/MSMS, extraction LL	Méthode M-ET266
Fraction : eau brute	Somme nonylphénols éthoxylates et 4-nonylphénols	Non	8431	0.03	0.10	µg/l		Calcul	
Fraction : eau brute	Somme octylphénols éthoxylates et 4-tert-octylphénols	Non	8432	0.03	0.10	µg/l		Calcul	
Fraction : eau brute	Tabuconazole	Oui	1694	0.03	0.10	µg/l		GC/MSMS, extraction LL	Méthode M-ET127
Fraction : eau brute	Température de mesure du pH	Oui	6484	0.3	1	°C		Electrochimie	NF EN ISO 10523
Fraction : eau brute	Terbutylne	Oui	1269	0.03	0.10	µg/l		GC/MSMS, extraction LL	Méthode M-ET127
Fraction : eau brute	Tétrachloroéthylène	Oui	1272	0.17	0.5	µg/l		HS/GCMS	NF EN ISO 10301
Fraction : eau brute	Tétrachlorure de carbone	Oui	1276	0.17	0.5	µg/l		HS/GCMS	NF EN ISO 10301
Fraction : eau brute	Thiabenzazole	Oui	1713	0.03	0.10	µg/l		LC/MSMS, extraction LL	Méthode M-ET265
Fraction : eau brute	Tiane total	Oui	1373	3	10	µg/l	Ti	ICP/MS, digestion eau régale	NF EN ISO 15687-1, 17294-1, 17294-2
Fraction : eau brute	Toluène	Oui	1278	0.3	1	µg/l		HS/GCMS	NF EN ISO 11423-1

Performances analytiques des analyses en entrée de STEU (MES < 250mg/L)

Fraction : eau brute	Tributylétain cation	Oui	2879	0.007	0.02	µg/l		GC/MS	NF EN ISO 17353
Fraction : eau brute	Trichloroéthylène	Oui	1286	0.17	0.5	µg/l		HS/GC/MS	NF EN ISO 10301
Fraction : eau brute	Triphénylétain cation	Oui	6372	0.007	0.02	µg/l		GC/MS	NF EN ISO 17353
Fraction : eau brute	Xylène ortho	Oui	1292	0.3	1	µg/l		HS/GC/MS	NF EN ISO 11423-1
Fraction : eau brute	Xylènes (m + p)	Oui	2925	0.3	1	µg/l		HS/GC/MS	NF EN ISO 11423-1
Fraction : eau brute	Xylènes (o + m + p)	Oui	1780	0.7	2	µg/l		HS/GC/MS	NF EN ISO 11423-1
Fraction : eau brute	Zinc total	Oui	1383	1.7	5	µg/l	Zn	ICP/MS, digestion eau régale	NF EN ISO 15687-1, 17294-1, 17294-2

Accusé de réception en préfecture
 006-240600551-20201223-207-2020-DE
 Date de télétransmission : 23/12/2020
 Date de réception préfecture : 23/12/2020

Performances analytiques des analyses en entrée de STEU (MES > 250mg/L)

Grande Famille	Libellé paramètre	Cofrac	Code Sandre	LD	LQ	Unité	Complément	Libellé Méthode	Norme
Fraction : eau brute	1,2-dichlorobéthane	Oui	1161	0,7	2	µg/l		HS/GC/MS	NF EN ISO 10301
Fraction : MES	2,2',3,4,4',5'-hexabromodiphényléther (BDE183)	Non	2910	700	2000	mg/kg	MS	HRGC/HRMS, extraction LS	Méth. MET-081
Fraction : eau brute reconstituée	2,2',3,4,4',5'-hexabromodiphényléther (BDE183)	Non	2910	0,013	0,04	µg/l		Calcul (eau filtrée + MES)	
Fraction : phase aqueuse	2,2',3,4,4',5'-hexabromodiphényléther (BDE183)	Oui	2910	0,007	0,02	µg/l		HRGC/HRMS, extraction LL	Méth. MET-081
Fraction : MES	2,2',4,4',5-tétrabromodiphényléther (BDE47)	Non	2919	13000	40000	mg/kg	MS	HRGC/HRMS, extraction LS	Méth. MET-081
Fraction : eau brute reconstituée	2,2',4,4',5-tétrabromodiphényléther (BDE47)	Non	2919	0,013	0,04	µg/l		Calcul (eau filtrée + MES)	
Fraction : phase aqueuse	2,2',4,4',5-tétrabromodiphényléther (BDE47)	Oui	2919	0,007	0,02	µg/l		HRGC/HRMS, extraction LL	Méth. MET-081
Fraction : MES	2,2',4,4',5-pentabromodiphényléther (BDE99)	Non	2916	2700	8000	mg/kg	MS	HRGC/HRMS, extraction LS	Méth. MET-081
Fraction : eau brute reconstituée	2,2',4,4',5-pentabromodiphényléther (BDE99)	Non	2916	0,013	0,04	µg/l		Calcul (eau filtrée + MES)	
Fraction : phase aqueuse	2,2',4,4',5-pentabromodiphényléther (BDE99)	Oui	2916	0,007	0,02	µg/l		HRGC/HRMS, extraction LL	Méth. MET-081
Fraction : MES	2,2',4,4',5,6-hexabromodiphényléther (BDE153)	Non	2912	700	2000	mg/kg	MS	HRGC/HRMS, extraction LS	Méth. MET-081
Fraction : eau brute reconstituée	2,2',4,4',5,6-hexabromodiphényléther (BDE153)	Non	2912	0,013	0,04	µg/l		Calcul (eau filtrée + MES)	
Fraction : phase aqueuse	2,2',4,4',5,6-hexabromodiphényléther (BDE153)	Oui	2912	0,007	0,02	µg/l		HRGC/HRMS, extraction LL	Méth. MET-081
Fraction : MES	2,2',4,4',5,6-hexabromodiphényléther (BDE154)	Non	2911	700	2000	mg/kg	MS	HRGC/HRMS, extraction LS	Méth. MET-081
Fraction : eau brute reconstituée	2,2',4,4',5,6-hexabromodiphényléther (BDE154)	Non	2911	0,013	0,04	µg/l		Calcul (eau filtrée + MES)	
Fraction : phase aqueuse	2,2',4,4',5,6-hexabromodiphényléther (BDE154)	Oui	2911	0,007	0,02	µg/l		HRGC/HRMS, extraction LL	Méth. MET-081
Fraction : MES	2,2',4,4',5,6-pentabromodiphényléther (BDE100)	Non	2915	1300	4000	mg/kg	MS	HRGC/HRMS, extraction LS	Méth. MET-081
Fraction : eau brute reconstituée	2,2',4,4',5,6-pentabromodiphényléther (BDE100)	Non	2915	0,013	0,04	µg/l		Calcul (eau filtrée + MES)	
Fraction : phase aqueuse	2,2',4,4',5,6-pentabromodiphényléther (BDE100)	Oui	2915	0,007	0,02	µg/l		HRGC/HRMS, extraction LL	Méth. MET-081
Fraction : MES	2,4,4'-tribromodiphényléther (BDE28)	Non	2920	700	2000	mg/kg	MS	HRGC/HRMS, extraction LS	Méth. MET-081
Fraction : eau brute reconstituée	2,4,4'-tribromodiphényléther (BDE28)	Non	2920	0,013	0,04	µg/l		Calcul (eau filtrée + MES)	
Fraction : phase aqueuse	2,4,4'-tribromodiphényléther (BDE28)	Oui	2920	0,007	0,02	µg/l		HRGC/HRMS, extraction LL	Méth. MET-081
Fraction : eau brute reconstituée	2,4-D	Non	1141	0,03	0,10	µg/l		Calcul (eau filtrée + MES)	
Fraction : phase aqueuse	2,4-D	Oui	1141	0,03	0,10	µg/l		LC/MS/MS, injection directe	Méthode M-ET267
Fraction : MES	2,4-D	Non	1141	0,03	0,10	mg/kg	MS	LC/MS/MS, extraction ASE	Méthode M-S060
Fraction : eau brute reconstituée	2,4-MCPA	Non	1212	0,03	0,10	µg/l		Calcul (eau filtrée + MES)	
Fraction : phase aqueuse	2,4-MCPA	Oui	1212	0,017	0,05	µg/l		LC/MS/MS, injection directe	Méthode M-ET267
Fraction : MES	2,4-MCPA	Non	1212	0,03	0,10	mg/kg	MS	LC/MS/MS, extraction ASE	Méthode M-S060
Fraction : eau brute reconstituée	4-nonylphénols ramifiés	Non	1958	0,17	0,50	µg/l		Calcul (eau filtrée + MES)	
Fraction : phase aqueuse	4-nonylphénols ramifiés	Oui	1958	0,17	0,50	µg/l		GC/MS/MS, extraction LL	Méthode M-ET127
Fraction : MES	4-nonylphénols ramifiés	Non	1958	0,03	0,100	mg/kg	MS	GC/MS/MS, extraction ASE	Méthode M-S054
Fraction : eau brute reconstituée	4-tert octylphénol	Non	1959	0,03	0,10	mg/kg	MS	GC/MS/MS, extraction ASE	Méthode M-S054
Fraction : phase aqueuse	4-tert octylphénol	Oui	1959	0,03	0,10	µg/l		GC/MS/MS, extraction LL	Méthode M-ET127
Fraction : eau brute reconstituée	4-tert octylphénol	Non	1959	0,03	0,10	µg/l		Calcul (eau filtrée + MES)	
Fraction : MES	Acide perfluorooctane sulfonique (PFOS)	Non	6560	0,03	0,100	mg/kg	MS	LC/MS/MS, extraction ASE	Méthode M-ST117
Fraction : phase aqueuse	Acide perfluorooctane sulfonique (PFOS)	Oui	6560	0,017	0,05	µg/l		LC/MS/MS, extraction LL	Méthode M-ET259
Fraction : eau brute reconstituée	Acide perfluorooctane sulfonique (PFOS)	Non	6560	0,03	0,10	µg/l		Calcul (eau filtrée + MES)	
Fraction : eau brute reconstituée	Aclonifen	Non	1688	0,01	0,25	µg/l		Calcul (eau filtrée + MES)	
Fraction : phase aqueuse	Aclonifen	Oui	1688	0,03	0,10	µg/l		GC/MS/MS, extraction LL	Méthode M-ET127
Fraction : MES	Aclonifen	Non	1688	0,007	0,020	mg/kg	MS	GC/MS/MS, extraction ASE	Méthode M-S054
Fraction : phase aqueuse	Alpha hexabromoxycyclododecane (alpha HBCDD)	Oui	6651	0,017	0,05	µg/l		LC/MS/MS, extraction LL	Méthode M-ET268
Fraction : eau brute reconstituée	Alpha hexabromoxycyclododecane (alpha HBCDD)	Non	6651	0,03	0,10	µg/l		Calcul (eau filtrée + MES)	
Fraction : MES	Alpha hexabromoxycyclododecane (HBCDD alpha)	Non	6651	0,03	0,10	mg/kg	MS	LC/MS/MS, extraction ASE	Méthode S-058
Fraction : phase aqueuse	Amnolozate	Oui	1105	0,03	0,10	µg/l		LC/MS/MS, dérivation	Méthode M-ET269
Fraction : MES	Amnolozate	Non	1105	0,007	0,020	mg/kg	MS	LC/MS/MS, dérivation	Méthode M-S062
Fraction : eau brute reconstituée	Amnolozate	Non	1105	0,07	0,20	µg/l		Calcul (eau filtrée + MES)	
Fraction : phase aqueuse	AMPA	Oui	1907	0,03	0,10	µg/l		LC/MS/MS, dérivation	Méthode M-ET268
Fraction : eau brute reconstituée	AMPA	Non	1907	0,07	0,20	µg/l		Calcul (eau filtrée + MES)	
Fraction : MES	AMPA	Non	1907	0,03	0,10	mg/kg	MS	LC/MS/MS, dérivation	Méthode M-S062
Fraction : phase aqueuse	Anthracène	Non	1458	0,003	0,010	mg/kg	MS	GC/MS/MS, extraction ASE	Méthode M-S054
Fraction : phase aqueuse	Anthracène	Oui	1458	0,003	0,010	µg/l		GC/MS/MS, extraction LL	Méthode M-ET127
Fraction : eau brute reconstituée	Anthracène	Non	1458	0,003	0,010	µg/l		Calcul (eau filtrée + MES)	
Fraction : eau brute	Arsenic total	Oui	1365	1,1	5	µg/l		ICP/MS, digestion eau égale	NF EN ISO 15587-1, 17294-1, 17294-2
Fraction : phase aqueuse	Azoxystrobine	Oui	1951	0,03	0,10	µg/l		LC/MS/MS, extraction LL	Méthode M-ET265
Fraction : MES	Azoxystrobine	Non	1951	0,03	0,10	mg/kg	MS	LC/MS/MS, extraction ASE	Méthode M-S059
Fraction : eau brute reconstituée	Azoxystrobine	Non	1951	0,07	0,25	µg/l		Calcul (eau filtrée + MES)	
Fraction : phase aqueuse	Berazone	Oui	1113	0,017	0,05	µg/l		LC/MS/MS, extraction LL	Méthode M-ET265
Fraction : MES	Berazone	Non	1113	0,03	0,10	mg/kg	MS	LC/MS/MS, extraction ASE	Méthode M-S059
Fraction : eau brute reconstituée	Berazone	Non	1113	0,03	0,10	µg/l		Calcul (eau filtrée + MES)	
Fraction : eau brute	Benzène	Oui	1114	0,3	1	µg/l		HS/GC/MS	NF EN ISO 11423-1

Accusé de réception en préfecture
006-240600551-20201223-207-2020-DE
Date de télétransmission : 23/12/2020
Date de réception préfecture : 23/12/2020

Performances analytiques des analyses en entrée de STEU (MES > 250mg/L)

Fraction - MES	Benzo (a) pyrine	Non	1115	0.003	0.010	µg/kg	MS	GC/MS/MS, extraction ASE	Méthode M-S054
Fraction - phase aqueuse	Benzo (a) pyrine	Oui	1115	0.003	0.010	µg/l		GC/MS/MS, extraction LL	Méthode M-ET127
Fraction - eau brute reconstituée	Benzo (a) pyrine	Non	1115	0.003	0.010	µg/l		Calcul (eau filtrée + MES)	
Fraction - MES	Benzo (b) fluoranthène	Non	1116	0.017	0.005	mg/kg	MS	GC/MS/MS, extraction ASE	Méthode M-S054
Fraction - phase aqueuse	Benzo (b) fluoranthène	Oui	1116	0.003	0.010	µg/l		GC/MS/MS, extraction LL	Méthode M-ET127
Fraction - eau brute reconstituée	Benzo (b) fluoranthène	Non	1116	0.003	0.010	µg/l		Calcul (eau filtrée + MES)	
Fraction - MES	Benzo (ghi) perylene	Non	1118	0.017	0.005	mg/kg	MS	GC/MS/MS, extraction ASE	Méthode M-S054
Fraction - phase aqueuse	Benzo (ghi) perylene	Oui	1118	0.017	0.005	µg/l		GC/MS/MS, extraction LL	Méthode M-ET127
Fraction - eau brute reconstituée	Benzo (ghi) perylene	Non	1118	0.003	0.010	µg/l		Calcul (eau filtrée + MES)	
Fraction - MES	Benzo (k) fluoranthène	Non	1117	0.017	0.005	mg/kg	MS	GC/MS/MS, extraction ASE	Méthode M-S054
Fraction - phase aqueuse	Benzo (k) fluoranthène	Oui	1117	0.017	0.005	µg/l		GC/MS/MS, extraction LL	Méthode M-ET127
Fraction - eau brute reconstituée	Benzo (k) fluoranthène	Non	1117	0.003	0.010	µg/l		Calcul (eau filtrée + MES)	
Fraction - phase aqueuse	Beta hexabromocyclohexadecane (beta-HBCDD)	Oui	6652	0.03	0.05	µg/l		LC/MS/MS, extraction LL	Méthode M-ET266
Fraction - eau brute reconstituée	Beta hexabromocyclohexadecane (beta-HBCDD)	Non	6652	0.03	0.10	µg/l		Calcul (eau filtrée + MES)	-
Fraction - MES	Beta hexabromocyclohexadecane (HBCDD beta)	Non	6652	0.03	0.10	mg/kg	MS	LC/MS/MS, extraction ASE	Méthode S-058
Fraction - eau brute reconstituée	Bifenox	Non	1119	0.07	0.20	µg/l		Calcul (eau filtrée + MES)	
Fraction - phase aqueuse	Bifenox	Oui	1119	0.03	0.10	µg/l		GC/MS/MS, extraction LL	Méthode M-ET127
Fraction - MES	Bifenox	Non	1119	0.007	0.020	mg/kg	MS	GC/MS/MS, extraction ASE	Méthode M-S054
Fraction - eau brute reconstituée	Biphényle	Non	1864	0.017	0.05	µg/l		Calcul (eau filtrée + MES)	
Fraction - phase aqueuse	Biphényle	Oui	1864	0.017	0.05	µg/l		GC/MS/MS, extraction LL	Méthode M-ET127
Fraction - MES	Biphényle	Non	1864	0.017	0.050	mg/kg	MS	GC/MS/MS, extraction ASE	Méthode M-S054
Fraction - phase aqueuse	Bis (2-éthyl hexyl) phthalate (DEHP)	Non	6616	0.008	0.025	mg/kg	MS	GC/MS/MS, extraction ASE	Méthode M-S054
Fraction - eau brute reconstituée	Bis (2-éthyl hexyl) phthalate (DEHP)	Oui	6616	0.3	1	µg/l		GC/MS/MS, extraction LL	Méthode M-ET127
Fraction - phase aqueuse	Bis (2-éthyl hexyl) phthalate (DEHP)	Non	6616	0.7	2	µg/l		Calcul (eau filtrée + MES)	
Fraction - eau brute reconstituée	Boscalid	Non	5526	0.03	0.10	µg/l		GC/MS/MS, extraction LL	Méthode M-S054
Fraction - phase aqueuse	Boscalid	Oui	5526	0.03	0.10	µg/l		GC/MS/MS, extraction LL	Méthode M-ET127
Fraction - MES	Boscalid	Non	5526	0.007	0.020	mg/kg	MS	GC/MS/MS, extraction ASE	Méthode M-S054
Fraction - phase aqueuse	C10-C13 chloroalcanes à 55% de chlore	Oui	1955	1.7	5	µg/l		NC/GC/MS, extraction LL	NF EN ISO 12010
Fraction - eau brute reconstituée	C10-C13 chloroalcanes à 55% de chlore	Non	1955	3	10	µg/l		Calcul (eau filtrée + MES)	-
Fraction - MES	C10-C13 chloroalcanes à 55% de chlore	Non	1955	0.007	0.020	mg/kg	MS	NC/GC/MS	NF EN ISO 18635
Fraction - eau brute	Cadmium total	Oui	1368	0.3	1	µg/l	Cd	ICP/MS, digestion eau régale	NF EN ISO 15587-1, 17294-1, 17294-2
Fraction - eau brute	Chloroforme	Oui	1135	0.3	1	µg/l		HS/GC/MS	NF EN ISO 10301
Fraction - phase aqueuse	Chlorotoluron	Oui	1136	0.017	0.05	µg/l		LC/MS/MS, extraction LL	Méthode M-ET265
Fraction - MES	Chlorotoluron	Non	1136	0.03	0.10	mg/kg	MS	GC/MS/MS, extraction ASE	Méthode M-S054
Fraction - eau brute reconstituée	Chlorotoluron	Non	1136	0.017	0.05	µg/l		Calcul (eau filtrée + MES)	
Fraction - eau brute reconstituée	Chlorpropham	Non	1474	0.07	0.20	µg/l		Calcul (eau filtrée + MES)	
Fraction - phase aqueuse	Chlorpropham	Oui	1474	0.03	0.10	µg/l		GC/MS/MS, extraction LL	Méthode M-S054
Fraction - MES	Chlorpropham	Non	1474	0.007	0.020	mg/kg	MS	GC/MS/MS, extraction ASE	Méthode M-ET127
Fraction - eau brute	Chrome total	Oui	1369	1.7	5	µg/l	Cr	ICP/MS, digestion eau régale	NF EN ISO 15587-1, 17294-1, 17294-2
Fraction - eau brute	Cobalt total	Oui	1370	1.0	3	µg/l	Co	ICP/MS, digestion eau régale	NF EN ISO 15587-1, 17294-1, 17294-2
Fraction - eau brute	Cuivre total	Oui	1362	1.7	5	µg/l	Cu	ICP/MS, digestion eau régale	NF EN ISO 15587-1, 17294-1, 17294-2
Fraction - eau brute reconstituée	Cybutryne (Irganol)	Non	1935	0.017	0.05	µg/l		Calcul (eau filtrée + MES)	
Fraction - phase aqueuse	Cybutryne (Irganol)	Oui	1935	0.008	0.025	µg/l		GC/MS/MS, extraction LL	Méthode M-ET127
Fraction - MES	Cybutryne (Irganol)	Non	1935	0.03	0.10	mg/kg	MS	GC/MS/MS, extraction ASE	Méthode M-S054
Fraction - phase aqueuse	Cyperméthrine	Non	1140	0.007	0.020	mg/kg	MS	GC/MS/MS, extraction ASE	Méthode M-S054
Fraction - eau brute reconstituée	Cyperméthrine	Non	1140	0.013	0.04	µg/l		Calcul (eau filtrée + MES)	
Fraction - phase aqueuse	Cyperméthrine	Oui	1140	0.007	0.02	µg/l		GC/MS/MS, extraction LL	Méthode M-ET127
Fraction - eau brute reconstituée	Cyprodinil	Non	1359	0.03	0.10	µg/l		Calcul (eau filtrée + MES)	
Fraction - phase aqueuse	Cyprodinil	Oui	1359	0.017	0.05	µg/l		GC/MS/MS, extraction LL	Méthode M-ET127
Fraction - MES	Cyprodinil	Non	1359	0.007	0.020	mg/kg	MS	GC/MS/MS, extraction ASE	Méthode M-S054
Fraction - phase aqueuse	Déca-bromodiphényléther (BDE-209)	Non	1815	70000	200000	ng/kg	MS	HRGC/HRMS, extraction LS	Math. MET-081
Fraction - eau brute reconstituée	Déca-bromodiphényléther (BDE-209)	Non	1815	0.03	0.10	µg/l		Calcul (eau filtrée + MES)	
Fraction - phase aqueuse	Déca-bromodiphényléther (BDE-209)	Oui	1815	0.017	0.05	µg/l		HRGC/HRMS, extraction LL	Math. MET-081
Fraction - eau brute	Demande biochimique en oxygène (DBO) avec ATU (5 jours)	Oui	1313	1.0	3	mg/l	O2	Avec dilutions	NF EN 1899-1
Fraction - eau brute	Demande Chimique en Oxygène (indice ST-DCO)	Oui	6360	10	30	mg/l	O2	Spectrophotométrie	ISO 15705
Fraction - MES	Dibutylétain cation	Non	7074	0.003	0.010	mg/kg	MS	GC/MS	XP T90-250
Fraction - phase aqueuse	Dibutylétain cation	Oui	7074	0.007	0.02	µg/l		GC/MS	NF EN ISO 17363
Fraction - eau brute reconstituée	Dibutylétain cation	Non	7074	0.013	0.04	µg/l		Calcul (eau filtrée + MES)	
Fraction - eau brute	Dichlorométhane	Oui	1168	1.7	5	µg/l		HS/GC/MS	NF EN ISO 10301
Fraction - eau brute reconstituée	Dichlorvos	Non	1170	0.03	0.10	µg/l		Calcul (eau filtrée + MES)	
Fraction - phase aqueuse	Dichlorvos	Oui	1170	0.017	0.05	µg/l		GC/MS/MS, extraction LL	Méthode M-ET127
Fraction - MES	Dichlorvos	Non	1170	0.007	0.020	mg/kg	MS	GC/MS/MS, extraction ASE	Méthode M-S054

Performances analytiques des analyses en entrée de STEU (MES > 250mg/L)

Fraction : eau brute reconstruite	Dicofol	Non	1172	0,03	0,10 µg/l		Calcul (eau filtrée + MES)	
Fraction : phase aqueuse	Dicofol	Oui	1172	0,017	0,05 µg/l		GC/MS/MS, extraction LL	Méthode M-ET127
Fraction : MES	Dicofol	Non	1172	0,007	0,020 mg/kg	MS	GC/MS/MS, extraction ASE	Méthode M-S054
Fraction : eau brute reconstruite	Diflufenican	Non	1814	0,03	0,10 µg/l		Calcul (eau filtrée + MES)	
Fraction : phase aqueuse	Diflufenican	Oui	1814	0,017	0,05 µg/l		GC/MS/MS, extraction LL	Méthode M-ET127
Fraction : MES	Diflufenican	Non	1814	0,007	0,020 mg/kg	MS	GC/MS/MS, extraction ASE	Méthode M-S054
Fraction : eau brute reconstruite	Digéston	Oui	-	-	-		Digéston (eau régale)	NF EN ISO 15587-1
Fraction : phase aqueuse	Diuron	Oui	1177	0,017	0,05 µg/l		LC/MS/MS, extraction LL	Méthode M-ET265
Fraction : MES	Diuron	Non	1177	0,03	0,10 mg/kg		LC/MS/MS, extraction ASE	Méthode M-S059
Fraction : eau brute reconstruite	Diuron	Oui	1177	0,017	0,05 µg/l	MS	Calcul (eau filtrée + MES)	
Fraction : eau brute	Ethylbenzène	Oui	1497	0,3	1 µg/l		HS-GC/MS	NF EN ISO 11423-1
Fraction : MES	Fluoranthène	Non	1191	0,003	0,010 mg/kg	MS	GC/MS/MS, extraction ASE	Méthode M-S054
Fraction : phase aqueuse	Fluoranthène	Oui	1191	0,003	0,010 µg/l		GC/MS/MS, extraction LL	Méthode M-ET127
Fraction : eau brute reconstruite	Fluoranthène	Non	1191	0,003	0,010 µg/l		Calcul (eau filtrée + MES)	
Fraction : phase aqueuse	Gamma hexabromocyclohexane (gamma HBCDD)	Oui	6653	0,017	0,05 µg/l		LC/MS/MS, extraction LL	Méthode M-ET266
Fraction : eau brute reconstruite	Gamma hexabromocyclohexane (gamma HBCDD)	Non	6653	0,03	0,10 µg/l		Calcul (eau filtrée + MES)	
Fraction : MES	Gamma hexabromocyclohexane (HBCDD gamma)	Non	6653	0,03	0,10 mg/kg	MS	LC/MS/MS, extraction ASE	Méthode S-058
Fraction : phase aqueuse	Glyphosate (incluant le sulfosate)	Oui	1506	0,03	0,10 µg/l		LC/MS/MS, dérivation	Méthode M-ET268
Fraction : eau brute reconstruite	Glyphosate (incluant le sulfosate)	Non	1506	0,07	0,20 µg/l		Calcul (eau filtrée + MES)	
Fraction : MES	Glyphosate (incluant le sulfosate)	Non	1506	0,03	0,10 mg/kg	MS	LC/MS/MS, dérivation	Méthode M-S062
Fraction : eau brute reconstruite	Héptachlore	Non	1197	0,013	0,04 µg/l		Calcul (eau filtrée + MES)	
Fraction : phase aqueuse	Héptachlore	Oui	1197	0,007	0,02 µg/l		GC/MS/MS, extraction LL	Méthode M-ET127
Fraction : MES	Héptachlore	Non	1197	0,007	0,020 mg/kg	MS	GC/MS/MS, extraction ASE	Méthode M-S054
Fraction : eau brute reconstruite	Héptachlore époxyde exo	Non	1748	0,013	0,04 µg/l		Calcul (eau filtrée + MES)	
Fraction : MES	Héptachlore époxyde exo	Non	1748	0,007	0,020 mg/kg	MS	GC/MS/MS, extraction ASE	Méthode M-S054
Fraction : phase aqueuse	Héptachlore époxyde exo	Oui	1748	0,007	0,02 µg/l		GC/MS/MS, extraction LL	Méthode M-ET127
Fraction : eau brute reconstruite	Hexachlorobenzène	Non	1196	0,007	0,02 µg/l		Calcul (eau filtrée + MES)	
Fraction : phase aqueuse	Hexachlorobenzène	Oui	1196	0,003	0,01 µg/l		GC/MS/MS, extraction LL	Méthode M-ET127
Fraction : MES	Hexachlorobenzène	Non	1196	0,007	0,020 mg/kg	MS	GC/MS/MS, extraction ASE	Méthode M-S054
Fraction : phase aqueuse	Hexachlorobutadiène	Oui	1852	0,17	0,5 µg/l		HS-GC/MS	NF EN ISO 10301
Fraction : eau brute reconstruite	Hexachlorobutadiène	Non	1852	0,17	0,5 µg/l		Calcul (eau filtrée + MES)	
Fraction : MES	Hexachlorobutadiène	Non	1852	0,03	0,1 mg/kg	MS	HS-GC/MS	NF EN ISO 10301
Fraction : phase aqueuse	Imidaclopride	Oui	1877	0,017	0,05 µg/l		LC/MS/MS, extraction LL	Méthode M-ET265
Fraction : MES	Imidaclopride	Non	1877	0,03	0,10 mg/kg	MS	LC/MS/MS, extraction ASE	Méthode M-S059
Fraction : eau brute reconstruite	Imidaclopride	Non	1877	0,03	0,10 µg/l		Calcul (eau filtrée + MES)	
Fraction : phase aqueuse	Indène (1,2,3 cd) pyrène	Non	1204	0,017	0,005 mg/kg	MS	GC/MS/MS, extraction ASE	Méthode M-S054
Fraction : eau brute reconstruite	Indène (1,2,3 cd) pyrène	Oui	1204	0,017	0,005 µg/l		Calcul (eau filtrée + MES)	
Fraction : MES	Indène (1,2,3 cd) pyrène	Non	1204	0,003	0,010 µg/l		Calcul (eau filtrée + MES)	
Fraction : phase aqueuse	Iprodione	Non	1206	0,017	0,20 µg/l		Calcul (eau filtrée + MES)	
Fraction : eau brute reconstruite	Iprodione	Oui	1206	0,03	0,10 µg/l		GC/MS/MS, extraction LL	Méthode M-ET127
Fraction : MES	Iprodione	Non	1206	0,007	0,020 mg/kg	MS	GC/MS/MS, extraction ASE	Méthode M-S054
Fraction : phase aqueuse	Isoproturon	Oui	1208	0,017	0,05 µg/l		LC/MS/MS, extraction LL	Méthode M-ET265
Fraction : MES	Isoproturon	Non	1208	0,03	0,10 mg/kg	MS	LC/MS/MS, extraction ASE	Méthode M-S059
Fraction : eau brute reconstruite	Isoproturon	Oui	1208	0,017	0,05 µg/l		Calcul (eau filtrée + MES)	
Analyses physicochimiques	Matières en suspension totales	Oui	1305	0,7	2,0 mg/l		Gravimétrie après filtration-fibre Whatman 834 AH	NF EN 872
Fraction : eau brute	Mercurie total	Oui	1387	0,07	0,2 µg/l	Hg	ICP/MS, digestion eau régale	NF EN ISO 15587-1, 17294-1, 17294-2
Fraction : eau brute reconstruite	Métaldéhyde	Non	1796	0,07	0,20 µg/l		Calcul (eau filtrée + MES)	
Fraction : phase aqueuse	Métaldéhyde	Oui	1796	0,03	0,10 µg/l		LC/MS/MS, injection directe	Méthode M-ET267
Fraction : MES	Métaldéhyde	Non	1796	0,03	0,10 mg/kg	MS	LC/MS/MS, extraction ASE	Méthode M-S060
Fraction : eau brute reconstruite	Métazachlore	Non	1870	0,03	0,10 µg/l		Calcul (eau filtrée + MES)	
Fraction : phase aqueuse	Métazachlore	Oui	1870	0,017	0,05 µg/l		GC/MS/MS, extraction LL	Méthode M-ET127
Fraction : MES	Métazachlore	Non	1870	0,007	0,020 mg/kg	MS	GC/MS/MS, extraction ASE	Méthode M-S054
Fraction : phase aqueuse	Monobutylétan cation	Oui	2542	0,003	0,010 mg/kg	MS	GC/MS	XP 190-250
Fraction : eau brute reconstruite	Monobutylétan cation	Non	2542	0,013	0,04 µg/l		Calcul (eau filtrée + MES)	NF EN ISO 17363
Fraction : MES	Monobutylétan cation	Non	1517	0,003	0,010 mg/kg	MS	GC/MS/MS, extraction ASE	Méthode M-S054
Fraction : phase aqueuse	Naphtalène	Oui	1517	0,017	0,050 µg/l		GC/MS/MS, extraction LL	Méthode M-ET127
Fraction : eau brute reconstruite	Naphtalène	Non	1517	0,017	0,050 µg/l		Calcul (eau filtrée + MES)	
Fraction : eau brute	Nickel total	Oui	1366	1,7	5 µg/l	Ni	ICP/MS, digestion eau régale	NF EN ISO 15587-1, 17294-1, 17294-2
Fraction : eau brute reconstruite	Nicosulfuron	Non	1882	0,03	0,10 µg/l		Calcul (eau filtrée + MES)	
Fraction : phase aqueuse	Nicosulfuron	Oui	1882	0,017	0,05 µg/l		LC/MS/MS, injection directe	Méthode M-ET267
Fraction : MES	Nicosulfuron	Non	1882	0,03	0,10 mg/kg	MS	LC/MS/MS, extraction ASE	Méthode M-S060

Annexe 2 - Performances analytiques

6

Accusé de réception en préfecture
006-240600551-20201223-207-2020-DE
Date de télétransmission : 23/12/2020
Date de réception préfecture : 23/12/2020

Performances analytiques des analyses en entrée de STEU (MES > 250mg/L)

Fraction : MES	NP1EO (nonylphéno)l monoéthoxylate)	Non	6366	0.030	0.09	mg/kg	MS	LC/FLD, extraction ASE	Méthode M-S057
Fraction : phase aqueuse	NP1EO (nonylphéno)l monoéthoxylate)	Oui	6366	0.03	0.10	µg/l		LC/FLD, extraction LL	Méthode M-ET119
Fraction : eau brute reconstituée	NP1EO (nonylphéno)l monoéthoxylate)	Non	6366	0.07	0.20	µg/l		Calcul (eau filtrée + MES)	
Fraction : MES	NP2EO (nonylphéno)l diéthoxylate)	Non	6369	0.030	0.09	mg/kg	MS	LC/FLD, extraction ASE	Méthode M-S057
Fraction : phase aqueuse	NP2EO (nonylphéno)l diéthoxylate)	Oui	6369	0.03	0.10	µg/l		LC/FLD, extraction LL	Méthode M-ET119
Fraction : eau brute reconstituée	NP2EO (nonylphéno)l diéthoxylate)	Non	6369	0.07	0.20	µg/l		Calcul (eau filtrée + MES)	
Fraction : MES	OP1EO (octylphéno)l monoéthoxylate)	Non	6370	0.030	0.09	mg/kg	MS	LC/FLD, extraction ASE	Méthode M-S057
Fraction : phase aqueuse	OP1EO (octylphéno)l monoéthoxylate)	Oui	6370	0.03	0.10	µg/l		LC/FLD, extraction LL	Méthode M-ET119
Fraction : eau brute reconstituée	OP1EO (octylphéno)l monoéthoxylate)	Non	6370	0.07	0.20	µg/l		Calcul (eau filtrée + MES)	
Fraction : MES	OP2EO (octylphéno)l diéthoxylate)	Non	6371	0.030	0.09	mg/kg	MS	LC/FLD, extraction ASE	Méthode M-S057
Fraction : phase aqueuse	OP2EO (octylphéno)l diéthoxylate)	Oui	6371	0.03	0.10	µg/l		LC/FLD, extraction LL	Méthode M-ET119
Fraction : eau brute reconstituée	OP2EO (octylphéno)l diéthoxylate)	Non	6371	0.07	0.20	µg/l		Calcul (eau filtrée + MES)	
Fraction : phase aqueuse	Quadiazon	Oui	1867	0.010	0.03	µg/l		GC/MS/MS, extraction LL	Méthode M-ET127
Fraction : MES	Quadiazon	Non	1867	0.05	0.162	mg/kg	MS	GC/MS/MS, extraction ASE	Méthode M-S054
Fraction : eau brute reconstituée	PCB 101	Non	1242	0.003	0.01	µg/l		Calcul (eau filtrée + MES)	
Fraction : MES	PCB 101	Non	1242	0.0017	0.005	mg/kg	MS	GC/MS/MS, extraction ASE	Méthode M-S054
Fraction : phase aqueuse	PCB 101	Oui	1242	0.0017	0.005	µg/l		GC/MS/MS, extraction LL	Méthode M-ET127
Fraction : eau brute reconstituée	PCB 118	Non	1243	0.003	0.01	µg/l		Calcul (eau filtrée + MES)	
Fraction : MES	PCB 118	Non	1243	0.0017	0.005	mg/kg	MS	GC/MS/MS, extraction ASE	Méthode M-S054
Fraction : phase aqueuse	PCB 118	Oui	1243	0.0017	0.005	µg/l		GC/MS/MS, extraction LL	Méthode M-ET127
Fraction : eau brute reconstituée	PCB 138	Non	1244	0.003	0.01	µg/l		Calcul (eau filtrée + MES)	
Fraction : MES	PCB 138	Non	1244	0.0017	0.005	mg/kg	MS	GC/MS/MS, extraction ASE	Méthode M-S054
Fraction : phase aqueuse	PCB 138	Oui	1244	0.0017	0.005	µg/l		GC/MS/MS, extraction LL	Méthode M-ET127
Fraction : eau brute reconstituée	PCB 153	Non	1245	0.003	0.01	µg/l		Calcul (eau filtrée + MES)	
Fraction : MES	PCB 153	Non	1245	0.0017	0.005	mg/kg	MS	GC/MS/MS, extraction ASE	Méthode M-S054
Fraction : phase aqueuse	PCB 153	Oui	1245	0.0017	0.005	µg/l		GC/MS/MS, extraction LL	Méthode M-ET127
Fraction : eau brute reconstituée	PCB 180	Non	1246	0.003	0.01	µg/l		Calcul (eau filtrée + MES)	
Fraction : MES	PCB 180	Non	1246	0.0017	0.005	mg/kg	MS	GC/MS/MS, extraction ASE	Méthode M-S054
Fraction : phase aqueuse	PCB 180	Oui	1246	0.0017	0.005	µg/l		GC/MS/MS, extraction LL	Méthode M-ET127
Fraction : eau brute reconstituée	PCB 28	Non	1239	0.003	0.01	µg/l		Calcul (eau filtrée + MES)	
Fraction : MES	PCB 28	Non	1239	0.0017	0.005	mg/kg	MS	GC/MS/MS, extraction ASE	Méthode M-S054
Fraction : phase aqueuse	PCB 28	Oui	1239	0.0017	0.005	µg/l		GC/MS/MS, extraction LL	Méthode M-ET127
Fraction : eau brute reconstituée	PCB 52	Non	1241	0.003	0.01	µg/l		Calcul (eau filtrée + MES)	
Fraction : MES	PCB 52	Non	1241	0.0017	0.005	mg/kg	MS	GC/MS/MS, extraction ASE	Méthode M-S054
Fraction : phase aqueuse	PCB 52	Oui	1241	0.0017	0.005	µg/l		GC/MS/MS, extraction LL	Méthode M-ET127
Fraction : eau brute reconstituée	Pendiméthaline	Non	1234	0.03	0.10	µg/l		Calcul (eau filtrée + MES)	
Fraction : phase aqueuse	Pendiméthaline	Oui	1234	0.017	0.05	µg/l		GC/MS/MS, extraction LL	Méthode M-ET127
Fraction : MES	Pendiméthaline	Non	1234	0.007	0.020	mg/kg	MS	GC/MS/MS, extraction ASE	Méthode M-S054
Fraction : eau brute reconstituée	Pentachlorobenzène	Non	1888	0.007	0.02	µg/l		Calcul (eau filtrée + MES)	
Fraction : phase aqueuse	Pentachlorobenzène	Oui	1888	0.003	0.01	µg/l		GC/MS/MS, extraction LL	Méthode M-ET127
Fraction : MES	Pentachlorobenzène	Non	1888	0.007	0.020	mg/kg	MS	GC/MS/MS, extraction ASE	Méthode M-S054
Fraction : eau brute reconstituée	Pentachlorophéno)l	Non	1235	0.03	0.10	µg/l		Calcul (eau filtrée + MES)	
Fraction : phase aqueuse	Pentachlorophéno)l	Oui	1235	0.007	0.02	µg/l		GC/MS/MS, extraction ASE	Méthode M-ET144
Fraction : MES	Perfluorooctane sulfonate	Non	6561	0.03	0.10	mg/kg	MS	GC/MS/MS, extraction ASE	Méthode M-S055
Fraction : phase aqueuse	Perfluorooctane sulfonate	Oui	6561	0.017	0.05	µg/l		LC/MS/MS, extraction LL	Méthode M-ET117
Fraction : eau brute reconstituée	Perfluorooctane sulfonate	Non	6561	0.03	0.10	µg/l		Calcul (eau filtrée + MES)	Méthode M-ET259
Fraction : eau brute	pH	Oui	1302	0.11	0.5			Electrode	NF EN ISO 10523
Fraction : eau brute reconstituée	Phosphate de tributyle (TBP)	Non	1847	0.07	0.20	µg/l		Calcul (eau filtrée + MES)	
Fraction : phase aqueuse	Phosphate de tributyle (TBP)	Oui	1847	0.03	0.10	µg/l		GC/MS/MS, extraction LL	Méthode M-ET127
Fraction : MES	Phosphate de tributyle (TBP)	Non	1847	0.007	0.020	mg/kg	MS	GC/MS/MS, extraction ASE	Méthode M-S054
Fraction : eau brute reconstituée	Quinoxaline	Non	1362	0.7		µg/l	Pb	ICP/MS, digestion eau réglée	NF EN ISO 15587-1, 17294-1, 17294-2
Fraction : phase aqueuse	Quinoxaline	Non	2028	0.07	0.20	µg/l		Calcul (eau filtrée + MES)	
Fraction : MES	Quinoxaline	Non	2028	0.03	0.10	µg/l		GC/MS/MS, extraction LL	Méthode M-ET127
Fraction : phase aqueuse	Quinoxaline	Non	2028	0.007	0.020	mg/kg	MS	GC/MS/MS, extraction ASE	Méthode M-S054
Fraction : eau brute reconstituée	Somme des 4 HAP (benzo(a)pyr., benzo(b) et benzo(k) fluorant., indène pyr.)	Non	7330	0.003	0.01	mg/kg	MS	GC/MS/MS, extraction ASE	Méthode M-S054
Fraction : phase aqueuse	Somme des 4 HAP (benzo(a)pyr., benzo(b) et benzo(k) fluorant., indène pyr.)	Oui	7330	0.003	0.01	µg/l		GC/MS/MS, extraction LL	Méthode M-ET127
Fraction : eau brute reconstituée	Somme des 4 HAP (benzo(a)pyr., benzo(b) et benzo(k) fluorant., indène pyr.)	Non	7330	0.010	0.003	mg/Sn/kg	MS	GC/MS	XP T90-250
Fraction : phase aqueuse	Somme des 4 organostanneux	Oui	7330	0.003	0.01	µg/Sn/l		GC/MS	NF EN ISO 17383
Fraction : eau brute reconstituée	Somme des 4 organostanneux	Non	7330	0.003	0.01	µg/Sn/l		Calcul (eau filtrée + MES)	

Performances analytiques des analyses en entrée de STEU (MES > 250mg/L)

Fraction : phase aqueuse	Somme des 6 PBDE (28.47, 99, 100, 153, 154)	Oui	7705	0.007	0.02 µg/l		HRGC/HRMS, extraction LL	Math. MET-081
Fraction : MES	Somme des 6 PBDE (28.47, 99, 100, 153, 154)	Non	7705	19000	58000 ng/kg	MS	HRGC/HRMS, extraction LS	Math. MET-081
Fraction : eau brute reconstituée	Somme des 6 PBDE (28.47, 99, 100, 153, 154)	Non	7705	0.013	0.04 µg/l		Calcul (eau filtrée + MES)	
Fraction : MES	Somme des 7 PCB	Non	7431	0.017	0.005 mg/kg	MS	GC/MS/MS, extraction ASE	Méthode M-S054
Fraction : eau brute reconstituée	Somme des 7 PCB identifiés	Non	7431	0.003	0.01 µg/l		Calcul (eau filtrée + MES)	
Fraction : phase aqueuse	Somme des 7 PCB identifiés	Oui	7431	0.0017	0.005 µg/l		GC/MS/MS, extraction LL	Méthode M-ET127
Fraction : phase aqueuse	Somme des 8 PBDE (28.47, 99, 100, 153, 154, 183, 209)	Oui	8430	0.007	0.02 µg/l		HRGC/HRMS, extraction LL	Math. MET-081
Fraction : MES	Somme des 8 PBDE (28.47, 99, 100, 153, 154, 183, 209)	Non	8430	90000	260000 ng/kg	MS	HRGC/HRMS, extraction LS	Math. MET-081
Fraction : eau brute reconstituée	Somme des 8 PBDE (28.47, 99, 100, 153, 154, 183, 209)	Non	8430	0.013	0.04 µg/l		Calcul (eau filtrée + MES)	
Fraction : eau brute	Somme des BTEX	Oui	5916	0.3	1 µg/l		HS/GCMS	NF EN ISO 11423-1
Fraction : MES	Somme des HBCDD	Non	7128	0.03	0.10 mg/kg	MS	LC/MS/MS, extraction ASE	Méthode S-058
Fraction : phase aqueuse	Somme des HBCDD	Oui	7128	0.017	0.05 µg/l		LC/MS/MS, extraction LL	Méthode M-ET266
Fraction : eau brute reconstituée	Somme des HBCDD	Non	7128	0.03	0.10 µg/l		Calcul (eau filtrée + MES)	
Fraction : phase aqueuse	Somme des nonylphénols éthoxylates + 4-nonylphénol	Non	8431	0.03	0.10 µg/l		Calcul	
Fraction : eau brute reconstituée	Somme des nonylphénols éthoxylates + 4-nonylphénol	Non	8431	0.07	0.20 µg/l		Calcul	
Fraction : MES	Somme des nonylphénols éthoxylates + 4-nonylphénol	Non	8431	0.030	0.09 mg/kg	MS	Calcul	
Fraction : phase aqueuse	Somme octylphénols éthoxylates et 4 tert-octylphénols	Non	8432	0.03	0.10 µg/l		Calcul	
Fraction : MES	Somme octylphénols éthoxylates et 4 tert-octylphénols	Non	8432	0.030	0.09 mg/kg	MS	Calcul	
Fraction : eau brute reconstituée	Somme octylphénols éthoxylates et 4 tert-octylphénols	Non	8432	0.07	0.20 µg/l		Calcul	
Fraction : eau brute reconstituée	Tebuconazole	Non	1694	0.07	0.20 µg/l		Calcul (eau filtrée + MES)	
Fraction : phase aqueuse	Tebuconazole	Oui	1694	0.03	0.10 µg/l		GC/MS/MS, extraction LL	Méthode M-ET127
Fraction : MES	Tebuconazole	Non	1694	0.007	0.020 mg/kg	MS	GC/MS/MS, extraction ASE	Méthode M-S054
Fraction : eau brute	Température de mesure du pH	Oui	6484	0.3	1 °C		Electrochimie	NF EN ISO 10523
Fraction : eau brute reconstituée	Terbutryne	Non	1269	0.07	0.20 µg/l		Calcul (eau filtrée + MES)	
Fraction : phase aqueuse	Terbutryne	Oui	1269	0.03	0.10 µg/l		GC/MS/MS, extraction LL	Méthode M-ET127
Fraction : MES	Terbutryne	Non	1269	0.007	0.020 mg/kg	MS	GC/MS/MS, extraction ASE	Méthode M-S054
Fraction : eau brute	Tétrachloroéthylène	Oui	1272	0.17	0.5 µg/l		HS/GCMS	NF EN ISO 10301
Fraction : eau brute	Tétrachlorure de carbone	Oui	1276	0.17	0.5 µg/l		HS/GCMS	NF EN ISO 10301
Fraction : phase aqueuse	Thiabendazole	Oui	1713	0.03	0.10 µg/l		LC/MS/MS, extraction LL	Méthode M-ET265
Fraction : MES	Thiabendazole	Non	1713	0.03	0.10 mg/kg	MS	LC/MS/MS, extraction ASE	Méthode M-S059
Fraction : eau brute reconstituée	Thiabendazole	Non	1713	0.07	0.20 µg/l		Calcul (eau filtrée + MES)	
Fraction : eau brute	Tiame total	Oui	1373	3	10 µg/l	Ti	ICP/MS, digestion eau régale	NF EN ISO 15587-1, 17294-1, 17294-2
Fraction : eau brute	Toluène	Oui	1278	0.3	1 µg/l		HS/GCMS	NF EN ISO 11423-1
Fraction : MES	Tributylétain cation	Non	2879	0.003	0.010 mg/kg	MS	GC/MS	XP 190-250
Fraction : phase aqueuse	Tributylétain cation	Oui	2879	0.007	0.02 µg/l		GC/MS	NF EN ISO 17363
Fraction : eau brute reconstituée	Tributylétain cation	Non	2879	0.007	0.02 µg/l		Calcul (eau filtrée + MES)	
Fraction : eau brute	Trichloroéthylène	Oui	1266	0.11	0.5 µg/l		HS/GCMS	NF EN ISO 10301
Fraction : MES	Triphénylétain cation	Non	6372	0.003	0.010 mg/kg	MS	GC/MS	XP 190-250
Fraction : phase aqueuse	Triphénylétain cation	Oui	6372	0.007	0.02 µg/l		GC/MS	NF EN ISO 17363
Fraction : eau brute reconstituée	Triphénylétain cation	Non	6372	0.013	0.04 µg/l		Calcul (eau filtrée + MES)	
Fraction : eau brute	Xylène ortho	Oui	1292	0.3	1 µg/l		HS/GCMS	NF EN ISO 11423-1
Fraction : eau brute	Xylènes (m + p)	Oui	2925	0.3	1 µg/l		HS/GCMS	NF EN ISO 11423-1
Fraction : eau brute	Xylènes (o + m + p)	Oui	1760	0.7	2 µg/l		HS/GCMS	NF EN ISO 11423-1
Fraction : eau brute	Zinc total	Oui	1383	1.7	5 µg/l	Zn	ICP/MS, digestion eau régale	NF EN ISO 15587-1, 17294-1, 17294-2

Performances analytiques des analyses en sortie de STEU

Grande Famille	Synonyme	Cofrac	Code Sandre	LD	LQ	Unité	Complément	Libellé Méthode	Norme
Fraction - eau brute	1,2-dichlorodéthane	Oui	1161	0,7	2	µg/l		HS/GC/MS	NF EN ISO 16301
Fraction - eau brute	2,2',3,4',5,6'-heptabromodiphényléther (BDE183)	Oui	2910	0,007	0,02	µg/l		HRGC/HRMS, extraction LL	Méthode MET-081
Fraction - eau brute	2,2',4,4'-tétrabromodiphényléther (BDE47)	Oui	2919	0,007	0,02	µg/l		HRGC/HRMS, extraction LL	Méthode MET-081
Fraction - eau brute	2,2',4,4',5-pentabromodiphényléther (BDE99)	Oui	2916	0,007	0,02	µg/l		HRGC/HRMS, extraction LL	Méthode MET-081
Fraction - eau brute	2,2',4,4',5,6'-hexabromodiphényléther (BDE153)	Oui	2912	0,007	0,02	µg/l		HRGC/HRMS, extraction LL	Méthode MET-081
Fraction - eau brute	2,2',4,4',5,6'-hexabromodiphényléther (BDE154)	Oui	2911	0,007	0,02	µg/l		HRGC/HRMS, extraction LL	Méthode MET-081
Fraction - eau brute	2,2',4,4',6-pentabromodiphényléther (BDE100)	Oui	2915	0,007	0,02	µg/l		HRGC/HRMS, extraction LL	Méthode MET-081
Fraction - eau brute	2,4,4'-tribromodiphényléther (BDE28)	Oui	2920	0,007	0,02	µg/l		HRGC/HRMS, extraction LL	Méthode MET-081
Fraction - eau brute	2,4,4'	Oui	1141	0,03	0,10	µg/l		LC/MS/MS, injection directe	Méthode M-ET267
Fraction - eau brute	2,4-MCPA	Oui	1212	0,017	0,05	µg/l		LC/MS/MS, injection directe	Méthode M-ET267
Fraction - eau brute	4-nonylphénol ramifiés	Oui	1958	0,17	0,50	µg/l		GC/MS/MS, extraction LL	Méthode M-ET127
Fraction - eau brute	4-tert octylphénol	Oui	1959	0,03	0,10	µg/l		GC/MS/MS, extraction LL	Méthode M-ET127
Fraction - eau brute	Acide perfluorooctane sulfonique (PFOS)	Oui	6660	0,017	0,05	µg/l		LC/MS/MS, extraction LL	Méthode M-ET259
Fraction - eau brute	Achlorfen	Oui	1686	0,03	0,10	µg/l		GC/MS/MS, extraction LL	Méthode M-ET127
Fraction - eau brute	Alpha hexabromocyclohexane (HBCDD alpha)	Oui	6651	0,017	0,05	µg/l		LC/MS/MS, extraction LL	Méthode M-ET266
Fraction - eau brute	Aminotriazole	Oui	1105	0,03	0,10	µg/l		LC/MS/MS, dérivation	Méthode M-ET268
Fraction - eau brute	AMPA	Oui	1907	0,03	0,10	µg/l		LC/MS/MS, dérivation	Méthode M-ET268
Fraction - eau brute	Antiracéme	Oui	1458	0,003	0,010	µg/l		GC/MS/MS, extraction LL	Méthode M-ET127
Fraction - eau brute	Arsenic total	Oui	1369	1,7	5	µg/l	Aa	ICP/MS, digestion eau régale	NF EN ISO 15587-1, 17294-1, 17294-2
Fraction - eau brute	Azoxystrobine	Oui	1951	0,03	0,10	µg/l		LC/MS/MS, extraction LL	Méthode M-ET265
Fraction - eau brute	Benzilazone	Oui	1113	0,017	0,05	µg/l		LC/MS/MS, extraction LL	Méthode M-ET265
Fraction - eau brute	Benzène	Oui	1114	0,3	1	µg/l		HS/GC/MS	NF EN ISO 11425-1
Fraction - eau brute	Benzo (a) pyrène	Oui	1115	0,003	0,010	µg/l		GC/MS/MS, extraction LL	Méthode M-ET127
Fraction - eau brute	Benzo (b) fluoranthène	Oui	1116	0,0017	0,005	µg/l		GC/MS/MS, extraction LL	Méthode M-ET127
Fraction - eau brute	Benzo (k) fluoranthène	Oui	1118	0,0017	0,005	µg/l		GC/MS/MS, extraction LL	Méthode M-ET127
Fraction - eau brute	Benzo (i) perylene	Oui	1117	0,0017	0,005	µg/l		GC/MS/MS, extraction LL	Méthode M-ET127
Fraction - eau brute	Beta hexabromocyclohexane (HBCDD beta)	Oui	6652	0,017	0,05	µg/l		LC/MS/MS, extraction LL	Méthode M-ET266
Fraction - eau brute	Biféno	Oui	1119	0,03	0,10	µg/l		GC/MS/MS, extraction LL	Méthode M-ET127
Fraction - eau brute	Biphényle	Oui	1584	0,017	0,05	µg/l		GC/MS/MS, extraction LL	Méthode M-ET127
Fraction - eau brute	Bis (2-éthyl hexyl) phtalate (DEHP)	Oui	6616	0,3	1	µg/l		GC/MS/MS, extraction LL	Méthode M-ET127
Fraction - eau brute	Chlorofome	Oui	5526	0,03	0,10	µg/l		GC/MS/MS, extraction LL	Méthode M-ET127
Fraction - eau brute	C10-C13 chlorocalcènes à 55% de chlore	Oui	1965	1,7	5	µg/l		NI/IC/MS, extraction LL	NF EN ISO 12010
Fraction - eau brute	Cadmium total	Oui	1388	0,3	1	µg/l	Cd	ICP/MS, digestion eau régale	NF EN ISO 15587-1, 17294-1, 17294-2
Fraction - eau brute	Chlorobrome	Oui	1135	0,3	1	µg/l		HS/GC/MS	NF EN ISO 16301
Fraction - eau brute	Chlorobromure	Oui	1136	0,017	0,05	µg/l		LC/MS/MS, extraction LL	Méthode M-ET265
Fraction - eau brute	Chlorophtam	Oui	1474	0,03	0,10	µg/l		GC/MS/MS, extraction LL	Méthode M-ET127
Fraction - eau brute	Chrome total	Oui	1389	1,7	5	µg/l	Cr	ICP/MS, digestion eau régale	NF EN ISO 15587-1, 17294-1, 17294-2
Fraction - eau brute	Cobalt total	Oui	1379	1,0	3	µg/l	Co	ICP/MS, digestion eau régale	NF EN ISO 15587-1, 17294-1, 17294-2
Fraction - eau brute	Cuivre total	Oui	1392	1,7	5	µg/l	Cu	ICP/MS, digestion eau régale	NF EN ISO 15587-1, 17294-1, 17294-2
Fraction - eau brute	Cybutaline (Irganol)	Oui	1935	0,008	0,025	µg/l		GC/MS/MS, extraction LL	Méthode M-ET127
Fraction - eau brute	Cyperméthrine	Oui	1140	0,007	0,02	µg/l		GC/MS/MS, extraction LL	Méthode M-ET127
Fraction - eau brute	Cyprodinil	Oui	1359	0,017	0,05	µg/l		GC/MS/MS, extraction LL	Méthode M-ET127
Fraction - eau brute	Décarbométhylphényléther (BDE209)	Oui	1615	0,017	0,05	µg/l		HRGC/HRMS, extraction LL	Méthode MET-081
Fraction - eau brute	Demande biochimique en oxygène (DBO) avec ATU (5 jours)	Oui	1313	1,0	3	mg/l	O2	Avec dilutions	NF EN 1898-1
Fraction - eau brute	Demande Chimique en Oxygène (indice ST-QCO)	Oui	6396	10	30	mg/l	O2	Spectrophotométrie	ISO 15705
Fraction - eau brute	Dibutyléther cation	Oui	7074	0,007	0,02	µg/l		GC/MS	NF EN ISO 17353
Fraction - eau brute	Dichlorométhane	Oui	1166	1,7	5	µg/l		HS/GC/MS	NF EN ISO 16301
Fraction - eau brute	Dichloros	Oui	1170	0,017	0,05	µg/l		GC/MS/MS, extraction LL	Méthode M-ET127
Fraction - eau brute	Dicofol	Oui	1172	0,017	0,05	µg/l		GC/MS/MS, extraction LL	Méthode M-ET127
Fraction - eau brute	Diflufenican	Oui	1614	0,017	0,05	µg/l		GC/MS/MS, extraction LL	Méthode M-ET127
Fraction - eau brute	Digestion	Oui						Digestion (eau régale)	NF EN ISO 15587-1
Fraction - eau brute	Diuron	Oui	1177	0,017	0,05	µg/l		LC/MS/MS, extraction LL	Méthode M-ET265
Fraction - eau brute	Ethylbenzène	Oui	1497	0,3	1	µg/l		HS/GC/MS	NF EN ISO 11425-1
Fraction - eau brute	Fluoranthène	Oui	1181	0,003	0,010	µg/l		GC/MS/MS, extraction LL	Méthode M-ET127
Fraction - eau brute	Gamma hexabromocyclohexane (HBCDD gamma)	Oui	6653	0,017	0,05	µg/l		LC/MS/MS, extraction LL	Méthode M-ET266
Fraction - eau brute	Glyphonate (incluant le sulfosate)	Oui	1506	0,03	0,10	µg/l		LC/MS/MS, dérivation	Méthode M-ET268
Fraction - eau brute	Hexachlore	Oui	1187	0,007	0,02	µg/l		GC/MS/MS, extraction LL	Méthode M-ET127
Fraction - eau brute	Hexachlore époxyde (cis + trans)	Non	1198	0,007	0,02	µg/l		GC/MS/MS, extraction LL	Méthode M-ET127

Accusé de réception en préfecture
006-240600551-20201223-207-2020-DE
Date de télétransmission : 23/12/2020
Date de réception préfecture : 23/12/2020

Performances analytiques des analyses en sortie de STEU

Fraction - eau brute	Heptachlore époxyde endo	Oui	1749	0.007	0.02 µg/l	GC/MS/MS, extraction LL	Méthode M-ET127
Fraction - eau brute	Heptachlore époxyde exo	Oui	1748	0.007	0.02 µg/l	GC/MS/MS, extraction LL	Méthode M-ET127
Fraction - eau brute	Hexachlorobenzène	Oui	1199	0.003	0.01 µg/l	GC/MS/MS, extraction LL	Méthode M-ET127
Fraction - eau brute	Hexachlorobutadiène	Oui	1952	0.17	0.5 µg/l	HS/GC/MS	NF EN ISO 10301
Fraction - eau brute	Imidaclopride	Oui	1877	0.017	0.05 µg/l	LC/MS/MS, extraction LL	Méthode M-ET265
Fraction - eau brute	Indéno (1,2,3-cd) pyrène	Oui	1204	0.0017	0.005 µg/l	GC/MS/MS, extraction LL	Méthode M-ET127
Fraction - eau brute	Ipridone	Oui	1236	0.03	0.10 µg/l	GC/MS/MS, extraction LL	Méthode M-ET127
Fraction - eau brute	Isoproturon	Oui	1208	0.017	0.05 µg/l	LC/MS/MS, extraction LL	Méthode M-ET265
Analyses physicochimiques							
Matières en suspension totales							
Fraction - eau brute	Mercure total	Oui	1387	0.07	0.2 µg/l	Hg	ICP/MS, digestion eau régale
Fraction - eau brute	Metaldehyde	Oui	1786	0.03	0.10 µg/l	GC/MS/MS, injection directe	Méthode M-ET267
Fraction - eau brute	Metazachlore	Oui	1670	0.017	0.05 µg/l	GC/MS/MS, extraction LL	Méthode M-ET127
Fraction - eau brute	Monobutylétain cation	Oui	2542	0.007	0.02 µg/l	GC/MS	NF EN ISO 17353
Fraction - eau brute	Naphthalène	Oui	1517	0.017	0.05 µg/l	GC/MS/MS, extraction LL	Méthode M-ET127
Fraction - eau brute	Nickel total	Oui	1386	1.7	5 µg/l	Ni	ICP/MS, digestion eau régale
Fraction - eau brute	Nicosulfuron	Oui	1682	0.017	0.05 µg/l	GC/MS/MS, injection directe	NF EN ISO 15587-1, 17294-1, 17294-2
Fraction - eau brute	NP1EO (nonylphénol monoéthoxylate)	Oui	6366	0.03	0.10 µg/l	LC/FLD, extraction LL	Méthode M-ET119
Fraction - eau brute	NP2EO (nonylphénol diéthoxylate)	Oui	6369	0.03	0.10 µg/l	LC/FLD, extraction LL	Méthode M-ET119
Fraction - eau brute	OP1EO (octylphénol monoéthoxylate)	Oui	6370	0.03	0.10 µg/l	LC/FLD, extraction LL	Méthode M-ET119
Fraction - eau brute	OP2EO (octylphénol diéthoxylate)	Oui	6371	0.03	0.10 µg/l	LC/FLD, extraction LL	Méthode M-ET119
Fraction - eau brute	Oxidazone	Oui	1667	0.010	0.03 µg/l	GC/MS/MS, extraction LL	Méthode M-ET127
Fraction - eau brute	PCB 101	Oui	1242	0.0017	0.005 µg/l	GC/MS/MS, extraction LL	Méthode M-ET127
Fraction - eau brute	PCB 118	Oui	1243	0.0017	0.005 µg/l	GC/MS/MS, extraction LL	Méthode M-ET127
Fraction - eau brute	PCB 138	Oui	1244	0.0017	0.005 µg/l	GC/MS/MS, extraction LL	Méthode M-ET127
Fraction - eau brute	PCB 153	Oui	1245	0.0017	0.005 µg/l	GC/MS/MS, extraction LL	Méthode M-ET127
Fraction - eau brute	PCB 180	Oui	1246	0.0017	0.005 µg/l	GC/MS/MS, extraction LL	Méthode M-ET127
Fraction - eau brute	PCB 28	Oui	1239	0.0017	0.005 µg/l	GC/MS/MS, extraction LL	Méthode M-ET127
Fraction - eau brute	PCB 52	Oui	1241	0.0017	0.005 µg/l	GC/MS/MS, extraction LL	Méthode M-ET127
Fraction - eau brute	Pendiméthaline	Oui	1234	0.017	0.05 µg/l	GC/MS/MS, extraction LL	Méthode M-ET127
Fraction - eau brute	Pentachlorobenzène	Oui	1888	0.003	0.01 µg/l	GC/MS/MS, extraction LL	Méthode M-ET127
Fraction - eau brute	Pentachlorophénol	Oui	1235	0.03	0.10 µg/l	GC/MS/MS, acylation, extraction LL	Méthode M-ET144
Fraction - eau brute	Perfluorooctane sulfonate	Oui	6561	0.017	0.05 µg/l	LC/MS/MS, extraction LL	Méthode M-ET259
Fraction - eau brute	pH	Oui	1302	0.17	0.5	Electrochimie	NF EN ISO 10523
Fraction - eau brute	Phosphate de tributyle (TBP)	Oui	1647	0.03	0.10 µg/l	GC/MS/MS, extraction LL	Méthode M-ET127
Fraction - eau brute	Plomb total	Oui	1382	0.7	2 µg/l	Pb	ICP/MS, digestion eau régale
Fraction - eau brute	Quinoxaline	Oui	2026	0.03	0.10 µg/l	GC/MS/MS, extraction LL	Méthode M-ET127
Fraction - eau brute	Somme des 4 HAP (benzo(a)pyr., benzo(b) et benzo(k) fluorant., indéno pyr.)	Oui	0.0017	0.005 µg/l	GC/MS/MS, extraction LL	Méthode M-ET127	
Fraction - eau brute	Somme des 4 organostannés (butylétains et triphénylétains)	Oui	7330	0.003	0.01 µg(Sn)/l	GC/MS	NF EN ISO 17353
Fraction - eau brute	Somme des 6 PBDE (28,47,99,100,153,154)	Oui	7705	0.007	0.02 µg/l	HRGC/HRMS, extraction LL	Méthode MET-081
Fraction - eau brute	Somme des 7 PCB	Oui	7431	0.0017	0.005 µg/l	GC/MS/MS, extraction LL	Méthode M-ET127
Fraction - eau brute	Somme des 8 PBDE (28,47,99,100,153,154,183,209)	Oui	8430	0.007	0.02 µg/l	HRGC/HRMS, extraction LL	Méthode MET-081
Fraction - eau brute	Somme des BTEX	Oui	5918	0.3	1 µg/l	HS/GC/MS	NF EN ISO 11423-1
Fraction - eau brute	Somme des HBCDD	Oui	7128	0.017	0.05 µg/l	LC/MS/MS, extraction LL	Méthode M-ET266
Fraction - eau brute	Somme nonylphénols éthoxylates et 4-nonylphénols	Non	8431	0.03	0.10 µg/l	Calcul	
Fraction - eau brute	Somme octylphénols éthoxylates et 4-tert-octylphénols	Non	8432	0.03	0.10 µg/l	Calcul	
Fraction - eau brute	Tétraazolate	Oui	1694	0.03	0.10 µg/l	GC/MS/MS, extraction LL	Méthode M-ET127
Fraction - eau brute	Température de mesure du pH	Non	6484	0.3	1 °C	Electrochimie	NF EN ISO 10523
Fraction - eau brute	Terbutryne	Oui	1269	0.03	0.10 µg/l	GC/MS/MS, extraction LL	Méthode M-ET127
Fraction - eau brute	Tétrachloroéthylène	Oui	1272	0.17	0.5 µg/l	HS/GC/MS	NF EN ISO 10301
Fraction - eau brute	Tétrachlorure de carbone	Oui	1276	0.17	0.5 µg/l	HS/GC/MS	NF EN ISO 10301
Fraction - eau brute	Thiabendazole	Oui	1713	0.03	0.10 µg/l	LC/MS/MS, extraction LL	Méthode M-ET265
Fraction - eau brute	Tiane total	Oui	1373	3	10 µg/l	Ti	ICP/MS, digestion eau régale
Fraction - eau brute	Tolualène	Oui	1278	0.3	1 µg/l	HS/GC/MS	NF EN ISO 11423-1
Fraction - eau brute	Tributylétain cation	Oui	2879	0.007	0.02 µg/l	GC/MS	NF EN ISO 17353
Fraction - eau brute	Trichloroéthylène	Oui	1286	0.17	0.5 µg/l	HS/GC/MS	NF EN ISO 10301
Fraction - eau brute	Triphénylétain cation	Oui	6372	0.007	0.02 µg/l	GC/MS	NF EN ISO 17353
Fraction - eau brute	Xylène ortho	Oui	1292	0.3	1 µg/l	HS/GC/MS	NF EN ISO 11423-1
Fraction - eau brute	Xylènes (m + p)	Oui	2925	0.3	1 µg/l	HS/GC/MS	NF EN ISO 11423-1
Fraction - eau brute	Xylènes (o + m + p)	Oui	1780	0.3	1 µg/l	HS/GC/MS	NF EN ISO 11423-1
Fraction - eau brute	Zinc total	Oui	1383	1.7	5 µg/l	Zn	ICP/MS, digestion eau régale



CARSO – LABORATOIRE SANTE ENVIRONNEMENT HYGIENE DE LYON
Laboratoire Agréé pour les analyses d'eaux par le Ministère de la Santé

ANNEXE 3: Résultats d'analyses des blancs d'échantillonnage

STEP ROQUEBRUNE CAP MARTIN – *Campagne de recherche de micropolluants* – Décembre 2019 26

Accusé de réception en préfecture
006-240600551-20201223-207-2020-DE
Date de télétransmission : 23/12/2020
Date de réception préfecture : 23/12/2020

Faibles bruits	SC/RU/M5, injection directe	Méthode M-E1127	norm 353	µg/l	<0.10	Out	ND	0.1	0.03<0.10	Out	ND	0.1	0.03
Chlorures libres	SC/RU/M5, extraction LL	Méthode M-E1127	norm 532	µg/l	<0.05	Out	ND	0.05	0.03<0.05	Out	ND	0.05	0.03
Détermination nitrite	SC/RU/M5	NF EN ISO 11763	norm 245	µg/l	<0.07	Out	ND	0.07	0.03<0.07	Out	ND	0.07	0.03
Détermination nitrate	SC/RU/M5, extraction LL	Méthode M-E1127	norm 360	µg/l	<0.050	Out	ND	0.05	0.03<0.050	Out	ND	0.05	0.03
Méthode de prélèvements pour l'écoulement moyen	Détermination					Pass	NA			Pass	NA		
Tabac total	RCP/M5, digestion eau régule	NF EN ISO 15687-1, 17294-1, 17294-2	norm 360	µg/l	<5	Out	ND	5	3<5<5	Out	ND	5	3
Faibles huiles	SC/RU/M5, injection directe	Méthode M-E1127	norm 353	µg/l	<0.05	Out	ND	0.05	0.03<0.05	Out	ND	0.05	0.03
NP100 (nonylphénol monoéthoxylaté)	LC/DL, extraction LL	Méthode M-E1110	norm 124	µg/l	<0.10	Out	ND	0.1	0.03<0.10	Out	ND	0.1	0.03
NP100 (nonylphénol diéthoxylaté)	LC/DL, extraction LL	Méthode M-E1110	norm 350	µg/l	<0.10	Out	ND	0.1	0.03<0.10	Out	ND	0.1	0.03
OP100 (octylphénol monoéthoxylaté)	LC/DL, extraction LL	Méthode M-E1110	norm 260	µg/l	<0.10	Out	ND	0.1	0.03<0.10	Out	ND	0.1	0.03
OP200 (octylphénol diéthoxylaté)	LC/DL, extraction LL	Méthode M-E1110	norm 23	µg/l	<0.10	Out	ND	0.1	0.03<0.10	Out	ND	0.1	0.03
Couleur	SC/RU/M5, extraction LL	Méthode M-E1127	norm 451	µg/l	<0.03	Out	ND	0.03	0.01<0.03	Out	ND	0.03	0.01
PCB 101	SC/RU/M5, extraction LL	Méthode M-E1127	norm 353	µg/l	<0.005	Out	ND	0.005	0.0017<0.005	Out	ND	0.005	0.0017
PCB 118	SC/RU/M5, extraction LL	Méthode M-E1127	norm 360	µg/l	<0.005	Out	ND	0.005	0.0017<0.005	Out	ND	0.005	0.0017
PCB 138	SC/RU/M5, extraction LL	Méthode M-E1127	norm 451	µg/l	<0.005	Out	ND	0.005	0.0017<0.005	Out	ND	0.005	0.0017
PCB 153	SC/RU/M5, extraction LL	Méthode M-E1127	norm 151	µg/l	<0.005	Out	ND	0.005	0.0017<0.005	Out	ND	0.005	0.0017
PCB 180	SC/RU/M5, extraction LL	Méthode M-E1127	norm 451	µg/l	<0.005	Out	ND	0.005	0.0017<0.005	Out	ND	0.005	0.0017
PCB 28	SC/RU/M5, extraction LL	Méthode M-E1127	norm 330	µg/l	<0.005	Out	ND	0.005	0.0017<0.005	Out	ND	0.005	0.0017
PCB 52	SC/RU/M5, extraction LL	Méthode M-E1127	norm 530	µg/l	<0.005	Out	ND	0.005	0.0017<0.005	Out	ND	0.005	0.0017
Pesticides totaux	SC/RU/M5, extraction LL	Méthode M-E1127	norm 360	µg/l	<0.05	Out	ND	0.05	0.03<0.05	Out	ND	0.05	0.03
Pesticides totaux	SC/RU/M5, extraction LL	Méthode M-E1127	norm 461	µg/l	<0.10	Out	ND	0.1	0.03<0.10	Out	ND	0.1	0.03
Phosphates totaux	SC/RU/M5, extraction, extraction LL	Méthode M-E1127	norm 590	µg/l	<0.10	Out	ND	0.1	0.03<0.10	Out	ND	0.1	0.03
pH	Electrochimie	NF EN ISO 10523	norm 23	Out	>7.50	Out	Q	0.5	0.17	7.50	Out	Q	0.5
Phosphate de l'azote (PO4)	SC/RU/M5, extraction LL	Méthode M-E1127	norm 360	µg/l	<0.10	Out	ND	0.1	0.03<0.10	Out	ND	0.1	0.03
Protéines totales	RCP/M5, digestion eau régule	NF EN ISO 15687-1, 17294-1, 17294-2	norm 360	µg/l	<2	Out	ND	2	1<2	Out	ND	2	1
Cyanure	SC/RU/M5, extraction LL	Méthode M-E1127	norm 353	µg/l	<0.10	Out	ND	0.1	0.03<0.10	Out	ND	0.1	0.03
Bilan de pollution	Détermination					Pass	NA			Pass	NA		
Somme des 4 HAP (benzofluyrène, benzofluoranthène, fluoranthène, indène pnt.1)	SC/RU/M5, extraction LL	Méthode M-E1127	norm 360	µg/l	<0.005	Pass	ND	0.005	0.0017<0.005	Pass	ND	0.005	0.0017
SC/RU/M5	NF EN ISO 11763	norm 245	µg/l	<0.07	Pass	ND	0.07	0.03<0.07	Pass	ND	0.07	0.03	
Somme des 4 organochlorés (luthylène et triphénylétain)	RCP/M5, extraction	Méthode M-E1101	norm 140	µg/l	<0.12	Pass	ND	0.12	0.04<0.12	Pass	ND	0.12	0.04
Somme des 7 PCB	SC/RU/M5, extraction LL	Méthode M-E1127	norm 353	µg/l	<0.005	Pass	ND	0.005	0.0017<0.005	Pass	ND	0.005	0.0017
Somme des 4 PCB 28, 52, 101, 153, 188, 209	RCP/M5, extraction LL	Méthode M-E1101	norm 140	µg/l	<0.18	Pass	ND	0.18	0.04<0.18	Pass	ND	0.18	0.04
Somme des 3 HCB	RSG/GC/M5	NF EN ISO 11223-1	norm 360	µg/l	<1	Pass	ND	1	0<1<1	Pass	ND	1	0
Somme des 8 HCB	SC/RU/M5, extraction LL	Méthode M-E1127	norm 451	µg/l	<0.05	Pass	ND	0.05	0.03<0.05	Pass	ND	0.05	0.03
SC/RU/M5	Méthode M-E1127	norm 461	µg/l	<0.10	Pass	ND	0.1	0.03<0.10	Pass	ND	0.1	0.03	
Teneur en chlorure de mercure au pH	Electrochimie	NF EN ISO 10523	norm 23	µg/l	<0.10	Pass	NA	0.1	0.03<0.10	Pass	NA	0.1	0.03
Technique	SC/RU/M5, extraction LL	Méthode M-E1127	norm 360	µg/l	<0.10	Out	ND	0.1	0.03<0.10	Out	ND	0.1	0.03
Toluène	RCP/M5	NF EN ISO 11018	norm 360	µg/l	<0.5	Out	ND	0.5	0.17<0.5	Out	ND	0.5	0.17
Triphénylétain	RSG/GC/M5	NF EN ISO 11223-1	norm 360	µg/l	<0.5	Out	ND	0.5	0.17<0.5	Out	ND	0.5	0.17
Triéthylamine	SC/RU/M5, extraction LL	Méthode M-E1127	norm 451	µg/l	<0.10	Out	ND	0.1	0.03<0.10	Out	ND	0.1	0.03
Type de sol	RCP/M5, digestion eau régule	NF EN ISO 15687-1, 17294-1, 17294-2	norm 360	µg/l	<10	Out	ND	10	3<10	Out	ND	10	3
Trifluoréthylène	SC/RU/M5	NF EN ISO 11223-1	norm 360	µg/l	<1	Out	ND	1	0<1<1	Out	ND	1	0
Tributylamine - nitros	SC/RU/M5	NF EN ISO 11223-1	norm 360	µg/l	<0.02	Out	ND	0.02	0.007<0.02	Out	ND	0.02	0.007
Tributylamine	RSG/GC/M5	NF EN ISO 11223-1	norm 360	µg/l	<0.02	Out	ND	0.02	0.007<0.02	Out	ND	0.02	0.007
Tributylamine - nitros	RSG/GC/M5	NF EN ISO 11223-1	norm 360	µg/l	<0.02	Out	ND	0.02	0.007<0.02	Out	ND	0.02	0.007
Type de prélèvement	Détermination					Pass	NA			Pass	NA		
Trifluoréthylène	RSG/GC/M5	NF EN ISO 11223-1	norm 360	µg/l	<2	Pass	ND	2	0<2<2	Pass	ND	2	0
Unité: mg/l	RCP/M5, digestion eau régule	NF EN ISO 15687-1, 17294-1, 17294-2	norm 360	µg/l	<5	Out	ND	5	1<5<5	Out	ND	5	1

Accusé de réception en préfecture
006-240600551-20201223-207-2020-DE
Date de télétransmission : 23/12/2020
Date de réception préfecture : 23/12/2020



CARSO – LABORATOIRE SANTE ENVIRONNEMENT HYGIENE DE LYON
Laboratoire Agréé pour les analyses d'eaux par le Ministère de la Santé

ANNEXE 4: Détermination des paramètres significatifs dans les eaux brutes

STEP ROQUEBRUNE CAP MARTIN – *Campagne de recherche de micropolluants* – Décembre 2019

27

Accusé de réception en préfecture
006-240600551-20201223-207-2020-DE
Date de télétransmission : 23/12/2020
Date de réception préfecture : 23/12/2020



CARSO – LABORATOIRE SANTE ENVIRONNEMENT HYGIENE DE LYON
Laboratoire Agréé pour les analyses d'eaux par le Ministère de la Santé

ANNEXE 5: Détermination des paramètres significatifs dans les eaux traitées

STEP ROQUEBRUNE CAP MARTIN – *Campagne de recherche de micropolluants* – Décembre 2019 28

Accusé de réception en préfecture
006-240600551-20201223-207-2020-DE
Date de télétransmission : 23/12/2020
Date de réception préfecture : 23/12/2020

Ressourcer le monde

Crédits photos : © Gettyimages